

BRESIL

"nous sommes grecs, turcs, mexicains...
nous sommes sans patrie…
nous sommes revolutionnaires!"

PROTESTATION SOCIALE ET CONTRE-REVOLUTION

4 $ - 3 €

Juin 2014 - n° 65

ORGANE CENTRAL EN FRANÇAIS DU GROUPE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Aux lecteurs

Camarades, notre revue ne peut pleinement contribuer à l'organisation de la lutte révolutionnaire internationale sans la participation active de ses lecteurs et sympathisants.

Toute contribution est vivement encouragée, soit pour améliorer le contenu de cette revue (en envoyant des informations, des publications, des analyses de situations, des illustrations, etc.), soit pour améliorer sa diffusion (en s'abonnant, en la faisant circuler, en suggérant d'autres moyens ou lieux de distribution, etc.).

Utilisez ces matériaux, diffusez-les, discutez-les, reproduisez-les… Ils ne sont la propriété de personne, ils font partie de l'expérience accumulée d'une classe qui vit, qui lutte pour supprimer sa propre condition de salariée et par là, toute classe, toute exploitation.

Notre plus chaleureux salut communiste, notre appui inconditionnel à tous les prolétaires qui luttent pour affirmer nos intérêts mondiaux et autonomes de classe, contre le capitalisme, contre son Etat, contre les partis pseudo-ouvriers et syndicats, qui en perpétuent la survivance.

Contribuons à l'organisation de notre classe en parti mondial pour abolir les classes, pour abattre le monde de la marchandise, pour le communisme, pour la communauté humaine.

Pour nous contacter, écrivez à l'adresse suivante, sans mentionner le nom du groupe.

B.P. 33
Saint-Gilles (BRU) 3
1060 Bruxelles
Belgique
http://gci-icg.org

SOMMAIRE

Brésil: Protestation sociale et contre-révolution

1. Les caractéristiques de la protestation prolétarienne au Brésil

1.1 Déclenchement et généralisation

Depuis le début de l'année 2013, la succession des protestations sociales a acquis un rythme de plus en plus soutenu, les grandes villes du pays étant leurs principaux pôles. Les protestations contre les augmentations de prix des transports et contre leur mauvaise qualité se sont radicalisées durant toute l'année 2013 dans différentes villes. Le mot d'ordre qui s'est généralisé est « *passe livre* », « passer sans payer » en portugais. Cette lutte pour la gratuité coïncide avec d'autres luttes qui se sont développées ces dernières années:

- Résistance dans les grandes villes contre les projets d'urbanisation accélérée et contre la liquidation et les expulsions des favelas, qui ont été effectuées bien évidement manu militari (sur base du terrorisme d'Etat ouvert) au nom de la préparation du *Mundial* de football et autres événements annoncés (G20 à Rio en juin 2012, venue du pape, Jeux Olympiques).

- Résistances «indigène», «paysanne», des sans-terres et en général de la masse prolétarienne agricole contre tous les grands projets miniers, forestiers, de l'industrie du soja, de la canne à sucre… qui expulsent les êtres humains de la terre et contaminent chaque fois plus la vie de tous (la terre, l'eau, l'air…)

- Résistance à la détérioration continuelle de la vie dans les villes (alimentation, santé, éducation, transport, insécurité), ce qui contredit dans les faits la propagande, officielle ou émanant d'une pseudo-opposition, de la «réduction de la pauvreté ».

Le début de la généralisation se situe entre le 6 et le 14 juin 2013, d'abord à Sao Paulo (même si des sources «gaúchas» -nom donné aux habitants de Rio Grande do Sul, une province au sud du Brésil- assurent que *« ça a d'abord commencé à Porto Alegre »*) et ensuite dans toutes les grandes villes du Brésil.

« *D'abord il y a eu des petites manifestations de militants du Movimiento Passe Livre (MPL) et des comités contre les travaux du Mundial 2014. La brutalité policière a fait le reste…* »[1]

Depuis quelques années, le « movimiento por el passe livre » (MPL) a pris chaque fois plus de consistance et ses appels via les réseaux sociaux ont eu chaque fois plus d'écho, ce pour quoi l'Etat l'accusa immédiatement de promouvoir la violence et le vandalisme. En réalité, l'associationnisme prolétarien en lutte contre les prix et la qualité des transports a assumé, sous ce sigle (MPL) et d'autres (Tarif 0, Transport Gratuit, Transport public,…), des tâches d'autodéfense et d'action directe (passage sans payer, sabotage des *catracas*[2], incendies d'autobus, *escrache*[3] de gouverneurs, maires, chefs d'entreprise de transport et autres représentants officiels, blocage de routes...), actions qu'on appelle à réaliser par tous les moyens possibles. L'organisation et la coordination de l'action a souvent circulé par des moyens classiques (réunions, bouche à oreille) mais aussi par les réseaux sociaux et par des moyens de communication pirates, codifiés et qui cherchent à éviter la surveillance étatique. Nous verrons plus loin que cette réalité n'a pu être démentie par ceux qui plus tard se sont érigés en «représentants» pour freiner le mouvement, allant même jusqu'à dénoncer «les violents» en son sein. Dans les faits, cette violence de classe élémentaire que le mouvement assume apparaît clairement

1. Zibechi, « La revuelta de los 20 centavos » (« La révolte des 20 cents »).

2. Il s'agit des moulinets ou tourniquets dans les autobus qui ne permettent de passer qu'une seule personne à la fois si elle paie le prix du transport. Les révoltes ont considéré et dénoncé, avec raison, les *catracas* en tant que symbole du profit capitaliste des entreprises de transport, de l'appauvrissement de tous les usagers du transport et symbole de la société de contrôle et d'oppression. Tant et ci bien que, dès le début, le mouvement pour «el passe livre» définit la suppression de ces tourniquets (la «révolte de la catraca» date de 2004 à Florianópolis) comme faisant partie de son objectif pour la liberté du transport tandis que dans des consignes explicitement révolutionnaires, on appelle à l'abolition des «*catracas*» et frontières partout dans le monde.

3. « Escrache » : du verbe escrachar, qui signifie « écraser ». Il est utilisé dans le cône Sud de l'Amérique latine (et repris en français sous la forme "escracher") pour désigner la pratique d'action directe visant à dénoncer et "brûler" des responsables bourgeois à leur domicile, dans leur quartier (affiches, photos...), et à leur pourrir la vie. *L'escrache* est une dénonciation qui s'accroît et s'amplifie dans la mesure où elle est assumée ouvertement par de plus en plus de monde, anéantissant dans la pratique l'impunité dans laquelle vivent les tortionnaires, les assassins et tout bourgeois visé. C'est une véritable *condamnation sociale*. Contre toute médiation, contre la justice bourgeoise, contre son spectacle hypocrite et les procès qui servent d'écran à l'impunité organisée, contre les campagnes de « réconciliation » (réconciliation des victimes et enfants de victimes avec les tortionnaires, réconciliation des classes), les consignes fondamentales des escraches restent: « Nous n'oublions pas ! Nous ne pardonnons pas ! Nous ne nous réconcilions pas ! » (voir dans Communisme n°50, juin 2000, « Chili-Argentine : contre l'impunité des bourreaux et des assassins ! »).

A propos des réseaux sociaux

C'est à la mode de donner un rôle central aux réseaux sociaux dans le développement des mouvements sociaux, dans l'associationnisme prolétarien. On va jusqu'à dire que ce sont eux qui créent le mouvement, ou que ce sont les acteurs principaux des mouvements qui ont surgi dernièrement. En fait, le capitalisme a créé et développé l'individu égoïste, séparé et isolé; dont tous les appareils d'aliénation : télévision, ordinateur, réseaux sociaux… sont des éléments centraux dans l'atomisation des êtres humains. Ces techniques ont pour fonction centrale de limiter autant que possible les relations humaines directes et de leur substituer une communication basée sur la médiation spectaculaire des images et des textes. D'un autre côté, ces idéologies en viennent à faire une apologie du développement technique du capitalisme pour occulter, affaiblir le véritable sujet en développement, c'est-à-dire le prolétariat en lutte en tant que protagoniste de l'associationnisme des mouvements sociaux.

Pour cette raison, il serait plus correct d'affirmer que c'est malgré ces réseaux sociaux que le prolétariat s'est associé et qu'il utilise ces techniques en les déviants de leur usage initial, en les piratant, en rompant avec leurs limites pour développer un contenu totalement antagonique à celui pour lequel ils ont été créé, tout en essayant de contourner le flicage qui fait partie intégrante de ces réseaux, a fortiori dans un contexte de révolte sociale.

revendiquée dans les tracts, graffitis et sur les réseaux sociaux par toutes les expressions réelles du mouvement.

Voilà comment les médias brésiliens rendent compte de la généralisation: «*Le jeudi 6 juin, deux mille manifestants convoqués par les réseaux sociaux marchèrent par l'avenue Paulista à Sao Paulo, en protestant contre l'augmentation de 20 centimes de real – 6 centimes d'euros- des tickets de transports en commun. Si ce n'est à cause des emmerdements provoqués par le transit constamment chaotique, il est probable que la marche serait passée inaperçue… Le jeudi suivant, les manifestants paulistes étaient déjà plus de 50 mille et les marches s'étaient reproduites dans d'autres capitales brésiliennes. Il y eut une répression féroce et démesurée de la police militaire de Sao Paulo et une fois encore les réseaux sociaux disséminèrent dans tous le pays des images de la sauvage atrocité de la police... Un jeudi plus tard, le 20, et 1.250.000 personnes se manifestèrent dans 460 villes brésiliennes. Il y eu des foules de 100 mille personnes à Recife et un peu plus à Sao Paulo, et un déchaînement de 300 mille personnes à Rio*».

Même les médias semi-officiels ont admis dès le début que les premières et modestes revendications contre l'augmentation du prix des bus[4], ont été dépassées. Elles se sont généralisées en même temps que la révolte s'étendait partout : « *A ce moment, la malencontreuse augmentation de vingt centimes avait déjà été annulée quasi partout et les manifestants exigeaient des meilleurs services de santé publique, une meilleure éducation, de meilleurs transports publics, moins de corruption, moins de frais astronomiques dans la préparation du Mundial de l'année prochaine et un nombre infini de sujets qui jaillissaient comme des champignons après la pluie. Durant ces trois jeudis, le pays passa de la perplexité initiale à l'enthousiasme provoqué par la présence de centaines de jeunes dans la rue et aussi à la frayeur provoquée par la violence de vandales qui formaient une infime minorité dans les manifestations mais dont la capacité de destruction n'a été surmontée que par l'atrocité de la police*».

Dès le début, la répression fut terrible, la tristement célèbre police militaire ne connaît que le langage de la terreur, tel que cela s'est confirmé ces derniers temps[5]. Les médias et le pouvoir tentent dès le départ de diviser le mouvement en faisant une distinction entre les «jeunes citoyens», ceux qui luttent «pour plus de démocratie»... et les «vandales». Le pouvoir, les médias et d'une manière générale tous les appareils d'État (églises, intellectuels...) présentent (à l'aide de toutes sortes de subterfuges) une gueule citoyenne de la révolte, à qui ils «donnent la parole»... pour, de la sorte, isoler «les vandales».

Mais, dès le début, le mouvement assume sa propre réponse violente contre le pouvoir, comme partie intégrante de

4. En réalité, depuis un bon moment, il y avait pas mal de luttes prolétariennes qui n'avaient pas réussi à se généraliser comme cela se produit maintenant. La généralisation se produit également après que beaucoup de frustrations et défaites locales aient été accumulées, poussant les prolétaires qui sortent dans les rues des grandes villes à trouver une force qu'ils n'avaient pas encore pour se dépasser. Cela est possible grâce à l'unicité d'intérêts des prolétaires : on lutte contre le même ennemi et quand ce dernier impose un rapport de force contre lequel on n'arrive pas à avancer, on attend une meilleure occasion, on cherche à augmenter sa force, à s'organiser, à se préparer. Cela n'est pas aussi spontané que cela en a l'air : des groupes de camarades conséquents organisent et préparent «la prochaine fois» et, dans les faits, permettent le lien entre le présent et le passé ainsi qu'entre différents secteurs (ou régions) de prolétaires en lutte.

5. «Un des plus récents épisodes de répression sanguinaire dont est responsable Dilma Roussef, la présidente, d'obédience P.T., fut le massacre des indigènes Terena du Mato Grosso do Sul; Il s'agissait de « récupérer des terres» au profit des latifundistes. Là, la police militaire de l'Etat du Mato Grosso do Sul et la police fédérale qui répond au gouvernement national sous la présidence de Dilma Roussef et du PT ont agit conjointement. Cela fait des décennies que la bourgeoisie – avec le PSDB d'abord et le P.T. ensuite à sa tête- impose une situation politique réactionnaire dans laquelle les luttes ont été brutalement réprimées et criminalisées par l'Etat sans qu'il y ait de réaction politiques des masses». Source: Déclaration de Praxis, membre du courant international, Socialisme ou Barbarie, 21 juin 2013.

lui-même. Plutôt que d'entrer dans le jeu du pouvoir, il assume et défend ses propres « violents » (même s'il les distingue des opportunistes en tous genres qui, par exemple, volent les manifestants eux-mêmes, ou les provocateurs) ou, mieux dit encore, le mouvement assume le besoin de la violence contre tout un système édifié sur la violence et la terreur d'État. Simultanément, est clairement dénoncée la répression violente provoquée par le système, son économie, son pouvoir. C'est ainsi que, dès le début, les consignes centrales du mouvement dénoncent non seulement la tentative d'accuser, de responsabiliser les manifestants de la violence mais expriment aussi de manière lucide que la violence n'est pas seulement le fait de la police mais plus fondamentalement de l'économie: «*la violence c'est le tarifazo!*»[6].

La lutte contre cette violence de l'économie avait inclus dès le début la lutte violente contre les compagnies d'autobus et le pouvoir de l'État! Cette consigne consiste à dire que la violence c'est le *tarifazo*, c'est-à-dire la dictature des entreprises contre la population s'est généralisée dans tous les États. Rapidement, les «organisateurs» eux-mêmes (en réalité quelques pseudo-représentants) déclarent que la situation est imparable, que personne ne peut contrôler la révolte populaire. « *Quand l'augmentation a été décrétée, la révolte a été décrétée* » crient et écrivent les manifestants sur des pancartes qui font le tour du monde via les réseaux sociaux et quelques autres moyens d'expressions alternatifs, à l'opposé de ce que veulent imposer les médias officiels. De fait, c'est une revendication explicite de la nécessité de la violence pour répondre à la violence du pouvoir.

Le mouvement chercha à se renforcer en faisant pression dans le centre de toutes les grandes villes brésiliennes (plus de 100!), en bloquant des routes et autoroutes et en isolant les aéroports principaux, ci-inclus Guarulhos, le plus grand d'Amérique du Sud. Des banques ont été attaquées ainsi que des concessionnaires des marques Mercedes et BMW. Il y a eu des pillages de supermarchés dans bons nombres de villes.

6. Le terme portugais « tarifazo » désigne une brutale augmentation du tarif (« la tarifa »), en l'occurrence des transports. En portugais, comme en espagnol, le suffixe « azo » a valeur de superlatif. Accolé à un nom de ville, il est également utilisé pour désigner un mouvement social de grande ampleur qui y a lieu : Bogotazo, Cordobazo, Rosariazo, Mendozazo, Carazazo…

Rio de Janeiro Ville Merveilleuse[1]

ÉVÉNEMENT ET RÉPRESSION

Rio de Janeiro est « le lieu de la plus grande concentration d'investissements publics et privés du monde » grâce aux grands événements de cette décennie : la conférence Rio+20 célébrée en 2012, le Mundial de football de 2014 et les Jeux Olympiques de 2016, ce à quoi il faut ajouter les Jeux Mondiaux Militaires[2] et la Coupe des Confédérations de 2013.

Les méga-événements vont de pair avec les méga-entreprises qui sont situées sur trois secteurs : l'extraction de pétrole, les ports, le minerai de fer et son corollaire, la sidérurgie : le complexe d'Açu, dans le nord de la ville, pour l'exportation et le traitement du minerai de fer en provenance du Minas Gerais ; le port Maravilla qui suppose la rénovation du centre pour le convertir en un espace touristique ; la Bahia de Sepetiba, à l'ouest, où sera transféré le centre opérationnel du port de Rio.

Ces gigantesques investissements ont leur face cachée : le délogement de milliers de familles et la consolidation d'un modèle de sécurité qui militarise la pauvreté comme l'assure le dernier rapport de la Commission des Droits de l'Homme du parlement de l'État de Rio. En 2011, il y a eu 5.488 personnes disparues, 4.280 homicides et 524 exécutions sommaires sous couvert d' « actes de résistance », masque légal né durant la dictature.

« La police de Rio détient le record mondial de morts dans des affrontement armés » assure le rapport de la Commission. A Sao Paulo, la police provoque 0,97 morts sur 100 mille habitants, en Afrique du Sud, 0,96 morts et à Rio, 6,86 morts. A Sao Paulo, la police arrête 348 personnes pour chaque mort qu'elle provoque, alors qu'à Rio, il y en a à peine 23.

PROGRÈS URBAIN ET TERREUR D'ETAT : PROVIDENCIA[3]

Providencia est la première favela de Rio, elle a 110 ans et a été créée par des combattants de la « Guerra de Canudos ». C'est une favela bien consolidée, avec une bonne infrastructure, centrale, à deux pas du port. En somme, un lieu spécial convoité par la spéculation immobilière et le commerce du tourisme. De plus, c'est une des collines les plus jolies et attractives de Rio en ce qui concerne sa vue et sa situation.

Aujourd'hui, cette favela est percée de trous de toutes parts par les bulldozers. Les maisons sont marquées d'une croix et de numéros, ensuite, on passe pour les démolir et souvent la famille ne peut même pas sortir ses affaires, les trous sont souvent plein de décombres, morceaux de plaques, des bois, des affaires de cuisine et des restes de vêtements.

Le grand projet progressiste dans la région est un immense pôle industriel, sidérurgique et portuaire qui se construit dans la baie de Sepetiba, à côté du port voisin de Itaguaí où la marine développe son programme de sous-marins nucléaires.

Les entreprises ont modifié le cours de la rivière, les quartiers les plus pauvres sont inondés chaque fois qu'il pleut et contre les protestations, il y a les milices, véritables bandes parapolicières formées de flics, pompiers, militaires et autres forces répressives qui ont pour fonction de contrôler et discipliner les favelas, les quartiers pauvres, le transport, la distribution du gaz et la sécurité du petit commerce. Les milices travaillent avec le pouvoir politique local et de l'Etat de Rio de Janeiro et sont soutenues par les partis politiques de manière plus ou moins secrète. A Santa Cruz, elles soutiennent les multinationales en affrontant la population dans son mouvement de protestation, de résistance et de révolte.

En plus de ces flics, la population est pacifiée de manière permanente par l'UPP (Unité de Police Pacificatrice) dont le bâtiment est installé au pied du Morro da Providencia.

Ce grand effort immobilier et répressif (qui fait partie de la dénommée « revitalisation » du vieux centre ville) suppose l'expulsion de 835 familles uniquement dans le Morro da Providencia et une quantité non encore révélée de voisins des zones contigües.

Un peu plus loin, d'autres projets immobiliers annoncent plus de délogements et de répression. On prévoit le future Parc Olympique et la Villa des Athlètes juste à l'endroit où aujourd'hui se trouve le circuit Nelson Piquet. Circuit qui est en voie d'être démonté. Par une voie latérale de l'autoroute, nous arrivons à la Vila Autódromo, un quartier populaire de quelques 450 habitations comprimées entre la lagune, le circuit et l'autoroute. Ses deux mille habitants sont menacés de délogement pour « interférence » dans les projets olympiques.

Le plus important projet est l'autoroute Transcarioca qui rejoindra l'aéroport de Galeão avec la Barra de Tijuca où auront lieu une bonne partie des événements olympiques et où les sportifs seront logés. Pour la construire, trois mille habitations seront démolies parmi lesquelles celles de Villa Autódromo.

Comme l'a dénoncé la Commission des Droits de l'Homme et comme cela arrive partout dans le monde (même si le prétexte des Unités de la Police Pacificatrice était au début la « lutte contre le narcotrafic »), l'installation géographique de ces unités policières (c'est-à-dire le siège des UPP), pour lesquelles on « privilégie le couloir hôtelier de la Zone Sud ; la zone portuaire pour le projet Puerto Maravilla ; l'environnement résidentiel de Maracaná y Tijuca, l'environnement de Sambódromo ; les complexes Alemão et Penha, voie d'entrée et de sortie pour l'aéroport international », démontrent que ces unités ont d'autres objectifs que ceux annoncés. Les UPP sont là pour protéger la propriété privée dans les zones de plus grands intérêts des secteurs économiques (auraient-il oublié que le prétexte était le narcotrafic ?), c'est pourquoi cette même commission reconnaît que « les UPP ne représentent pas un modèle alternatif de sécurité publique » (sic) mais « une nouvelle pratique policière qui s'articule avec le vieux modèle de gestion militaire de la pauvreté urbaine ». Parallèlement, Human Rights Watch signale que dans les cinq zones où il y a le plus de cas d'actes de résistance et d'homicides, les UPP n'ont pas été implantées et il n'y a pas de plan prévu pour en installer. Comme partout ailleurs, le terrorisme policier et le bras exécutif des besoins d'accumulation capitaliste vont de pair, en fonction de l'unique variable qui contrôle la vie sur la planète : au plus il y a de profit capitaliste, au mieux c'est.

Ce même profit avec un gouvernement progressiste et de gauche (comme sans ce dernier) non seulement expulse et réprime les pauvres mais nie aussi leurs vies et leurs existences. Selon eux, il n'y a pas de pauvres, ni de misère. « Les plans que l'on remet aux touristes et la publicité des agences immobilières ont cela en commun : les favelas n'existent pas, elles sont effacées des cartes et substituées par des espaces verts. L'autoroute de la favela de la Maré, peut-être la plus violente de Rio, est isolée par un mur en plastique qui dissimule la pauvreté. La tentative de rendre invisible les favelisés est tellement ridicule qu'elle provoque autant de rire que d'indignation ».

---

1. Tiré d'un article de Zibechi : « Rio de Janeiro : de la ville merveilleuse à la ville d'affaire » avec des informations extraites de l'Institut Politiques Alternatives pour le Cône sud (PACS), « Méga-événements et méga-entreprises à Rio de Janeiro » novembre 2011
2. Ce grandiose événement de juillet 2011, inauguré par Dilma Roussef et avec le coup de pied d'inauguration de Pelé a été présenté au monde comme la démonstration de la capacité du Brésil à assurer le Mundial de football et les Jeux Olympiques.
3. Zibechi, article cité.

La pratique de l' *escrache* et d'attaques de maisons particulières de certains personnages du gouvernement de gauche s'est également répandue. Parmi les cas emblématiques, signalons l'*escrache* du maire de la ville de Sao Paulo, Gilberto Kassaby et celui du gouverneur de l'état de Rio de Janeiro, Sergio Cabral.

Lamentablement et comme dans des cas similaires, le pauvre a aussi été volé et n'importe quelle maison ou voiture ont été incendiées. Ceci obéit à la stratégie du pouvoir de rendre coupable de la violence les «vandales étrangers au mouvement»... en tentant de mettre dans le même sac la violence entre pauvres (souvent manipulées par des agents) et l'indispensable violence révolutionnaire (ci-inclus la violence minoritaire) contre le capitalisme, ses grandes propriétés, ses médias, ses agents...

Le jeudi 14, quand les grandes villes sont déjà en ébullition (Rio, Porto Alegre, Brasilia, Fortaleza, Salvador, Belo Horizonte...), un saut de qualité important se produit: à Sao Paulo, la police militaire dit avoir perdu le contrôle de la situation. Le mouvement même s'affirme en tant que «printemps brésilien» et, dans la rue, on parle de la similitude avec la vague de lutte dite du printemps arabe (qui se poursuit en phase ascendante ou descendante selon les régions) ainsi qu'avec le mouvement en Turquie, mouvement qui au moment d'écrire ces lignes continue malgré une grande répression (5.000 détentions et plus de 4.000 blessés). Ceux qui en Turquie, sont qualifiés d'activistes par un gouvernement dit de droite, au Brésil sont taxés de « vandales » par un gouvernement de gauche. Cette unicité du mouvement avec d'autres pays, qui sera rendue explicite par des groupes révolutionnaires et internationalistes dans pas mal d'endroits, n'est pas qu'une affirmation de la conscience du mouvement, elle se concrétise en action et coordination internationale : on discute de stratégie, de tactique, de tracts et de méthode du mouvement et l'on dénonce les méthodes répressives comme originaires d'un même ennemi: le capital et son organisation en État international.

Des pancartes et des manifestes au Brésil lancent: «*Brésil/Turquie, nous sommes ensemble*»... « *Nous sommes grecs, turcs, mexicains... nous n'avons pas de patrie... nous sommes révolutionnaires* ».



Brésil + Turquie, nous sommes ensemble.

Face à la dénonciation des «vandales» en général que lancent les partis du pouvoir, les prolétaires répondent dans leurs médias improvisés dans ces termes[7]: «*Moi j'ai cassé beaucoup de choses parce que quand tu vois tout cet appareil policier dans ta gueule et que tu ne sais pas comment te défendre, la seule chose que tu sais faire c'est marcher sur les pieds des possédants* » ; «*le véritable vandalisme c'est passer deux heures dans un autobus et les gens se préoccupent seulement parce que nous cassons des vitrines et ils oublient ce que nous vivons quotidiennement dans cette ville*».

Contre la prétention de l'État (partis officiels ou d' « opposition », médias) de réduire le mouvement aux limites de ses débuts, les participants clament qu'ils ne se battent pas uniquement contre cette augmentation de prix du transport: « *On entend encore que nous manifestons pour 20 centimes* », regrette Debora Ungaretti, étudiante en droit de 23 ans. « *L'action n'est pas seulement dirigée contre cette augmentation ponctuelle, c'est contre une augmentation historique : en 15 ans, le ticket a augmenté bien plus que l'inflation* ».

Face à la tentative de participation/récupération de la part de jeunes qui suivent la ligne officielle du P.T., un rejet massif et total: « *P.T. NO!* » leur est renvoyé, mais ils sont aussi systéma-

7. Les déclarations de protagonistes plus ou moins anonymes qui suivent figurent textuellement dans divers blogs et «réseaux sociaux» durant ces journées.

tiquement expulsés des manifestations et l'on va jusqu'à incendier des drapeaux de divers partis officiels ou de pseudo-opposition (les partis officiels passent tous à une pseudo-opposition!): ils ne peuvent prétendre être avec le diable alors qu'ils sont les soldats de dieu!

Du côté du gouvernement et de la police, c'est la ligne dure qui a prévalu durant les premiers jours : on frappe, on condamne les « vandales » tandis que les principaux dirigeants de l'État rejettent toutes les revendications.

Toutefois, la rigidité du terrorisme étatique capitaliste se brisera face à la violence prolétarienne massive de la semaine suivante: le lundi 17 juin, ils sont des centaines de milliers de manifestants dans chaque fois plus de villes du Brésil, l'autodéfense et l'attaque de symboles du pouvoir fonctionnent de manière plus organisée en chaque fois plus de lieux, ce qui, de fait, discrédite les discours contre «les vandales» au sein des manifestations.

Même si l'on continue à attaquer les bus et les systèmes de contrôle de ces derniers de manière sélective (à savoir ceux des compagnies qui ont augmenté le plus les tarifs, particulièrement dans les banlieues), les revendications que lancent les manifestants (qui en réalité critiquent le système à la racine) sont déjà plus générales : on crie pour la santé, pour l'éducation, contre tout ce qui est officiel, pour la vie, pour la liberté et aussi pour la révolution. Les revendications se radicalisent ainsi dans le cours du mouvement, au départ d'une lutte contre divers aspects quotidiens de la rapacité capitaliste jusqu'à une lutte plus générale contre l'attaque du salaire réel (par l'augmentation du coût de la reproduction de la force de travail) et au-delà, touchant en réalité au fondement de ce mode de production, la dictature du taux de profit. Des mots d'ordre chaque fois plus massifs dénoncent le ***«cirque parce qu'il n'y a pas de pain»*** et s'opposent à ce que l'on continue à investir dans le football alors que l'État prétend ne pas avoir d'argent pour subventionner les transports, la santé, l'éducation. Concrètement, beaucoup de manifestations prennent pour objectif tous les symboles du « cirque », à savoir du football: la Coupe des Confédérations et tout ce qui a trait à la préparation du Mundial (annoncé pour l'année prochaine) et les Jeux Olympiques[8]. On voit aussi réapparaître des consignes révolutionnaires (« à bas le capitalisme », « Contre l'État »)... et internationalistes (« pour un monde sans frontières »)...

Comme chaque fois que le pouvoir ne contrôle pas la situation, les intellectuels (principalement de gauche) se chargent de déprécier le mouvement en disant que celui-ci n'a pas de perspectives par manque de programme et par sa spontanéité[9] alors que les protagonistes eux-mêmes expliquent dans leurs tracts et via les réseaux sociaux que le mouvement a des racines dans la résistance des années antérieures. C'est ainsi qu'on peut lire: «*Quand je parle d'une supposée spontanéité je le fais tout en questionnant un tel adjectif étant donné que j'ai vu que la majorité des revendications ont été installées par les organisations sociales et politiques dans diverses manifestations (clairement pas avec le même pouvoir de mobilisation que ce dernier mois), dans la ville de Rio de Janeiro, qui vient de traverser de multiples transformations urbaines provoquées par la spéculation immobilière*». Cette affirmation est claire en ce qui concerne le mythe consistant à dire que rien n'a été organisé étant donné que cela fait des années qu'il existe des structures organisationnelles en gestation; mais elle est fausse et tendancieuse en ce qui concerne «les organisations sociales et politiques» qui, d'une manière générale, ont été dépassées voire détruites, cédant le pas à des structures totalement

AFFAIRES ET CIRQUE

Dans les douze villes qui accueilleront des matchs du Mundial, il y a 250 mille personnes qui risquent d'être délogées, qu'elles soient sous le coup de menaces de relogements ou qu'elles vivent dans des zones visées/convoitées par les travaux. Il y eut des cas d'habitations démolies avec un préavis de seulement 48 heures. Beaucoup de familles relogées se plaignent d'avoir été transférées dans des lieux forts distants avec des indemnisations insuffisantes pour acquérir de nouvelles habitations, moins de cinq mille dollars en moyenne.

Pour compléter ce panorama, une opération militaire, qui a nécessité la mobilisation de 23.000 militaires des trois armées incluant un centre de commandement, de contrôle et d'intelligence, a été menée uniquement pour la Coupe des Confédérations. Le dispositif mobilise 60 avions. La tenue du Mundial 2014 a contraint le Brésil à construire 12 stades, 21 nouveaux terminaux aéroportuaires, 7 pistes d'atterrissage et 5 terminaux portuaires. Le coût total de tous les travaux pour l'Etat sera de 15.000 millions de dollars.

(Renseignements fourni par la Coordination Nationale des Comités Populaires des gens lésés par la Coupe du Monde)

8. Nous soulignons que dans cette lutte est contenue la vieille lutte de toujours du prolétariat contre toute augmentation du taux d'exploitation: on se bat pour ce qui sert aux prolétaires pour se reproduire et que l'État cherche à diminuer pour utiliser ces fonds en tant que plus value par exemple dans la répression.

9. La gauche bourgeoise dit la même chose face à toutes les protestations sociales dans le monde; quand elle n'arrivent pas à les encadrer, elle les dénigrent. En réalité, ce que mettent en avant les protestations est très clair: NON! Ce mot d'ordre se retrouve partout et représente tout un programme de NEGATION du monde capitaliste, de son profit (qui met en péril la vie humaine) et de son État (qui assure la violence dictatoriale de la dictature du capital).

différentes qui, dans la plupart des cas, ont pris le dessus sur les organisations préexistantes et surtout des organisations politiques. Il est donc vrai qu'il y a eu préparation et organisation, non sur base des structures idéologiques qui avaient pour fonction le contrôle social mais au contraire grâce au fait que les prolétaires se sont organisés en dehors (et souvent contre) les structures du pouvoir, ont forgé ça et là de nouvelles structures, de nouveaux moyens de communication et de coordination, en mettant d'une certaine manière à leur tête les camarades les plus décidés et conséquents dans la lutte (qui bien entendu n'ont rien à voir avec ceux qui apparaîtront plus tard en tant que représentants formels!). On dénonce fréquemment les « *éradications de favelas ou morceaux de ces dernières pour faciliter la construction d'installations sportives pour les futures méga événements, comme la Coupe du Monde de football et les Jeux Olympiques ; on soulignera dans ce processus la privatisation et l'élitisation du complexe sportif de Maracaná. Quelques mois plus tôt, tout le Brésil a pu apprécier l'expulsion d'une groupe d'indigènes qui avaient occupé la «Aldea Maracaná», lieu où était situé l'ancien Musée de l'Indien, un espace présentant une importante valeur historique pour les indigènes. Le Brésil fait des efforts pour correspondre à des standards internationaux exigés par la FIFA et il ne fait rien pour s'adapter à la réalité brésilienne pleine de contradictions et de plus, le gouvernement en souscrivant l'accord avec la FIFA s'est contraint à effectuer des milliards de dépenses* ».

Étant donné la généralisation du mouvement, tant du point de vue géographique que par la profondeur de ses mots d'ordre, le pouvoir change de tactique, il lance quelques appâts pour tenter de l'arrêter: dans les villes principales, on annonce la réduction du prix des transports publics... même dans des villes où les maires avaient annoncé le contraire, on annonce maintenant «des efforts même si cela s'en ressentira au niveau de la rentabilité».

Simultanément, à ces biscuits, on tente, comme toujours, de dire qu'on a donné satisfaction aux protestations en se référant évidemment à ses premières et très modestes revendications. Malgré ces tentatives, le prolétariat continue à se radicaliser, attaquant chaque fois plus le système à sa racine elle-même: contre la rentabilité... pour l'humanité. A la dénonciation du système des transports, s'ajoute, dans toutes les villes, la dénonciation du laisser-aller total dans l'éducation, la santé publique.

« Nous sommes occupés à changer toute cette merde » est un autre mot d'ordre qui se généralise.

Depuis des mois, des couches du prolétariat constituées d'étudiants et de professeurs exigent un plus grand investissement du PIB dans l'éducation, contre ce qu'ils considèrent de la dilapidation des deniers publique pour cause de corruption et autres grands travaux pour le *Mundial*. L'année passée, la grève nationale pour les salaires des professeurs d'universités (beaucoup d'entre eux vivent avec un salaire minimum de 678 reals soit 340 dollars) avait durée quatre mois. Ceci n'est qu'un exemple concret de la manière dont la protestation s'est transformée en explosion sociale généralisée, faisant surgir d'autres revendications sociales du prolétariat qui convergent vers la lutte générale contre l'augmentation du taux d'exploitation capitaliste.

Un journaliste de Rio de Janeiro déclare: «*Tout a amené des secteurs de la population de Rio à s'organiser au travers de comités de défense de leurs droits bafoués et à mener diverses manifestations sans grande couverture journalistique de la part de la presse conservatrice mais qui ont silencieusement construit et réveillé le reste de la société* ».

La presse présente évidement l'affaire comme une question générationnelle mais elle ne peut éviter de reconnaître que dans la révolte à travers tout le Brésil s'affirme le même mouvement que dans d'autres endroits du monde: «*un autre aspect est la question générationnelle dans ces manifestations qui, malgré la diversité de manifestants et de requêtes, montre une prédominance d'une population jeune entre 20 et 30 ans habituée à assister à la télévision ou via internet, à des manifestations sociales face à la crise économique dans les pays européens* (eurocentrisme oblige - NDR[10]) *ou aux manifestations des étudiants chiliens durant cette dernière décennie. Des générations de brésiliens et de brésiliennes qui depuis longtemps n'avaient pas été partie prenante et encore moins protagonistes de manifestations comme celles-ci avec un large appel et un très haut degré de violence et de répression policière, dans un pays et dans une ville dont les habitants sont habitués à sortir massivement dans la rue pour festoyer, sous un contrôle policier différent de celui montré durant ces semaines, puisque nous voyons en action une génération de policiers militaires sans expérience dans ce type de manifestations (à part l'attaque des favelas) courant le risque de commettre des abus face à la présence de manifestants qui arrivent pacifiquement* »[11] .

En ce qui concerne les formes d'organisation de la protestation, elles se caractérisent, dès les premiers appels par une large utilisation des dits réseaux sociaux et par l'organisation dans les quartiers d'assemblées, de comités à spectre très large difficilement achetables par des réformes et autre carottes, vu qu'ils se définissent en général en opposition à telle ou telle autre action du capitalisme et de l'État. C'est ainsi qu'au Brésil, le climat social s'est tellement crispé qu'on a été jusqu'à créer les « *Comités de personnes lésées par la Coupe du Monde* » qui, comme leur nom l'indique, ont un cadre très large dans leur constitution, dans leur fonctionnement et perspectives : au plus les préparatifs de la Coupe ont avancé, au plus de secteurs

10. L 'eurocentrisme n'est pas un "privilège" des européens mais la matérialisation idéologique de la centralité objective du passé historique du capital, transformé en idéologie présente sur tous les continents.

11. Certains camarades avec lesquels nous avons discuté du brouillon de ce texte nous suggéraient de répondre à l'idéologie de ce type de journaliste, mais nous avons décidé de ne pas le faire pour éviter de nous disperser dans nos propos. Au contraire, nous préférons laisser cela comme témoignage du fait que, même s'ils ont une idéologie bourgeoise, pacifiste, moraliste, ils reconnaissent certains aspects du mouvement.

sociaux ont été touchés. Ces comités se sont développés et fonctionnent sur les douze sites du prochain *Mundial* : Belo Horizonte, Brasilia, Cuiabá, Curitiba, Fortaleza, Manáos, Natal, Porto Alegre, Recife, Rio de Janeiro, Salvador et Sao Paolo. Ils ont leurs pages web sur lesquelles ils dénoncent : « *la FIFA, la CBF (Confédération Brésilienne de Football), les multinationales et les grands entrepreneurs, de concert avec les politiciens professionnels, exploitent la passion brésilienne pour le football dans le seul but d'obtenir de grands profits aux dépens d'un débat plus large sur les investissements et les politiques publiques* ». Malgré les lamentables connotations nationalistes, on dénonce aussi la FIFA en tant que multinationale étrangère, atteinte par un degré maximal de corruption (ce qui sur ce point est bien entendu certain).

« Un professeur vaut plus que Neymar (joueur de football)», « Nous ne sommes pas contre le football, nous sommes contre la corruption » pouvait-on lire sur diverses pancartes durant les mobilisations. Au Brésil, on parle non sans une certaine ironie d'une nouvelle unité de mesure : le « standard FIFA ». Marco Antonio Villalobos, journaliste et professeur universitaire brésilien décrit cela par mail depuis Porto Allegre : *«Les manifestants veulent des hôpitaux, des écoles et de la sécurité avec le même standard* [critères, exigences de la] *FIFA que celui qui est appliqué aux stades* ». Ils sortent par centaines de milliers dans les rues pour le demander : « *Hospitais, escolas et segurança padrâo FIFA* ».

La présidente Dilma Roussef acquiesce et leur assure que les 15 milliards de dollars que coûtent les travaux pour le *Mundial* de football 2014 seront récupérés. Romario, l'ex-attaquant de la sélection du championnat du monde de 1994 et actuellement député du Parti Socialiste n'est pas de cet avis: « *Aujourd'hui, le véritable président du pays se nomme FIFA. Il est arrivé ici et il a monté un Etat à l'intérieur de notre Etat* ». Il glisse aussi que la Fédération Internationale percevra l'année prochaine « *quelques 2 milliards de dollars sans avoir dépensé un real* ». Chaque déclaration, chaque destruction et chaque sacrifice au nom du *Mundial* provoque chaque fois plus de rage !

Pendant que le pouvoir et ses médias concentrent leurs efforts sur la division du mouvement entre protestation raisonnable et « vandales », entre indignation raisonnable et « les éternels mécontents », les professionnels de la désinformation prétendent qu'en réalité, il s'agit d'une « *révolte de la classe moyenne* »… La terreur qu'ils ressentent face à la radicalité du prolétariat est accrue par la similitude inoccultable de ce mouvement avec tout ce qui se passe dans le monde (en Turquie et en général dans le « Moyen-Orient », en Grèce, au Chili,…). Jusqu'à la présidence même, on doit déclarer qu'*«on considère que les manifestations pacifiques sont légitimes et sont le propre de la démocratie, et que manifester est propre aux jeunes* ».

1.2 Changement stratégique dans les réponses centralisées du pouvoir

Face au mouvement social, la surprise fut grande, non seulement pour le pouvoir politique mais aussi pour toutes les structures intellectuelles et médiatiques de l'Etat. Ils restèrent totalement paralysés et sont seulement arrivés à défendre et impulser l'action répressive et policière. Ils ne se sont même pas souvenus de leur fonction « de gauche » et ils sont juste parvenus à disqualifier le mouvement même, oscillant entre le qualifier de « vandale » ou de « classe moyenne » qui réclame davantage !



Contre les crimes de la coupe.

Cependant, petit à petit, en constatant que la répression seule ne pouvait arrêter le mouvement, le pouvoir en est revenu à son rôle plus cynique, celui de tenter de l'amadouer. Le virage est notoire quand des cadres importants de l'Etat commencent à dire que les « protestations ont raison », que « nous avons entendu les jeunes », qu'il faut « écouter la rue ». Ayant perdu toute crédibilité face à la grande masse et comme unique manière de neutraliser la force de la rue, le pouvoir rappelle de vieilles revendications de gauche qui l'amenèrent sur le trône.

Dilma Roussef n'a eu d'autres choix que de dire : « *Aujourd'hui, le Brésil s'est réveillé plus fortement. La grandeur des manifestations d'hier montre l'énergie de notre démocratie, la force de la voix de la rue* ».

Par la suite, en surprenant l'ensemble de son parti, elle apparaît comme le porte drapeau d'un virage qui reconnait la légitimité des manifestations et qui cherche à les canaliser vers la réalisation d'un plébiscite pour convoquer une Assemblée Constituante. Les grands médias clarifient : « *A la recherche d'un Pacte National, la mandataire Dilma Roussef a indiqué que la réforme politique est nécessaire pour rendre viables les engagements qu'elle a exprimés en faveur d'une amélioration des transports publics, de l'éducation et de la santé des brésiliens* ». Et ils insistent sur le fait qu'elle agit en fonction de ce qui est demandé par les manifestations : « *La présidente du Brésil, Dilma Roussef, a proposé ce lundi, que ce soit la population qui décide au travers d'un plébiscite, la création d'une Assemblée Constituante pour que ce soit cette dernière qui se charge d'une réforme politique, dont la nécessité a été mise en évidence par les protestations massives qui ont commencé il y a quelques semaines* ».

Et pour certifier les promesses du pouvoir effectuées par la présidente, les médias éclaircissent divers points :

« L'élaboration d'un Plan National de Mobilité Urbaine qui donne la priorité aux transports en commun. Comme seconde mesure, le Gouvernement a envisagé d'attribuer cent pour cent des redevances qui sont obtenues par l'exploitation du pétrole à l'éducation, proposition qui est sujette à débat au Congrès. Le troisième point annoncé par la chef de l'Exécutif a été l'embauche de médecins étrangers pour élargir le service du Système Unique de Santé (SUS) »

Quand Dilma Roussef fait une telle déclaration, il s'agit d'un virage inattendu parce que cette politique de reconnaissance de ce qui est sorti de la rue contredit ouvertement ce qu'a fait le pouvoir jusqu'à ce jour. Signalons que cette déclaration se produit 18 jours après la première grande manifestation à Sao Paulo, le 6 juin.

Des observateurs nationaux et internationaux signalèrent le côté inattendu de ces déclarations : « *Personne ne s'y attendait. Après 18 jours à agir à la traîne du mouvement, Dilma Roussef a surpris la classe politique, la presse et, peut-être aussi, la rue. On savait qu'elle allait se réunir avec des représentants du Movimiento por el Passe Livre, l'organisation qui a obtenu l'annulation de l'augmentation des tarifs des transports publics. Et qu'ensuite, elle recevrait les 27 gouverneurs du pays ainsi que 26 maires des villes principales. Mais, entre ces deux rencontres, la présidente a laissé entrer les caméras au palais présidentiel de Planalto et a signalé : « La rue est en train de nous dire qu'elle veut que ce soit le citoyen et non le pouvoir politique qui passe en premier lieu.* […] *L'énergie qui vient de la rue est plus forte que n'importe quel obstacle. Nous ne devons pas rester inertes, troublés ou divisés. C'est pour cela que j'amène des propositions concrètes ainsi que ma disposition à discuter au moins de cinq pactes* ».

En réalité, ce type de virage n'a rien d'une envie matinale ou d'une folie de Dilma. Bien au contraire, cela démontre une énorme conscience de classe : pour maintenir la domination et l'oppression, il était indispensable de *changer quelque chose pour que tout reste tel quel.*[12]

Ce qui apparaît en public comme un virage spontané est en général bien cuisiné et étudié en coulisses par des experts en science politique et domination. Plus encore, ce type de changement de politique suit généralement les conseils intéressés de la police et des appareils contre-insurrectionnels de l'Etat (ce qui inclut sans aucun doute le pentagone des USA lui-même, qui devait être très préoccupé[13]).

Continuons en citant un passage éloquent de la presse officielle à propos de ce que propose le pouvoir pour arrêter le « *géant qui s'est réveillé* » : « *Les autres quatre pactes impliquent des accords fiscaux, de santé, de transport et d'éducation. Mais le principal est celui qui propose une réforme politique. Cette réforme avait souvent été mise sur la table au Brésil. Mais les propositions avaient toujours été freinées par le Congrès. A présent, Roussef propose l'organisation d'un referendum qui autorise à convoquer une Assemblée Constituante. Et que cette assemblée se charge d'aborder la réforme tant attendue. C'est un projet à la hauteur des plus grandes manifestations qu'a vécues le Brésil depuis les années quatre vingt quand, après être sorti de la dictature, les partis et syndicats organisèrent des mobilisations pour exiger des élections directes. « Le Brésil est mûr pour avancer », indique Roussef* ».

Les autres niveaux de pouvoirs au sein de l'Etat n'ont d'autre choix que celui de suivre l'Exécutif et de reconnaître la force de la rue. C'est ainsi que la presse affirme :

- « *Le président du Tribunal Suprême Fédéral (TSF) du Brésil, Joaquim Barbosa,*

12. Voir Communisme n°63 (juin 2011), « Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes partout ».

13. Nous ne pouvons oublier que la contre-insurrection est planifiée centralement au niveau impérialiste et que des dizaines de milliers de spécialistes y travaillent. Durant ces journées, la « Voz de America » déclare officiellement ce qui suit: « pour sa part, le Département d'Etat des Etats-Unis a dit qu'il suit de près les mouvements sociaux au Brésil et encourage à respecter la démocratie ». « Notre position est claire, qu'il s'agisse du Brésil ou de n'importe quel autre pays, les manifestations pacifiques sont l'essence de la démocratie » a dit le porte-parole en fonction du département d'Etat Patrick Ventrell aux journalistes. Nonobstant, l'ambassade des États-Unis au Brésil a émis un communiqué appelant ses citoyens à éviter les « protestations, les lieux où elles se réalisent et les grandes agglomérations ». « Même les protestations ou évènements avec des objectifs pacifiques peuvent évoluer vers des confrontations et grimper vers la violence », signale le message.



Excusez-nous pour le dérangement, nous sommes entrain de changer le Brésil.

a exprimé son appui à la proposition du Gouvernement de Dilma Roussef d'organiser un plébiscite sur la réforme constitutionnelle pour mener à bien une réforme politique ».

- « Les députés brésiliens cèdent à la pression de la rue. Les législateurs votent majoritairement contre la loi qui limitait les enquêtes des procureurs. Encore un but marqué par la rue. Dans la nuit du mardi, un « événement » a eu lieu à la Chambre des Députés du Brésil qui aurait été impensable sans les protestations qui commencèrent le 6 juin. La proposition qui dans les manifestations était liée à la dénonciation de l'impunité en matière de corruption ; le projet qui limitait les pouvoirs d'investigation du Ministère Public ; la fameuse PEC-37 (Propuesta de Enmiendo Constitucional 37 – Proposition d'Amendement Constitutionnel 37); celle-là même qui en juin 2011 obtint l'appui de 207 députés ; celle qui fut approuvé six mois plus tard par la Commission de Constitution et Justice et en novembre 2012 par la commission spéciale qui l'analysa ; cette loi qui n'attendait que l'approbation d'une Chambre contrôlée à 80% par le Parti des Travailleurs et ses alliés… Cette proposition a donc été repoussée cette nuit par 430 votes contre, 9 en faveur et 2 abstentions.

Le projet prétendait limiter la capacité d'investigation des procureurs et favoriser les attributions de la police. Les détracteurs de la proposition affirmaient que si cette loi avait été approuvée, on n'aurait plus jamais avancé dans l'enquête de cas tel que « el mensalão », un scandale de corruption parlementaire et de financement illégal de campagnes durant le premier mandat de Luis Inácio Lula da Silva ».

De notre point de vue, ce que propose le pouvoir est clair : changer quelque chose pour que tout reste pareil ou mieux dit, tenter de réformer quelque chose pour empêcher le développement de la révolution. Évidemment, il faut aussi noter que ces légers changements face à l'effronterie de la corruption se sont produits à reculons et lorsque dans leurs attaques, les manifestants allaient jusqu'à menacer d'attenter à la vie même de gouverneurs, députés et autres personnages officiels d'Etat.

1.3 « Excusez-nous pour le dérangement, nous sommes en train d'essayer de changer toute cette merde »

Ce mot d'ordre qui est répété partout résume le **contenu du mouvement**. Contrairement à ce que disent les médias, le contenu programmatique du mouvement s'affirme très rapidement en tant que négation de toute la société bourgeoise : il faut **tout** changer, il faut détruire **toute** cette merde. Dans les rues et sur les réseaux sociaux, on parle ouvertement de **révolution** et des groupes de militants appellent à la **révolution sociale**. Les affiches et pancartes des manifestations massives contiennent un refus de ce qui existe et la réclamation de la satisfaction des besoins les plus basiques. Globalement, on peut dire que le pouvoir est remis en question dans sa totalité parce qu'il est corrompu et qu'il favorise toujours les intérêts du capital (grandes affaires, grands chantiers et investissements, Coupe des Confédérations, venue du Pape, G20, *Mundial* de football…), nuisant à la population (destruction des favelas, bus de mauvaise qualité et cher, mauvais enseignement, système de santé déficient…).[14] Le mouvement social attaque ainsi directement les formes les plus rentables de l'accumulation capitaliste en lui opposant les besoins humains ou, dit autrement, **au départ des besoins les plus élémentaires de l'être humain, on remet ouvertement en question le taux d'exploitation** (plus-value sur capital variable) **et le profit capitaliste.**[15]

Et voilà une petite liste de pancartes et affiches présentes dans les manifestations les plus massives :

« Je veux que le Brésil se réveille. Ce n'est pas seulement pour les tickets de transport mais aussi parce que l'éducation et la santé sont mauvaises »

« Le géant s'est réveillé »

« Les politiciens n'utilisent pas les autobus et leurs enfants ne vont pas à l'école publique »

« Nous ne voulons pas la Coupe, nous voulons l'éducation, les hôpitaux, une vie meilleure pour nos enfants »

Il y en a également quelques-unes très bonnes et fortes contre le *Mundial*, le football et tout ce cirque comme mécanisme de domination.

14. Il faut souligner que la dénonciation de la corruption et des divers arrangements entre les politiciens et les entreprises, sur telle attribution de marché, tel projet pharaonique, n'a pas ici le contenu réformiste bourgeois d'un appel à purifier l'État, à exiger de lui un arbitrage neutre dans ses « services », dans l'aménagement du territoire, etc, mais vise explicitement, de la part des prolétaires en lutte, le fait que l'Etat est le bras armé du Capital pour réaliser son taux de profit au détriment des besoins sociaux les plus criants et par tous les moyens : expulsions, nettoyage social et massacres, terrorisme étatique contre la lutte...

15. Nous faisons ici aussi abstraction du fait que ces « besoins » ne sont pas des besoins humains mais des besoins atrophiés par le capital ou dit autrement des besoins d'être humains aliénés qui prennent pour « leurs » besoins ce que le capital leur impose et qui en réalité, sont les besoins du capital.

« La coupe du monde n'est pas à nous »[16]

« Pendant qu'on te vole, tu cries Goal ! »

« Ce gouvernement me dégoûte »

« Le peuple n'est plus idiot, le peuple est mûr ».

Il y a aussi des mots d'ordre qui souligne le parallélisme avec d'autres luttes dans le monde contre le même ennemi :

« Nos 20 centimes sont le parc d'Istanbul »

On dénonce sur les pancartes que la répression et l'Etat sont responsables de la violence.

« Quelle coïncidence, il n'y a pas la police et il n'y a pas de violence »

Il est clair que tout en soulignant que la violence provient de la police, ce type de mot d'ordre reflète beaucoup de faiblesses. Comme si la violence ne venait que de la police et pas de tout le système social ! On peut aussi lire ce type d'expression comme une condamnation implicite de la violence que les manifestants assument contre le *« tarifazo »*, contre les autobus, contre la police, contre les bases mêmes de ce système !

Il y a aussi des banderoles explicites :

« contre la présidente Dilma Roussef »

« contre l'homophobie »

« contre la racisme ».

Il y a aussi énormément d'affiches dans toutes les villes contre l'homophobie de la classe dominante. Par exemple :

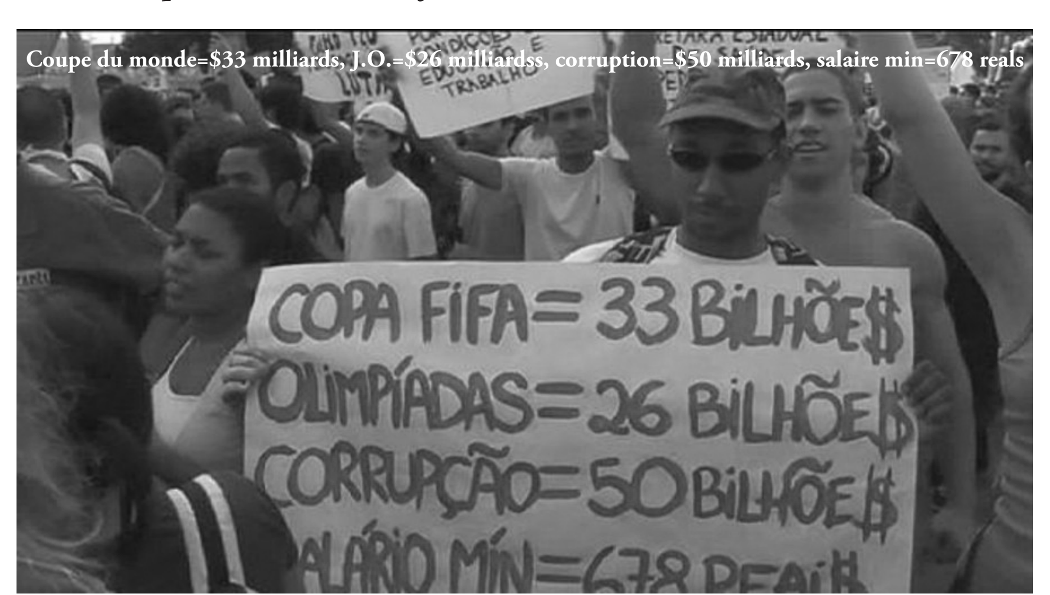
« Aujourd'hui je me suis réveillé gay, qui va me soigner ? »

Il faut signaler qu'il existe un projet de loi promu par les couches les plus rances de la bourgeoisie, des églises et autres sectes qui définissent l'homosexualité comme une maladie qui doit être soignée par un traitement psychologique. Evidemment, la remise en question de ce projet questionne en même temps toute la morale dominante dans la société et au sein de ce mouvement, elle a acquis une puissance énorme, comme tout ce qui se montre critique de l'idéologie dominante.

Dans une société dominée par le christianisme et ses dizaines de sectes, il est chaque fois plus important que des manifestations contre la religion s'organisent, comme cela se passe au Brésil, pour dénoncer la morale dominante et le rôle réactionnaire des églises, ainsi que pour dénoncer la venue du Pape. Ce qui apparaît comme particulier (sur telle ou telle autre loi ou norme morale) contient toute une remise en question fondamentale de la société capitaliste et de son idéologie.

AU DÉPART DES BESOINS LES PLUS ÉLÉMENTAIRES DE L'ÊTRE HUMAIN, ON REMET OUVERTEMENT EN QUESTION LE TAUX D'EXPLOITATION ET LE PROFIT CAPITALISTE.

Prenons comme exemple les déclarations d'un étudiant reproduites dans divers médias. Il s'agit de Bruno Muñiz, étudiant de 22 ans qui vit à Rio de Janeiro, il travaille dans le secteur du tourisme et participe aux manifestations. Il est certain qu'en général, ces déclarations cooptées de manière intéressées par les médias cherchent à obscurcir plutôt qu'à clarifier. Cependant, même si cela continue d'être l'objectif, les déclarations de Bruno Muñiz sont très illustratives et expliquent succinctement comment les protestations se sont développées et mettent de plus en évidence que la généralisation et la violence « d'en bas » s'est imposée comme réaction face à la violence du pouvoir : « *J'ai participé aux protestations et je continuerai à y participer. L'état d'esprit des gens au début des manifestations était la rage contre le gouvernement. La police arrêtait les manifestants quand ils arrivaient à un endroit critique pour le gouvernement, tel que l'intendance de Río, mais par après, la police n'arrêtait plus seulement les manifestants pour qu'ils n'arrivent pas vers l'intendance mais ils attaquaient et avançaient sur nous et dans toutes les rues par lesquelles nous tentions de passer, il y avait la police qui lançaient toujours des bombes lacrymogènes et des sprays au poivre contre les gens. Là*



Coupe du monde=$33 milliards, J.O.=$26 milliardss, corruption=$50 milliards, salaire min=678 reals

16. A l'opposé de ce que les supporters brésiliens ont toujours chanté, « la coupe du monde est à nous », en se référant au triomphe sportif et l'appropriation historique de la coupe à cause de la victoire répétée du Brésil au championnat du monde, on crie aujourd'hui que « la coupe n'est pas à nous », que c'est un commerce de multinationales qui porte préjudice à la majorité de la population.

oui, les gens ont commencé à se fâcher à cause de l'attitude de la police et ils ont commencé à tout casser »… Ensuite, il ajoute : *« c'est vrai que tout l'argent qui a été dépensé par le gouvernement aurait dû être utilisé pour améliorer les services à la population, c'est un des sujets des protestations. Il est très curieux qu'en 1950, pour la construction du stade Jornalista Mario Filho, le stade du quartier de Maracaná, les gens de cette époque demandaient déjà la même chose que ce que nous demandons aujourd'hui. Moins d'argent pour des stades, plus pour le développement de la société »*

Ensuite il explique que les protestations : « *…ne sont pas seulement contre le Mundial ou le prix du transport mais contre toute la saleté qui se passe dans notre Brésil* ».

Muñiz fait remarquer que le Brésil a comme président du Sénat « *un voleur accusé par le Ministère Fédéral de vol et de corruption* », faisant référence à Renan Calheiros. Il mentionne également le cas de Marco Feliciano à la présidence de la Commission des Droits Humains qu'il qualifie d' « *évangélique homophobe* ».

« *Les politiciens écrasent notre intelligence. Nous sommes volés par les impôts* », ajoute Muñiz qui se prononce aussi contre l'impunité et explique la situation causée par un projet de loi de Lourival Mendes, en lien avec la lutte contre la corruption et l'organisation des pouvoirs de l'Etat, sensé être traité le 26 juin prochain. « *Le sujet principal est un projet de loi, ici nommé « PEC-37 », qui consiste à enlever du Ministère Public Fédéral le pouvoir de juger le Pouvoir Exécutif. Autrement dit, les politiques veulent qu'il n'y ait plus personne au-dessus d'eux pour les juger contre le crime de corruption, seule y serait habilitée la police qui est dépendante du Pouvoir Exécutif. Autrement dit, c'est comme un fils qui jugerait son père pour vol. Cela donnerait de l'autonomie aux politiques pour qu'ils volent sans qu'il y ait d'enquête et demeureraient ainsi impunis* » fait-il remarquer. Muñiz est furieux face aux déclarations faites par l'intendant de Río, qui aurait affirmé que la qualité dans le secteur de la santé irait en empirant parce qu'il avait fallu faire marche arrière concernant l'augmentation du prix du transport public.

L'éditeur de Zero Hora, Monsieur Carlos Etchichury nous fournit des déclarations particulièrement révélatrices de la perplexité dans laquelle se trouve la classe dominante face à la généralisation et la profondeur de ce que posent les manifestants : « *Les manifestations ont commencé ici à Porto Alegre sur le thème très spécifique de l'augmentation du prix du bus, qui provoqua une protestation très grande des jeunes qui demandèrent la diminution du prix du billet. Cette protestation d'ici a gagné de l'amplitude dans tout le Brésil et, à partir de ce moment-là, il commença à y avoir d'autres petites manifestations similaires à Sao Paulo, Río, Recife mais avec la même revendication. Tout se passait dans une aimable stabilité jusqu'à la semaine passée où la protestation à Sao Paulo a été durement réprimée par les policiers et à la suite de cette répression, une grande onde nationale de manifestations a commencé, le mouvement a grandi de telle sorte qu'il y a eu des manifestations jusque dans 11 capitales du pays », a-t-il affirmé.*

En étant consulté sur l'image de la « joie brésilienne » que l'on a de l'extérieur, son lien avec le football et la surprise qu'ont générée ces mobilisations, Etchichury indique qu'au Brésil aussi, on espérait un joyeux accueil de la Coupe du Monde : « *Nous pensions tous ainsi. Les médias sont un peu perplexes face à ce qui se passe et face à l'amplitude des manifestations. Il y a beaucoup de réclamations, il y en a tellement qu'elles sont capables de réunir des personnes qui ne s'entendent pas entre elles et qui probablement ne s'assiéraient jamais ensemble à une table pour discuter* ». Voilà une autre des caractéristiques centrales des luttes prolétariennes d'aujourd'hui, tout est remis en question, les revendications se généralisent et la classe dominante n'arrive pas à trouver des interlocuteurs valables parmi les opprimés en révolte.

Ensuite, Etchichury ajoute : « *Aux revendications qui étaient très spécifiques s'en ajoutent des dizaines, il y a des gens qui luttent en faveur du mariage gay, d'autres qui luttent contre l'abattage d'arbres, d'autres qui luttent contre le capitalisme, d'autres contre la coupe du monde. Tous ceux qui avaient une plainte contre quelque chose ont trouvé un canal pour le manifester. On ne sait plus quelle est la cause. La mobilisation n'a pas de projet, ils ne veulent pas se réunir avec le gouvernement pour débattre, ils veulent attaquer le pouvoir, les médias, la Justice, la Préfecture, l'Intendance, le gouvernement…* »

Comme on peut le voir, la classe dominante comprend la gravité de la situation. La généralisation géographique et programmatique mène à une attaque sans cesse plus générale contre tout le pouvoir : de la presse au gouvernement, de l'appareil judiciaire aux appareils locaux de l'Etat (Préfectures, Intendances). L'affrontement contre tout ce qui nous cause préjudice partout pousse inexorablement à s'affronter contre le capital et l'Etat.

En ce qui concerne l'influence de Porto Alegre en tant que point de départ des mobilisations et la capacité de la gauche bourgeoise à arrêter le mouvement, le journaliste assura que s'il est certain que la ville a une tradition en matière de « gouvernements populaires », cela ne résout rien : « *En réalité, cela n'a rien à voir avec cela parce qu'ici il n'y a pas de partis, les partis ne sont pas occupés à mener les manifestations, sauf quelques petits regroupements comme les trotskystes ou les anarchistes qui peuvent avoir une influence mais mineure* ».

La destruction du monde bourgeois et l'impérieuse nécessité de la révolution sociale.

Les déclarations montrent clairement la perplexité de la classe dominante à cataloguer le mouvement dans des expressions plus limitées et connues (« trotskistes/anarchistes ») et son incapacité à diriger le mouvement : « *Ce qui est en train de se passer est très complexe parce qu'il y a différentes revendications réunies et des causes différentes. Il y a des personnes qui sont contre la Coupe du monde, d'autres contre le gouvernement local ou contre le gouvernement national, c'est une protestation postmoderne. Nous non plus nous ne voyons pas très clair dans ce qui est en train de se passer* » a ajouté Etchichury.

L'affrontement contre tout ce qui nous cause préjudice partout pousse inexorablement à s'affronter contre le capital et l'Etat.

La ligne générale, tant sur la forme que sur le fond, du mouvement est exposée comme suit par les médias : *« En plus des grèves de professeurs, fonctionnaires, et étudiants, ces dernières années ce sont généralisées des occupations de rectorats, grèves et rébellions ouvrières et occupations de terre qui ont secoué le pays »*. Depuis un moment aussi, dans les mobilisations continuelles, les appels se multiplient contre l'impunité des criminels du régime militaire (mandataires et exécutants, assassinats et disparitions) ainsi que des manifestations contre la farce électorale. Dans les principales consignes présentes parmi la quantité énorme d'affiches et pancartes, il y a « 10 pour cent pour l'Education », « contre le projet de la Cure Gay » (qui a paradoxalement été présentée par le président de la Commission des Droits de l'Homme Marcos Feliciano)… et bien d'autres.

Contre le fameux Marcos Feliciano, le prolétariat dans la rue chante : « *Même le Pape a renoncé, Feliciano, ton heure est arrivée* ». Les masses le taxent d'homophobe et de raciste ce qui, en tenant compte du prestige d'un personnage aussi significatif (Président de la Commission parlementaire des Droits de l'Homme et des Minorités), représente une belle claque à l'idéologie et à la morale de la bourgeoisie brésilienne religieuse de droite comme de gauche.

A la campagne et dans les États les moins peuplés du Brésil, on lutte aussi contre le capital et ses conséquences inéluctables : la pollution, les produits agrotoxiques, la destruction de la nature et l'appropriation des terres. Un groupe d'indigènes Xicrin, de l'état amazonien du Pará, se joignent à la protestation avec leurs peintures sur le visage, leurs plumes, arcs et flèches : « *Nous devons protéger nos terres et nos jungles* » déclarent-ils.

Il est donc évident que ce mouvement présente une massivité exceptionnelle et que l'ensemble des prolétaires en lutte protestent contre le monde du capital sans que la classe dominante n'arrive à canaliser, encadrer le mouvement. C'est pour cela qu'elle commence par réprimer ouvertement avant d'essayer ensuite d'éteindre le feu en caressant le mouvement dans le sens du poil et en faisant des promesses de réformes administratives et constitutionnelles.

La particratie et les syndicats ont fait tout leur possible pour éviter que le mouvement ne s'étende, mais quand ils ont constaté qu'ils ne pouvaient l'éviter, ni l'encadrer avec leurs réformes, ils ont tenté de se joindre aux masses et de s'imposer en tant que direction « consciente », « politique ». Les pseudo-radicaux qui sont en-dehors du mouvement sous prétexte que celui-ci ne sert à rien parce qu'il n'a pas de programme et parce qu'il manque de politisation, font partie de cette manœuvre pour s'imposer eux-mêmes comme la direction qui lui manquerait. C'est typique du social-démocratisme radical, du léninisme, du guevarisme…

Voici comment la presse rend compte de cette tentative de s'imposer en tant que direction : *« Pour la première fois, certains syndicats, organisations de la société civile et partis politiques –ci-inclus le Parti des Travailleurs (gauche) au gouvernement et l'Union National des Etudiants (UNE)- tentèrent sans succès, de participer aux marches en portant leurs drapeaux. »*

Oui, vous avez bien lu, le parti au gouvernement lui-même, contre lequel le mouvement s'est déployé, a tenté de s'infiltrer dans le mouvement pour lui imposer sa direction liquidatrice.

La presse nous informe ainsi de leur échec : « *A Sao Paulo, des membres du PT ont été reçu avec hostilité par quelques-uns des 30.000 manifestants qui marchaient sur l'Avenue Pauliste, reprenant en chœur contre eux des insultes de gros calibre et leur criant « opportunistes ! ». Plusieurs drapeaux du PT ont été brûlés* » a constaté une journaliste de l'AFP.

2. Principales falsifications et manœuvres du pouvoir

2.1 Le sujet de la lutte : le prolétariat

Les principales falsifications sont, comme partout ailleurs, au nombre de deux : on nie le sujet de la révolte et les objectifs de celle-ci. Ceux qui sont sortis dans la rue seraient une masse hétérogène du « peuple » ou pire, « la classe moyenne », et on ne sait pas très bien de quoi ils se plaignent étant donné qu'en réalité « les gens sont mieux qu'avant ».

Comme partout, face à la révolte prolétarienne, la bourgeoisie nie le prolétariat, nie la révolte prolétarienne comme si c'était tout sauf la lutte d'une classe sociale qui porte en son sein la destruction du monde bourgeois et l'impérieuse nécessité de la révolution sociale.

Tout le spectre politique, les moyens de diffusion, les syndicats, les universités et les milieux intellectuels ont fait, comme partout dans le monde, l'impossible

pour présenter ce mouvement, qui s'est soulevé et défini en tant que classe dans sa pratique de protestation sociale, comme un ensemble hétérogène de groupes incohérents et sans programme.

La négation du prolétariat comme classe n'est pas seulement une question théorique, c'est avant tout la pratique sociale qui nie, par la terreur et l'idéologie, l'ennemi historique de l'ordre bourgeois. Comme toujours, on parle de « jeunes », de « vandales », d' « indigènes », des « favelisés », comme s'il pouvait s'agir d'autre chose que de prolétaires ; comme si ceux qui attaquent furieusement cet ordre de mort et de catastrophe pouvaient être autre chose que ceux qui le subissent dans leur quotidien, à savoir des prolétaires ; comme si l'on pouvait avoir été privé dès la naissance de la vie (par la propriété privée, définition de base du prolétariat), et protester au nom d'autre chose que la remise en question de cette même propriété privée.

On disqualifie, on insulte, on dénigre, on cherche à atomiser et éliminer de la sorte toute perspective d'ensemble. Mais le prolétariat n'est pas une classe liée à telle ou telle secteur de production, à telle ou telle activité économique, comme le prétendent les falsificateurs social-démocrates, staliniens, trotskistes, syndicalistes… ; bien au contraire, c'est l'ensemble des êtres humains qui a été privé de propriété et qui est obligé de se vendre à vie pour obtenir de quoi survivre. Le prolétariat se constitue (et même se définit !) en classe dans un même processus d'opposition au capitalisme, c'est-à-dire dans la lutte elle-même. Au Brésil, comme partout ailleurs, le prolétariat n'existe pas d'abord pour agir ensuite mais bien au contraire, par son antagonisme historique avec le monde de la propriété privée, il se constitue en classe dans son opposition, dans son combat. Ce n'est pas une classification de la société, mais bien une réalité de la société dont on nie l'existence et dont on occulte les possibilités.

Ce mouvement, s'est soulevé et défini en tant que classe dans sa pratique de protestation sociale.

C'est pour cela que c'est seulement dans la lutte qu'il peut se constituer en classe et donc en parti opposé à tout l'ordre établi. Au Brésil, comme dans d'autres endroits et à d'autres époques historiques, le prolétariat nié par tout le spectre politique et idéologique a recommencé à exister en tant que classe par l'antagonisme pratique à toute la société bourgeoise, quand en juin-juillet 2013, il est sorti dans la rue et que personne n'a pu l'arrêter.

Falsifier ce fait est évidement la clé de la domination bourgeoise même. La gauche bourgeoise (ci-inclus sa version « libertaire »), dont la manière de nier le prolétariat est de l'assimiler à l'ouvrier industriel, n'a pas ménagé ses efforts pour parler tant et plus de « classe moyenne » ou de « jeunes étudiants » en tant que responsables du mouvement. Combien de groupes supposés anarchistes parlent seulement d'individus, de classe moyenne ou de peuple, collaborant de la sorte objectivement avec le pouvoir et l'Etat bourgeois !

En réalité, chaque secteur de la population au Brésil a commencé sa protestation pour les raisons les plus élémentaires de survie, dans la résistance à la répression dans les favelas et dans la lutte contre les plans d'urbanisation nécessaires à la Coupe des Confédérations, au *Mundial* de football… etc., dans la résistance contre le modèle minier de grand port, ou le modèle céréalier transgénique (soja, blé…), dans la lutte contre les conditions de transport et son prix, dans la lutte contre la détérioration du secteur public de la santé et contre les conditions déplorables de l'enseignement.

Le prolétariat se constitue (et même se définit !) en classe dans un même processus d'opposition au capitalisme, c'est-à-dire dans la lutte elle-même.

Durant les mois qui ont précédé le saut de qualité de juin, la lutte pour « el passe livre » et contre les conditions de transport (déterminés par le taux de profit capitaliste des compagnies), le **prolétariat** s'est forgé dans la lutte[17]. Son existence sociale s'est consolidée dans ce processus d'opposition à tout ce que le capitalisme et le pouvoir veulent imposer au Brésil et dans le monde.

Ce n'est pas que le prolétariat arrête d'exister en dehors de cette révolte. L'antagonisme à la propriété privée est inhérent à cette même propriété privée qui est fondamentale dans toute l'histoire du système social capitaliste. C'est la raison pour laquelle nous pouvons dire que la majorité des être humains sont des prolétaires depuis leur naissance ; mais quand ils ne se constituent pas en force, en classe sociale, ils existent seulement en tant que *contre-position*[18] vitale et primaire qui manifeste son existence localement ou momentanément.

17. Il est évident que depuis bien longtemps il y a des éléments de ce processus de détermination et conformation de classe. Sa constitution en tant que classe et donc en parti opposé à l'ordre bourgeois est un processus international qui passe par différents états et contradictions et qui ne peut être considéré comme terminé qu'avec la destruction du capitalisme lui-même, des classes sociales et pour cela, par sa propre négation en tant que classe.

18. Selon le contenu, nous traduisons habituellement le terme (courant dans les langues latines) « contraposición » par « opposition, antagonisme, affrontement , confrontation», éventuellement suivi d'un adjectif, « radical, irréductible... », pour marquer la force de ce terme. Ici nous avons opté pour une traduction plus littérale, « contre-position ».

Si cette *contre-position* reste neutralisée par l'idéologie dominante, comme cela se passe durant des décennies, on peut arriver à la pleine apogée de la démocratie (dictature de la bourgeoisie) parce que l'immense majorité est transformée en bons citoyens, en petits agneaux défenseurs de la patrie. La dilution du prolétariat dans l'atomisation citoyenne est un énorme triomphe de la domination et de l'oppression capitaliste, qui perdure souvent pendant des années. C'est justement la rupture avec cet état de fait qui a eu lieu au Brésil en 2013 : le prolétariat dans sa lutte contre le capital et l'Etat s'est constitué en force.

2.2 Le prolétariat vit-il mieux qu'avant ?

L'interprétation des causes du mouvement social est assez variée. La bourgeoisie et surtout la fraction gouvernementale qui est seulement parvenue à réprimer les protestations, sont partis de la base bourgeoise classique selon laquelle « il n'y a AUCUNE raison de protester parce que les gens vivent mieux qu'avant », thèse en faveur de laquelle ils fournissent une série de données économiques sensée prouver que la misère a reculé, que le salaire a augmenté, que le crédit est d'accès plus facile que jamais… Ils en déduisent en fin de compte que la protestation provient fondamentalement de la classe moyenne qui veut toujours plus : « *c'est la classe moyenne qui veut avoir tout ce que possède les plus riches* ».

Officiellement, la gauche bourgeoise présente les choses textuellement de la manière suivante : « *Les manifestants, en majorité des jeunes éduqués de la classe moyenne, expriment leur indignation face à l'augmentation du coût de la vie et de la mauvaise qualité des services, à un moment où le pays, mondialement connu pour ses programmes sociaux qui ont sorti des millions de personnes de la pauvreté, enregistre une croissance économique décevante et une inflation en hausse* ».

Cela démontre bien la surprise de la bourgeoisie face au mouvement (cela fait des années que politologues et sociologues du pouvoir prétendent que cela ne pourrait jamais se passer au Brésil) parce que, comme ils l'ont toujours répété, « *les masses dans ce pays n'ont pas de place dans l'histoire* ». En synthèse, tout l'éventail de gauche qui participe au pouvoir condamne le mouvement du prolétariat parce qu'il ne reconnaît pas « *tout ce que la société a fait pour les pauvres » (*les fameux programmes sociaux qui auraient sorti les pauvres de la pauvreté).

La majorité des intellectuels, des idéologues de la gauche bourgeoise et ci-inclus les secteurs de gauche prétendument radicaux soutiennent la thèse selon laquelle « au Brésil, on vit mieux », que les « salaires réelles ont augmenté » et une série d'autres bêtises.

Ne pouvant, ni ne voulant abonder en citations de nos ennemis, prenons en exemple le texte « les PROTESTATIONS au Brésil et la REPRÉSENTATION COLLECTIVE », écrit par *Bruno Lima Rocha* (dirigeant du Mouvement Sans Terre médiatisé comme son représentant soi-disant « radical ») parce qu'il peut être considéré comme une véritable perle de la bourgeoisie de gauche.

« *Porto Alegre, Goiânia, Sao Paulo et Rio de Janeiro sont des capitales qui ont quelque chose en commun, les protestations sociales. Ces centres métropolitains passent par un moment contradictoire. D'un côté l'orgueil autour de la réalisation de la Coupe du monde ouvre la voie aux discours modernisateurs et à des marche-pieds pour les discours de rénovation urbaine* (…). *D'un autre côté, les récentes protestations contre l'augmentation des tickets d'autobus révèlent un secteur de la population conscient de ses droits et désirant subordonner les contrats avec les entreprises concessionnaires au pouvoir qui les lui octroie. Considérant que l'escalade de mobilisations n'était pas prévue à la veille de la Coupe des Confédérations de football,*

TRANSPORT DE RICHES
TRANSPORT DE PAUVRES

Les bourgeois au Brésil sont plus ostentatoires que ce que l'on imagine ailleurs. Les Brésiliens savent que les bourgeois voyagent en hélicoptère. Le Brésil possède l'une des plus grandes flottes d'aviation d'affaire du monde. Depuis que le PT gouverne, la flotte d'hélicoptères a augmenté de 58,6 pour cent selon l'Association Brésilienne d'Aviation Générale (ABAG).

Si l'on comprend qu'on appelle la gauche en France « gauche caviar » parce qu'ils se cachent pour assouvir leurs plaisirs trop onéreux, la gauche au Brésil devrait s'appeler « gauche hélicoptère » parce qu'elle adore exhiber son opulence pour s'affirmer en tant que classe supérieure. Au plus elle dépense en hélicoptère, au plus elle se sent réalisée.

Sao Paulo a 272 hélicoptères et plus de 650 hélicoptères d'affaire qui effectuent environ 400 vols quotidiens. Bien plus que des villes comme Tokyo ou New York. « Actuellement la capitale pauliste est la seule ville au monde qui possède un contrôle de trafic aérien exclusivement pour les hélicoptères », dit l'ABAG.

La haine de classe s'accumule dans cet Etat où, pour contraster, les prolétaires mettent quelques deux heures pour aller travailler dans des bus bondés, chers, dégradés et qui de plus restent bloqués dans le trafic congestionné.

les gestionnaires de ces municipalités – et les gouvernements étatiques respectifs- ont fini par durcir le bras répresseur. La dernière décennie a été d'une profonde transformation dans la société brésilienne. On vit mieux, nous avons une consommation accessible –quasi somptueuse- une offre massive de crédits et des avancées matérielles visibles dans les conditions de vie. La concrétisation de cette avancée, qui n'est en rien agréable, est la coalition gouvernementale entre quasiment toutes les forces politiques, dont sort victorieux idéologiquement le Consensus de Brasilia, tel que renseigné dans la littérature politique et de relations internationales, et la somme d'orthodoxie macroéconomique avec le poids mis sur la génération d'emploi direct et le renforcement du marché interne ».

Le mensonge est gigantesque mais plutôt que d'insulter ces agents de l'Etat (parce qu'il mérite bien plus que cela !), tentons de démonter, morceau par morceau, ce gigantesque mythe :

- D'abord et avant tout, c'est une affirmation idéaliste qui, même si elle a été répétée par tous les médias de droite et de gauche, ne résiste pas à la plus minime confrontation à la réalité.

- Elle n'est pas, par exemple, applicable à ceux qui sont expulsés de leur maison à cause des grands progrès immobiliers et aux somptueux projets sportifs, ni aux « favelisés » en général.

- Elle n'est pas non plus applicable à ceux qui ont été expulsé de la terre car leurs conditions de vie sont chaque fois pire, ni à ceux qui sont directement affectés par les agrotoxiques à cause des plantations de canne à sucre, de la culture du soja, du blé… de l'assèchement des rivières ou de la pollution de celles-ci … ceci implique tellement de personnes que l'on peut dire que cela dépasse ou dépassera la moitié de la population, même si on peut toujours discuter les chiffres.

- Mais, revenons en ville, à l'opposé de ces apologistes du pouvoir, la première chose que le mouvement a dénoncé c'est que les soi-disant améliorations globales ne sont pas applicables à la majorité, c'est-à-dire à tous ceux qui doivent prendre un transport urbain ou semi-urbain tous les jours, parce que son rapport qualité/prix a continué à dégringolé ces dernières décennies jusqu'à être parmi les plus médiocres du monde (augmentation brutale du taux de profit dans le secteur des transports aux dépens de ceux qui les utilisent). Le Brésil détient un record Mundial selon la *Folha de Sao Paulo* : alors qu'un habitant de Río a besoin de travailler 13 minutes pour payer un billet et un habitant de Sao Paulo 14 minutes, à Buenos Aires il ne faut travailler qu'une minute et demi, c'est-à-dire dix fois moins. A Pékin le billet équivaut à 3 minutes et demi de travail, à Paris, New York et Santiago du Chili, neuf minutes et à Londres, onze minutes[19].

- Le mouvement lui-même a dénoncé que ceux qui dépendent du secteur de la santé publique, « ne vivent pas mieux » non plus, pas plus que ceux qui reçoivent l'enseignement de l'Etat ; le mouvement du prolétariat a dénoncé de toutes ses forces les somptueuses dépenses de l'Etat qui n'ont pas bénéficié à ces secteurs mais bien aux grands travaux pour le *Mundial* et autres événements déjà cités !

Autrement dit, on peut se rendre compte qu'il est totalement faux de dire que tous ces « secteurs » ou « segments » de population vivent mieux qu'avant. De surcroît, il est évident que la « majorité » de la population se trouve dans plusieurs de ces segments, du fait par exemple d'utiliser les transports publics tout en souffrant en même temps de la détérioration du système de santé publique. Pour cette raison, quand l'associationnisme prolétarien s'est développé, il a fait éclater les compartimentations sectorielles établies par les syndicats et les partis pour tenter de séparer ceux qui sont affectés par les transports de ceux qui sont expulsés des favelas ou de celui qui est réprimé. En réalité, le mouvement pour le *« passe livre »* a aussi embrassé la dénonciation de la préparation du *Mundial* et ceux qui résistaient aux délogements se sont également battus contre la pollution… et tous se sont vus contraints de lutter contre la répression. L'immense majorité des gens en lutte, est poursuivie, réprimée… parce qu'elle vit objectivement la détérioration de la santé, de l'enseignement, de l'alimentation, du transport !

Le mensonge selon lequel on vivrait toujours mieux ne peut avoir aucun écho auprès de ceux qui crient le contraire dans la rue. Il n'existe que dans le monde idéologique de la télévision… et fonctionne surtout pour l' « exportation »[20]! Ce mensonge est encore plus mis à nu si nous parlons de la question de l'alimentation et si nous démystifions la question du salaire réel.

---

19. Et comme si cela ne suffisait pas, on peut ajouter que, pour des raisons de rentabilité des entreprises (sempiternel argument ressassé pour masquer qu'il s'agit de la dictature de l'argent et du taux de profit des entreprises), il y a de moins en moins d'autobus qui sont de plus en plus vétustes et qui transportent toujours plus de monde. Par exemple, selon ce que révèle un rapport de O Estado de São Paulo, ces huit dernières années le transport urbain à Sao Paulo s'est détérioré. « La concession en vigueur a été attribuée pendant le mandat de Marta Suplicy (PT) en 2004, depuis lors et jusqu'en 2012, le système de transports en commun a augmenté de 1.600 à 2.900 millions de passagers. Cependant, les autobus en circulation ont baissé à cette même période de 14.100 unités à 13.900. La conclusion est évidente : plus de personnes sont transportées et paient un prix plus élevé dans moins d'autobus qui font moins de trajets » (O Estado de São Paulo, 15 juin 2013). «Dans chaque unité, il y a 80 % de passagers en plus».

20. L'intérêt de la bourgeoisie en tant que classe mondiale s'y exprime bien. Même si la masse des exploités et des opprimés est occupée à se battre contre le capital et le pouvoir, et qu'il est très difficile de les convaincre que ce n'est pas le cas et qu'en réalité « ils n'ont aucune raison de le faire», il est toujours bon d'envoyer un message en falsifiant et en déformant ce qui se passe au Brésil afin que ceux qui dans d'autres endroits du globe ont les mêmes raisons de sortir dans la rue, ne se rendent pas compte que c'est pour cela que le prolétariat se bat au Brésil. Si au Brésil, cet argument ne peut toucher que le citoyen prostré devant sa télévision, globalement à travers le monde, cela sert à déformer et isoler le mouvement. Si nous ajoutons que ce même discours et l'histoire de la soi-disant classe moyenne y sont dominantes y compris dans les milieux alternatifs, nous arrivons à la conclusion que ces milieux contribuent également à la séparation du prolétariat pays par pays, secteur par secteur, protestation par protestation… et en dernière instance à la reproduction de tout le système de domination et d'oppression capitaliste.

2.3 Le mythe de l'augmentation du salaire réel.

La thèse qui prétend que l'« on vit mieux qu'avant » est insoutenable. Cependant, durant des décennies, la gauche (et nous ne devrions pas oublier qu'au Brésil, le pouvoir est dirigé par la gauche luliste[21], même si tout le spectre politique collabore en son sein) a pris comme critère le salaire réel et aujourd'hui, des journalistes, des sociologues, des économistes et toute la faune idéologique dominante développe le mythe d'une amélioration en se basant sur le salaire réel.

Au plus le monde de la valeur gagne, au plus la qualité de toutes les valeurs d'usage humaines se détériore.

Ils disent que le salaire réel stagnait ou était en recul depuis des temps immémoriaux et que, « grâce aux gouvernements de gauche », il a augmenté. L'argument est très simpliste : on dit que « *les gens achètent toujours plus de choses* », que le *pouvoir d'achat* s'est amélioré. Cela ne nous intéresse même pas de savoir si une telle information est vraie ou non (ils sont capables de tout en termes de manipulations de statistique!) parce que le grand mensonge se trouve ailleurs et, intuitivement, le prolétariat en lutte le sait parfaitement : même si les choses qu'on peut acheter sont en quantité égale ou supérieure par rapport à avant, ce qu'on achète est toujours plus merdique. Ce qui est essentiel pour la vie humaine est toujours pire. Et la quantité de choses, la consommation démesurée de quantités de choses absurdes, de petits miroirs aux alouettes, non seulement n'améliore pas le comment on vit, mais va en détériorant profondément la vie elle-même.

Tandis que pour le capital, tout est question de quantité (il ne circule que pour s'accroître quantitativement, son propre mouvement étant celui de la valeur devant perpétuellement se valoriser), pour le prolétariat, tout est question de **qualité**. Le capital achète de la marchandise uniquement pour obtenir **plus** d'argent (A M A'), alors que les prolétaires vendent leur marchandise (force de travail) pour obtenir une marchandise qualitativement différente (M1 A M2) qui est précisément moyen de vie. Le mouvement d'achat et de vente obéit à des raisons diamétralement opposées, le capital n'achète que pour croître en quantité, le prolétariat vend seulement pour changer de **qualité**. Alors que l'objectif de l'achat et de la vente pour le capital est d'obtenir une **quantité** de capital plus grande, le prolétariat vend seulement sa force de travail parce que ce n'est que de cette manière qu'il peut se procurer des moyens de vie qui, par leur essence même, sont qualitativement différents de sa force de travail. Ou, dit autrement, pour le bourgeois la chose est uniquement une médiation entre deux quantités d'argent et le véritable objectif est la quantité supérieure ; pour les prolétaires, l'argent est seulement une médiation et le véritable objectif de l'échange sont les choses pour vivre nécessaires à leur subsistance[22]. Puisque dans cette société, ce n'est pas l'être humain qui prévaut mais le capital, **c'est la quantité qui commande la qualité**, ce qui dirige le monde c'est la valeur se valorisant le plus possible, même si cela détériore globalement la qualité de l'ensemble de ce que l'être humain a besoin. La dictature du capital, c'est la dictature de la valeur sur la valeur d'usage, la dictature de la quantité de valeur sur le contenu qualitatif et utile à l'être humain de tous les objets. Au plus le monde de la valeur gagne, au plus la qualité de toutes les valeurs d'usage humaines se détériore.

Même si les choses qu'on peut acheter sont en quantité égale ou supérieure par rapport à avant, ce qu'on achète est toujours plus merdique.

Revenons maintenant à la question de la supposée augmentation de salaire. Premièrement, prenons la différence entre le salaire nominal et le salaire réel. Si dans un pays dans lequel il y a cent pour cent d'inflation, on augmente le salaire exprimé en argent ou nominal de 50 pour cent, il est évident que le salaire réel perd (en simplifiant un peu) 50 pour cent. C'est-à-dire que le salaire réel est synonyme de pouvoir d'achat et plus précisément du pouvoir du salaire à permettre d'acheter les choses nécessaires à la consommation des salariés. Il est évidemment important que ce pouvoir d'achat augmente pour améliorer le niveau de vie des gens.

Mais contrairement au mensonge de tous les professionnels de la désinformation (politiciens, universitaires, scientifiques, syndicalistes,…), le pouvoir d'achat de choses peut augmenter et cependant la valeur de ces marchandises peut diminuer et par conséquent, la quantité de ce qui va au salaire en

---

21. Les lulistes sont les partisans du PT, du nom de son fondateur Luiz Inacio Lula da Silva, icône de l'ouvriérisme et du syndicalisme coopté à la présidence de l'Etat.

22. En réalité, nous parlons de marchandises et de l'aspect utile de celles-ci. Nous utilisons " chose " seulement pour simplifier au maximum notre exposé. En réalité, la marchandise que vend le prolétariat, plus qu'une chose, c'est une énergie et son objectif sont des objets pour satisfaire ses besoins. Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut dans la note 15, nous faisons ici aussi abstraction du fait que ces " besoins " ne sont pas des besoins humains mais des besoins atrophiés par le capital ou dit autrement des besoins d'être humains aliénés qui prennent pour " leurs " besoins ce que le capital leur impose et qui en réalité, sont les besoins du capital. La consommation de hamburgers ou de " poissons" d'aquaculture n'est pas, en tant que telle, un besoin humain mais le résultat de siècles de dictature de la valeur sur la valeur d'usage qui fait que ces derniers dégénèrent et que ce qui fonctionne aujourd'hui en tant qu'objets de consommation " humains " ne sert pas à remplir la fonction humaine de nutrition, sauf en apparence, étant donné que ce qui se nourrit de cette mutilation et déshumanisation généralisée est en réalité la valeur en procès de valorisation, le capital !

rapport à ce qui va à la plus-value diminue. La diminution de la valeur unitaire de tout ce qu'utilise le prolétariat pour vivre a, pour résultat immédiat, une diminution du salaire relatif et une augmentation du taux d'exploitation et donc du taux de profit du capital.

C'est ce qui s'est passé au Brésil, comme partout ailleurs dans le monde, durant les deux dernières décennies. Toutes les valeurs unitaires ont diminuées parce que tout est produit avec moins de travail (augmentation de la productivité du travail), parce que, dit plus brutalement, tout se fait le plus rapidement possible. Mais comme aujourd'hui plus personne ne parle d'exploitation, ni de taux d'exploitation (la plus-value divisée par les salaires) cet élément « quantitatif » reste caché, comme reste caché le fait que ce qu'on consomme est « qualitativement » pire. La falsification généralisée consiste en ce que la gauche et les marxistes, qui auparavant avaient au moins un peu honte de parler de taux d'exploitation, se préoccupent aujourd'hui uniquement de convaincre que l'« on vit sans cesse mieux au Brésil », parce qu'on achète plus de choses, mais on occulte que ces choses représentent toujours moins de valeur, une proportion inférieure par rapport à ce que les capitalistes s'approprient et cela sans parler de la détérioration de leur qualité.

Il est vrai que l'aspect quantitatif de la chose échappe quelque peu au prolétariat (de par son essence même) il se rend compte que les produits qu'il consomme pour se reproduire occasionnent toujours moins de travail qu'auparavant mais il n'a pas vraiment conscience que c'est cela qui **augmente sans cesse l'exploitation capitaliste.**

On ne peut cependant lui occulter la détérioration qualitative, nous constatons tous que ce que nous consommons pour subsister diminue en qualité, diminue en durée, diminue en fiabilité. Tout se casse, tout fonctionne mal, n'importe quel article contient son obsolescence programmée et toutes les choses qui se vendent ne sont rien de plus que de la verroterie dont l'illusion de les posséder et de les utiliser est toujours plus courte.

Dans l'alimentation, cela se traduit par le fait que l'on ne mange plus de nutriments mais du « fast food », que le pain n'est plus du pain… mais bien un pur produit chimique, que le poulet n'est plus du poulet mais du poison pur… que le poisson ne se pêche plus, il se « cultive » et « vit » depuis sa naissance dans de véritables camps de concentration, qu'on l'alimente avec du poison, avec des produits chimiques, des antibiotiques… et qu'il est par conséquent hautement toxique pour l'être humain[23]. En effet, la baisse de prix généralisée des produits, avec laquelle la bourgeoisie nous fait tant chier parce qu'elle fait la propagande des supposées améliorations et sur laquelle elle mise quant à la durée de son système social, est le résultat d'une perte généralisée de la **qualité**, une **toxicisation** généralisée. On ne mange plus rien de sain mais seulement des choses empoisonnées. Le pain, les céréales, les légumes, les fruits, les viandes…, sont sans cesse moins cher parce qu'ils incorporent toujours plus de poison, plus de labos, plus de crasses et tout cela au nom de la « productivité »[24].

En même temps, ces monstres bourrés d'agrotoxiques, d'hormones, manipulés génétiquement… se mélangent et procréent avec ce qui reste encore de naturel[25] ou contaminent directement par des infections propres aux univers concentrationnaires (concentrer sur un espace aussi réduit que possible augmente le développement de toutes sortes de maladies) des zones entières de mers et d'océans. Le Chili en est un triste exemple.

La propagande bourgeoise, tous partis confondus, nous vend cette augmentation de choses « consommables par tous » comme s'il s'agissait d'un véritable triomphe, un progrès pour l'humanité alors qu'en réalité, c'est la preuve irréfutable que toute l'économie est dirigée par la dictature du capital qui condamne l'humanité à subsister dans des conditions toujours plus pénibles, à consommer des toxiques et liquider tout élément sain de notre nourriture. Qui vit mieux qu'avant ? L'habitant de la favela de Rio ? L'ouvrier de Sao Paulo ?

Oui, le fameux « poulet » brésilien contient toujours plus de crasse et moins de poulet. Comme nous l'avons déjà dit dans nombre de publications antérieures, aujourd'hui il faut 10, 20, 30… fois moins de temps pour le produire par rapport au poulet qui était produit il y a 50 ans mais ce « poulet » n'est rien de plus qu'un sac plastique qui contient des produits chimiques de types différents avec lequel il nous faut nous alimenter.

L'empoisonnement généralisé est l'autre face de l'augmentation de la productivité et du profit du capital. L'augmentation du salaire réel est en réalité une diminution du salaire relatif et la couverture d'une détérioration généralisée de tous les articles de consommation nécessaires à la reproduction de la force de travail, l'empoisonnement de la terre, de l'eau, de l'air…

---

23. Certaines recherchent récentes mettent en évidence que le poisson d'aquaculture est, en moyenne, non seulement plus vénéneux que le poulet mais plus toxique que les hamburgers ou les hot-dog. Cela est particulièrement applicable au saumon « cultivé », reclus dans des bassins d'élevage, en Norvège ou au Chili.

24. « Productivité » du travail, c'est-à-dire qu'avec la même quantité de travail, on produit beaucoup plus de choses. Rappelons au passage que dans l'économie bourgeoise et par conséquent dans tous les moyens de communication officiels de fabrication de l'opinion, on parle de productivité tout court comme si ceux qui produisent étaient « tout le monde », y compris « le capital », et non exclusivement le travail, qui est le seul à produire. Plus qu'une confusion délibérée, cette idéologie que l'on voit diffusée partout, reflète l'illusion du monde du capital de s'auto produire : le capital même se considère productif et ce qu'il cherche officiellement, c'est à augmenter « la productivité du capital ». C'est ainsi que toute augmentation de la productivité du travail apparait comme une augmentation de la productivité du capital tandis que le travail semble accessoire et jusqu'à quelque chose dont on pourrait se passer.

25. Par exemple, le saumon d'élevage alimenté avec des produits toxiques durant des dizaines de générations fraie avec un autre saumon qui n'a pas subi ce traitement et par la suite sa descendance hérite des mêmes défauts génétiques.



Le prolétariat n'a pas de patrie!

Même si au Brésil, les prolétaires consomment plus de choses qu'avant, ils consomment beaucoup moins de valeur qu'avant ; la force de travail au Brésil (comme partout ailleurs) ne vaut pas plus sinon moins par rapport au capital.

Toute la propagande sur l'augmentation du salaire réel et sur le fait qu' « on vit mieux » cache donc qu'en réalité, on consomme toujours plus de merde, qu'on empoissonne toujours plus la population et que ce progrès du capital, dont les progressistes de tous types et couleurs font tant la propagande, est occupé à condamner l'humanité à une souffrance toujours plus aiguë.

Une variante incluse dans cette idéologie est l'illusion que les plus pauvres (parmi les pauvres) ont beaucoup amélioré leurs conditions de vie au Brésil et qu'il y a moins de pauvres qu'avant. Les fameux plans sociaux du Brésil, comme de tous les autres gouvernements de gauche et populistes (ci-inclus les « bolivariens » et ceux du « socialisme du 21ème siècle ») qui améliorent « objectivement » la vie des pauvres, se basent sur cette même illusion que les pauvres posséderaient « plus d'objets » même si, de toute évidence, ils continuent à mourir toujours plus massivement de maladies causées par la consommation de ces mêmes « objets » ou à cause de l'inhalation de gaz toxique ou encore par manque d'eau potable.

Ces plans « contre la faim » ou « contre la pauvreté » ne sont rien de plus que des formes modernes de charité publique et en tant que tels, ils cherchent à faire en sorte que la misère reste misère et qu'elle ne devienne pas subversive. De plus, ces plans sont directement conçus, organisés et imposés pour les besoins de la police et sont élaborés, partout dans le monde, par les organismes contre-insurrectionnels de l'Etat mondial[26]. Depuis le Pentagone jusqu'aux polices militaires de chaque pays, leurs objectifs ont été élargis, la répression frontale doit être accompagnée en permanence par un contrôle social accru dans les zones à risques par l'implantation de centres d'aide alimentaire, polycliniques, centres d'assistance sociale, ONG de tous poils, plans OMS, etc.

Les supposées améliorations de la vie dans les favelas ou en général dans les quartiers pauvres ou dans les banlieues ne sont rien d'autres que de la poudre aux yeux qui cachent mal qu'il s'agit d'augmenter les contrôles, la présence policière et militaire au sein même de ces zones.

3. Eléments de bilan et perspective

3.1. Associationnisme prolétarien et contre révolution

Comme dans toutes révoltes historiques, le prolétariat au Brésil s'est forgé en tant que force sur base d'associations : des « favelisés » en résistance, des groupes d'étudiants, des organisations de quartiers, des structures contre les expulsions, des mouvements contre les augmentations des prix (transport, santé, éducation…), des luttes indigènes et *quilombolas*, des regroupements contre la Coupe du Monde ou autres…

Mais il est illusoire de s'imaginer ces organismes comme étant des structures sans présence bourgeoise, sans présence de la contre-révolution, ou

26. Par l'expression « État mondial », nous entendons qu'en matière de stratégie contre-insurrectionnelle au niveau mondial, la bourgeoisie s'organise comme un seul État. Les États qui participent à cette action à différents niveaux constituent les États-gendarmes, au premier rang desquels figurent bien entendu les Etats-Unis, mais la réalité de l'« Etat mondial » ne coïncide pas avec un pays ou groupes de pays.

27. Les militants du passé l'ont souvent exprimé, par exemple Pierre Archinov dans « La makhnovtchina. L'insurrection révolutionnaire en Ukraine de 1918 à 1921 » : « Tous les mouvements ouvriers et paysans qui ont eu lieu jusqu'ici se sont déroulés dans les limites du régime capitaliste et n'ont été que plus ou moins teintés d'anarchisme. Ceci est parfaitement naturel et compréhensible. Les classes laborieuses agissent en butte à l'action physique et psychique des forces hostiles. En dehors du monde des idées anarchistes, qui n'a qu'une faible extension, les travailleurs subissent constamment l'influence de tout le milieu réel du régime capitaliste et des groupes intermédiaires... Quant aux masses populaires, lorsqu'elles engagent la lutte, surtout une lutte de larges dimensions, elles commettent au début, inéluctablement, des erreurs, elles admettent des antinomies, et des déviations. Ce ne sera qu'au cours de la lutte qu'elles pourront rajuster leur ligne de combat d'après l'idéal vers lequel elles tendent. » ... même si nous parlerions plutôt de la perspective fondamentale de la lutte au lieu d'un « idéal à atteindre ».

pire encore comme de véritables structures d'unification révolutionnaire qui pourraient mener à bien le processus de destruction de la société bourgeoise[27]. Dans tous les cas, il s'agit d'organisations d'action immédiate et directe dans lesquelles, malgré l'unification produite par les besoins immédiats du prolétariat, tous les éléments de l'idéologie dominante y sont reproduits. Il ne faut pas s'étonner de voir que ceux qui apparaissent en tant que leaders ou représentants de ces structures soit ceux qui s'adaptent le mieux à ces idéologies, quand ce ne sont pas directement (comme dans la grande majorité des cas) des représentants importants de l'idéologie bourgeoise dominante.

Les tarifs qui augmentent c'est le ventre du peuple qui crie; dis NON!

Il y a des tas d'exemples dans lesquels ceux qui apparaissent en tant que « représentants officiels » d'un mouvement sont des syndicalistes ou des politiciens professionnels connus ou mêmes des militants plus ou moins connus, issus de partis gouvernementaux, dont la fonction est de manipuler le mouvement de rue pour le canaliser et liquider ses prétentions radicales, le rendant utile à l'élaboration de différentes réformes nécessaires à la rénovation du pouvoir. Nous ne devons jamais oublier que dans ce niveau d'associationnisme, le véritable choix des représentants publics et des gouvernements ne se tourne pas vers ceux qui luttent dans la rue et qui sont dans l'action conspiratrice directe et clandestine mais bien vers les personnages que les moyens de diffusion considèrent les plus adéquats pour leurs intérêts qui sont objectivement toujours contre le mouvement[28].

Autrement dit, même si l'associationnisme est prolétarien de par son programme réel, pratique, et de par sa propre action contre le capitalisme, tous les mécanismes du système démocratique (dictature du capital) convergent pour que ceux qui sont cooptés en tant que représentants officiels sont ceux qui représentent l'adaptation du mouvement avec le spectacle (télévisé, filmé, diffusé dans la grande presse…) et plus clairement encore, ceux qui représentent le mieux le contrôle politique (bourgeois) du mouvement social (prolétarien). Contrairement au mythe de l'assembléisme et du démocratisme, nous voulons affirmer que le vote et les assemblées démocratiques ne garantissent absolument rien du programme révolutionnaire. L'assembléisme et le conseillisme sont de grands mythes bourgeois : ce que garantissent ces systèmes ce n'est pas la lutte révolutionnaire mais la popularité des élus.

Au plus le mouvement du prolétariat est radical et remet en question l'ensemble de la société actuelle, au moins il est lié à tel ou tel représentant ou leader, au plus la bourgeoisie se préoccupe de trouver un chef, un dirigeant ou un représentant. S'il n'y en a pas, la bourgeoisie l'invente, le coopte, le définit.

Les journalistes, les flics intelligents, les sociologues et les politiques du capital se consacrent à cette cooptation démocratique : il faut imposer au mouvement ses représentants, son programme, ses réformes. ça les dérange énormément que le mouvement manifeste sa force sans qu'il ait des « revendications positives », « sans qu'il soit suffisamment politisé », sans que l'on sache qui en sont ses « chefs et dirigeants ». Et de manière invariante, tous les agents de l'Etat se chargeront de définir les chefs, de « politiser » les revendications « immédiatistes » des combattants sociaux[29], de leur attribuer des chefs, des représentants, des dirigeants.

Le « movimiento por el passe livre » a été durant des années le plus emblématique et a rempli un rôle fondamental dans la généralisation du mouvement à tout le Brésil en juin/juillet 2013. Certains situent le surgissement de ce mouvement il y a quelques années dans le nord du pays, d'autres dans le sud, mais ce n'est que dernièrement qu'il est devenu réellement puissant au niveau de tout le pays avec la généralisation de la lutte contre les dernières augmentations de prix des transports publics à Sao Paulo et à Rio durant l'année 2013. Depuis ce moment là, il est visible qu'au nom du mouvement, on cherche à freiner et à canaliser le mouvement en fonction des désirs du pouvoir. Entrons dans le vif de cette contradiction.

En ce qui concerne les raisons de son rapide développement, citons Bruno Lima Rocha : « *Rien de plus universel que les transports en commun dans des métropoles totalement congestionnées par l'expansion de l'automobile individuelle. En affrontant les marges de bénéfice des concessionnaires de bus, les manifestants affirment que le droit de mobilité doit primer sur les intérêts des entreprises. Comme presque toujours, n'importe quel pouvoir exécutif est du côté des chefs d'entreprises, en prétextant le risque systémique ou l'effondrement de ce secteur de l'économie. De là à appeler à la répression effrénée, cela reste une option. Le niveau de violence est le reflet de ce que décident les exécutifs municipaux. En considérant que le contrôle urbain augmente dans des périodes de grands événements sportifs, on conclut que les épisodes comme ceux-ci tendront à se répéter* ».

Le prolétariat, en protestant contre les conditions déficientes de transport et contre l'augmentation du prix de celui-ci, s'est affronté en réalité directement au profit capitaliste, profit protégé autant par la gauche que par la droite du capital, unifiées à différents niveaux (États, Municipalités,…). C'est ainsi que dans son processus d'associationnisme,

28. Nous clarifions qu'il y a aussi un processus d'affirmation d'une direction prolétarienne dans la pratique de lutte mais que cette direction créée par le mouvement même est rarement publique ou connue de l'extérieur surtout dans les premières luttes importantes et ce pour les mêmes raisons qui font que le mouvement organisé est méconnu et apparaît publiquement comme spontané. Ce vide apparent d'organisation et de direction est celui qu'utiliseront tous les appareils d'Etat pour lui chercher une représentation et lui imposer une direction.

29. Nous traduisons « luchadores sociales » par « combattants sociaux » et plus loin « militantes sociales » par « militants sociaux ».

PASSE LIVRE



le prolétariat a été dès le début forcé d'assumer l'organisation de niveaux « naturels » de radicalisation et de violence, tels qu'imposées par la société. « Passe livre » signifie concrètement « ne paie pas », « saute par-dessus le tourniquet » et contient dès le début l'antagonisme à la rentabilité capitaliste et les décisions des municipalités et des gouvernements étatiques. La violence est à l'ordre du jour dès le début du mouvement, les structures locales du MPL surgissent dans ce type d'action élémentaire, même si par la suite elles se sont radicalisés et ont organisé des formes de riposte et de sabotage de plus grande ampleur contre les entreprises de transport et contre ceux qui les défendent (les différents corps répressifs, les municipalités et le gouvernement). Nous ne pouvons pas nous arrêter ici aux expériences locales sur cette question ; mais dans chacune d'elle, l'organisation conséquente pour « el passe livre » a impliqué des niveaux d'organisation et de lutte relativement importants. Dans un premier temps, il n'y a pas eu de projet général ni de plan et dans les premières luttes (Salvador en 2003…, Florianopolis en 2004 et 2005…) : le MPL se définit directement dans et pour la lutte. Quand quelque chose est formulé et/ou est écrit, c'est, dans tous les cas, pour insister sur la lutte pour la gratuité des transports en commun dans tout le pays (pour les secteurs les plus vulnérables ou pour tous selon les versions), avec le caractère social du mouvement, avec l'autonomie et le refus de la politique de tous les partis, ainsi qu' avec la déclaration expresse qu'il n'existe, dans ce mouvement, ni représentants, ni dirigeants.

En 2003 à Salvador, le mouvement démarre en disant NON à l'augmentation du prix du transport à 1,50 real et jusqu'à 1,80 real (prix que les patrons avaient demandés)[30]. La première réaction est de monter dans l'autobus, de sauter par-dessus le tourniquet et de ne pas payer. Peu à peu, la pratique du non-paiement se généralise, on en fait la propagande, des tracts et des vidéos circulent pour appeler à « sauter par-dessus le tourniquet ». La lutte se radicalise quand des milliers de prolétaires (des « étudiants » selon la presse, les images montrent quant à elles surtout énormément de gens pauvres et comme toujours une prédominance de jeunes[31]) sortent dans la rue pour barrer les routes et gueuler leur rage. Leurs mots d'ordre sont « Non à l'augmentation » ; « Les tarifs qui augmentent c'est le ventre du peuple qui crie; dis NON à cela ». Depuis le début, le mouvement de lutte se voit confronté aux prétendus représentants estudiantins, principalement ceux de la ligne officielle de l'Union National des Etudiants qui parlent en son nom à la télévision. L'antagonisme devient total quand les supposés représentants

30. Le fait que le mouvement ait démarré à l'endroit où le ticket de bus était le moins cher est très emblématique quant à l'origine et le développement de tout le mouvement. Le prolétariat n'accepta aucune augmentation alors qu'ailleurs, il y eut une augmentation sans aucune résistance.

31. La manœuvre est évidente : socialement, on suppose que les étudiants sont représentés par les plus âgés, les universitaires où évidemment prédominent les " fils à papa" dans le discours et dans le spectacle. En réalité, à Salvador comme dans tout le Brésil, ceux qui prédominent dans les luttes et les manifestations sont les jeunes dont la majorité sont étudiants non universitaires, à savoir des étudiants de secondaire et même de primaire et là, cela devient plus compliqué de nier le caractère de classe de ces luttes et manifestations. C'est une des pratique invariantes utilisée par le système pour nier le prolétariat qui se constitue en classe et d'imposer la légende de la classe moyenne (ou encore du lumpen), lui imposer au passage une représentation qui n'est pas la sienne : en général, le mouvement estudiantin officiel est une institution bourgeoise de l'Etat. A Salvador, il y eut le paradoxe de voir les universitaires qui voulaient réellement suivre le mouvement contre tout ce qu'avaient dit les faux représentants de celui-ci, rejoindre les manifestations avec une modeste pancarte affirmant « nous les universitaires, nous adhérons à la lutte bahianaise ».

appellent, depuis les médias officiels et principalement de la télévision, à abandonner les rues en annonçant que le mouvement a déjà atteint ses objectifs, alors que les masses prolétariennes des périphéries de Salvador s'affirment dans la lutte. Les mots d'ordre se radicalisent : *« TV Bahía c'est du mesnonge»*, *« fils de pute »*, *« Tous dans la rue, la lutte continue »*, *« Ici, personne n'est baron : ou il passe sans payer ou on arrête le bus »* (qui rime aussi en bahianais : *« Aqui ninguém é barão. Ou passe livre, ou paramios o buzão »*).

Le prolétariat continue à descendre dans la rue en diffusant des tracts ou en criant contre les augmentations, pour « le bus gratuit », (à partir de ce moment, le mot d'ordre « passe livre » commence à se généraliser), blocage des routes, des rues, des ponts... avec leurs corps ou des objets de tous types (poubelles, dalles, blocs en béton…). Cette révolte de Buzú[32] est la première, après il y en aura beaucoup d'autres, en 2004, 2005, 2006, 2007, 2011, 2013 ! Contre ceux qui avaient officiellement déclaré la fin de la protestation, on boycotte la télévision officielle, on occupe des bus et on impose la gratuité : en appelant la population par l'action et via des tracts à faire usage de cette possibilité. La gratuité est possible partout et dépend du rapport de force. Le mouvement arrive même à « envahir le défilé » militaire officiel de la fête de l'Indépendance pour y dénoncer la brutalité de la police militaire. A ce moment-là, avec les mots d'ordre pour « el passe livre », on projette la généralisation à tout le pays; les manifestants crient : *« Un, deux, trois…, quatre ou cinq mille ou ils descendent le tarif ou on bloquent tout le Brésil »*.

La révolte de Buzú dépasse dès le départ le cadre estudiantin et les revendications initiales dans lesquelles on veut l'enfermer pour s'affirmer et être reconnue comme une révolte de classe contre le capital. Voir à ce sujet le travail *Thèses sur la révolte de Buzú*.[33]

Le titre de la deuxième thèse est assez éloquent : « *La révolte de Buzú ne fut pas uniquement un mouvement estudiantin mais social, de classe, radicalisé jusqu'ou ce fut possible dans cette conjoncture, dans laquelle les exigences pour le transport catalysèrent diverses insatisfactions sociales* ». Et c'est précisément pour son caractère de classe que ce mouvement est entré en contradiction permanente avec ceux qui, dialoguant avec le pouvoir, appelaient à arrêter la lutte.



C'est avec ces contradictions que le MPL s'est forgé. Dans les années qui ont suivi, ce mouvement s'est développé dans un nombre toujours plus important de villes du Brésil. La revendication la plus générale du mouvement quant aux transports était le refus de payer. « Passons gratuitement » et quoi qu'il arrive, l'action directe était assumée naturellement. Fondamentalement, les méthodes utilisées étaient au nombre de trois : sauter par-dessus le tourniquet, le casser à coups de pied ou à l'aide d'un instrument quelconque et, si le rapport de force le permet, arrêter le bus, entrer par l'avant et diffuser des tracts expliquant comment s'y prendre, (à tel point qu'on commence à en faire la propagande sur des affiches et des réseaux sociaux). « … *une des stratégies… était d'arrêter l'autobus, d'entrer dedans et de tenter de faire en sorte que tout le monde monte à la station Lapa ou d'autres lieux stratégiques de grande affluence et entrer par la porte de devant* [le tourniquet de contrôle se trouve à l'arrière des bus dans cette ville, à l'avant dans d'autres NDR]. *Nous, on parlait avec le chauffeur et nous ne laissions personne payer le ticket et tous entraient par l'avant…* »[34].

Il aura fallu que la massivité soit générale pour que le trafic soit paralysé et que se généralisent des barrages de routes et de rues dans toute une ville ou région, pour imposer un rapport de force contre le pouvoir, ce qui donna souvent des résultats immédiats importants tels que la baisse de tarif ou la gratuité pour de larges secteurs.

Comme pour tous les mouvements de ce type, ses contradictions sont évidement les vieilles contradictions de classe qui se manifestent tant quant aux objectifs du mouvement qu'en termes de méthodes de lutte. Pendant que certains se battent pour les besoins immédiats (refus de toute augmentation de tarif, contre telle entreprise, contre tel gouverneur ou maire, gratuité pour les étudiants, pour les pauvres,…)

32. Buzú signifie autobus en dialecte bahianais.
33. Les Thèses sur la Révolte du Buzú sont disponibles en portugais à l'adresse suivante : Http://www.laquestionsociale.org/LQS/LQS_3/por_QS3_RevoltaBuzu.pdf
34. Témoignage de Roseli, Iceia.

LE MOUVEMENT ET SES FAUX REPRÉSENTANTS

Dans les assemblées et les manifestations, on dénonce les partis et les syndicats qui s'érigent en faux représentants du mouvement. C'est très important parce que ça continue d'être la caractéristique clef de tout le mouvement associatif du prolétariat au Brésil et particulièrement du mouvement pour le « passe livre ». C'est ainsi que cette contradiction est décrite par certains de ses protagonistes :

« La ville est prise, ou mieux assiégée. 'Les étudiants paralysent Salvador', 'La révolte de Buzú' étaient les gros titres des principaux journaux de l'État… Dans ces circonstances surgit pour le préfet une grande opportunité. Des leaders possibles du mouvement seraient disposés à négocier avec lui. C'est bon parce qu'il pourrait coopter ces leaders et freiner le mouvement, tout en permettant, en même temps, de faire passer une image de lui comme quelqu'un de flexible et ouvert au dialogue. C'est bon aussi pour les leaders en question parce qu'ils pourraient alors profiter d'une visibilité que les médias leur offraient.

Depuis le début, il était clair que le mouvement n'avait pas de leaders officiels ; il y avait un groupe d'associations et d'étudiants qui collaboraient dans les mobilisations et qui organisaient les manifestations. Les anciens leaders estudiantins encartés et les organisations peu représentatives voulurent guider, par la force, un mouvement qu'ils ne contrôlaient pas. Ils firent tout leur possible pour créer une image consistant à faire croire que c'était eux les représentants de ce mouvement et qu'ils pouvaient parler en son nom. L'idée de la spontanéité les effrayait… Mais la seule chose qui intéressait les dits leaders c'était de briller à la télévision, d'apparaître dans les grands journaux, de brandir les drapeaux de leurs partis ou de l'organisation qui se mettait ainsi à la tête du mouvement…

Il en résultat que les étudiants s'indignèrent, et n'acceptèrent plus de n'être qu'une masse de manœuvre. Ils continuèrent, avec leurs protestations, à obliger le préfet à céder sur 7 des 8 points que revendiquaient les manifestants, hormis la réduction à 1,30 real. C'est alors que satisfaits de la visibilité atteinte et préoccupés parce que le mouvement continuait, les leaders entament une tentative de démobilisation. [Comme toujours-NDR] ils proclamèrent que nous avions déjà conquis ce que nous voulions et que la réduction viendrait avec de futures négociations qu'ils continueraient à mener. Vu l'antipathie (pour ce genre de leaders) il y eut une révolte et tous (les dit leaders) furent rejetés par la masse. Les organisations et les partis devinrent haïs, tout cela grâce à l'irresponsabilité de ces militants qui préférèrent s'accrocher à leurs intérêts personnels et électoraux. Plutôt que de reconnaître leur erreur, ils continuèrent à se battre contre la base estudiantine, même si certains d'entre eux s'éclipsèrent pour ne pas porter encore plus de préjudice à leur image.

Situation paradoxale!

Peu importe ce que disaient les leaders, les masses faisaient quelque chose de totalement différent.

Les médias, agissant malicieusement, tentèrent de créer l'idée que le mouvement était désorganisé et les dits leaders commencèrent à annoncer que la base estudiantine 'était hors de contrôle', que la situation 'allait se transformer en une tragédie', que 'la police frapperait', que 'l'opinion publique se tournerait contre nous' (c'est-à-dire qu'on emploie tout l'arsenal mensonger et répressif de toujours pour liquider le mouvement - NDR). Le coup le plus bas et le plus lourd a été : 'nous allons nous arrêter temporairement pour réorganiser la lutte'. Bon nombre d'associations tombèrent dans le panneau. En plein essor des mobilisations, cette action de démobilisation réussit à faire entrer le mouvement dans une phase de reflux. Il y eut des résistants mais à partir de ce moment, c'était une minorité qui dans les journées postérieures furent réprimés par la police.

Malgré cela, une minorité aguerrie et déterminée résista et tenta de récupérer la continuité de ce mouvement flagellé, sans cesser de croire en ce pourquoi elle s'était battu depuis le début… Le mouvement continua, en lien avec la lutte de la population, en impulsant de nouvelles discussions sur l'action des mouvements sociaux, redonnant de l'oxygène aux associations étudiantes, sentant dans le cœur de chacun le désir de continuer à assumer une lutte encore plus forte, celle du 'PASSE LIVRE' »

Source : http://www.midiaindependente.org/pt/red/2004/03/275678.shtml



Florianópolis, 2004

et, si l'on veut, historiques (gratuité totale, révolution sociale, anarchie,..) et agissent en conséquence (enjamber et casser les tourniquets, appeler à agir en petits groupes coordonnés, taguer les autobus, bloquer des routes, imposer le non paiement concret grâce au rapport de force, barricades, crevaisons de pneu, sabotage et incendie d'autobus…), d'autres cherchent à transformer les besoins des gens en simples réformes (opposition aux privatisations, appel au contrôle comptable des entreprises ou « contrôle ouvrier », dialogue avec le gouvernement pour de petites baisses de tarifs…), préconisant comme stratégie le réformisme le plus plat (luttes pour que tous les autobus soient publics, programme défini par la suite pour la prétendue transformation du MPL en ce qui se nommera le « Bloque de Lucha » [35] et cherchera à limiter la lutte à une « opposition au néolibéralisme ») en appelant à de grandes assemblées, à des manifestations pacifiques et au dialogue avec l'Etat.

En toute logique, dans la mesure où d'autres besoins humains ont commencé à s'exprimer dans de grandes luttes partout au Brésil (luttes contre les délogements et contre les préparatifs des Coupes et autres Olympiades…), le MPL a acquis un nouveau développement et a assumé, ça et là, toutes les luttes et revendications. Dans les réseaux sociaux, les assemblées et les actions, les frontières du MPL se sont

35. Prenons comme exemple un document de Juillet 2013 du Bloque de Luchas (principalement Rio Grande do Sul) reprenant ses principales revendications : « 1. Passe Livre, cap vers le transport 100% public ».
a. Mise en œuvre immédiates du « Passe Livre » pour les étudiants, les pensionnés et les chômeurs.
b. Ouverture immédiate des comptes des entreprises de bus.
c. Meilleures conditions de travail pour ceux qui travaillent dans les autobus !
Comme on le constate, des revendications syndicales immédiates et limitées au champ légal réaffirmant la propriété privée (le contrôle des comptes ou contrôle ouvrier, ainsi que l'ouverture des comptes des bourgeois sont toujours une ratification de la propriété privée « légitime » face à la corruption, des profits « normaux » face aux profits « excessifs ») fixant comme horizon (totalement bourgeois) l'étatisation. Ce type de revendications, au moment où le prolétariat est occupé à imposer un rapport de force contre le capital, est évidement limitatif tant du point de vue historique (ce qui est évident parce que le prolétariat ne lutte pas pour étatiser mais bien contre l'État) que du point de vue immédiat (pourquoi limiter la revendication à une catégorie de prolétaires alors que c'est le drapeau du « Passe Livre » et du Tarif 0 qui est brandi, et l'est toujours ? Pourquoi le limiter au champ de la légalité bourgeoise ?) et il est normal que, dans beaucoup d'endroits, des prolétaires aient crié au sabotage du mouvement lui-même.

étendues et partout il y a eu des actions radicales liées aux « autres luttes » qui s'assumaient en tant que MPL. A partir de ce moment, le mouvement étend également ses signatures, ses propres dénominations et l'on parle d'organisation révolutionnaire de toutes les luttes, **d'unifier toutes les luttes** jusqu'à ce que la fraction qui n'est pas précisément la plus radicale, consolide ce qui se nommera par la suite dans certains États le *Bloque de Luchas* (« Bloc de luttes »). En effet, en généralisant, coordonnant et radicalisant le mouvement par l'impulsion conséquente de minorités prolétariennes actives et révolutionnaires, on ne pouvait éviter que soit présent également dans cette généralisation les immanquables agents du pouvoir qui limitent le mouvement à une question de « privatisation », de « néolibéralisme »…, cherchant à détourner la rage et les besoins du prolétariat et le pousser à « lutter » pour l'utopie réactionnaire consistant à « améliorer » et à « humaniser » le capitalisme.

En réalité, comme nous l'avons déjà vu dans le cas de Salvador au début du mouvement et comme ce qui s'est passé à Rio grande do Sul dans les années qui ont suivi, l'associationnisme n'a pas eu de frontières du point de vue de ses causes. Dans la mesure où le mouvement de lutte contre le prix du transport s'est radicalisé et a lutté pour le « passe livre », contre la répression et s'opposa aux syndicats et partis politiques de l'Etat, il a aussi assumé la lutte contre les expulsions dans les favelas, celles pour les victimes des travaux de préparation de la Coupe et des Olympiades, mais aussi celles pour la terre, pour l'eau, contre l'exploitation minière, les contaminations, les agrotoxiques… C'est en cela que se trouve la clé de la généralisation ; les causes pour dire NON et s'opposer à l'Etat et le capital sont infinies, raison pour laquelle l'associationnisme n'eut, ni ne put avoir de frontières « causales ». La véritable frontière était de classe et se trouvait entre ces indispensables protestations prolétariennes qui se généralisait d'un côté et le pouvoir de l'Etat et ses agents en mouvement de l'autre.

De plus, dans la lutte pour la généralisation contre l'ennemi commun se concentre la revanche de beaucoup de luttes partielles perdues ou abandonnées à cause d'un rapport de force défavorable, à cause de la même bestialité de la terreur d'Etat qui profite de cet isolement. Dans chacune de ces luttes, dans chaque secteur, dans chaque ville… le prolétariat a senti qu'il ne pouvait pas gagner si la lutte n'était pas plus générale, dans chacune d'elles, on avait « perdu » (le délogement, les coups reçus, l'augmentation imposée malgré la bagarre…) et, même si dans certaines de ces luttes on était arrivé à casser l'une ou l'autre politique ponctuelle, la vie était toujours plus catastrophique. C'est pour cela que lorsque le mouvement pour le « passe livre » s'est généralisé, pas mal de vieilles frustrations l'ont rejoint mais aussi des forces qui luttaient contre le même ennemi et qui débordaient non seulement les vieux partis et syndicats mais aussi les « organisateurs » et bureaucrates qui se prétendaient les représentants du mouvement.

Durant ces mêmes journées, les protestations se sont intensifiées dans la capitale du Brésil et le prolétariat a quasi ruiné la Coupe des Confédérations, événement cher au capital et à l'Etat. Dans le stade Garrincha, la rage c'est aussi exprimée et ni la FIFA, ni la présidente elle-même ne purent mettre fin aux insultes, à la dénonciation, aux huées qui ont fait le tour du monde. Depuis ce jour là, jusqu'à la fin du championnat, chaque match a été une bataille généralisée dans des villes chaque fois plus militarisées et le si spectaculaire football est devenu la cible de toutes les protestations sociales de la population. Il ne jouait plus son rôle de cirque et le pouvoir tremblait devant chaque match parce c'était une occasion de plus d'exprimer toute la rage prolétarienne accumulée.



Reprenons le développement du MPL depuis le début. Depuis l'occupation des rues à Florianópolis durant des semaines, jusqu'aux premières tentatives de généralisation au niveau national, ces structures de base (Plénière Nationale de Porto Alegre en janvier 2005) insistent sur le fait que le « Movimiento por el Passe Livre » n'est pas une organisation déterminée mais le mouvement même de lutte pour la gratuité du transport : « *nous n'avons pas de président, de dirigeants, de chefs ou secrétaires, nous avons tous la même voix et pouvoir dans nos espaces* ».

C'est ce qui dérange le plus le pouvoir, comme nous le confie la presse bourgeoise elle-même et les forces répressives : « *La police aussi se voit surprise et contrariée par ce type de mouvement. Un rapport du service secret de la Police Militaire, commenté par les médias signale que « l'inexistence de dirigeants est considérée comme le pire des cauchemars pour la police parce qu'elle ne trouve pas d'objectifs clairs* » (Folha de São Paulo, 16 juin 2013)

Dans les révoltes des « catracas » à Florianópolis, il y a également eu cette contradiction entre le mouvement de résistance aux augmentations des tarifs, pour le « passe livre » et ceux qui s'en

autoproclamaient les représentants. La première révolte des « catracas » qui eut lieu du 28 juin au 8 juillet 2004, a eu comme caractéristique, comme son nom l'indique, le fait de sauter au dessus des « catracas » ou, plus simplement, par la généralisation du bris des tourniquets à coups de pied (qui se transformera en emblème du *Movimiento por el Passe Livre*), jusqu'à la généralisation d'actions directes, de blocages et de manifestations. Aux heures de pointe, les manifestants ont bloqué les ponts qui relient l'île à la partie continentale, rendant totalement impossible d'accéder à la plus importante voie d'accès reliant les autres quartiers et municipalités de la « Gran Florianópolis », ce qui constitua le couronnement d'un large ensemble d'actions directes contre le paiement de l'autobus durant les jours antérieurs. A Florianópolis, étant donné que le tourniquet se trouve à l'avant, on imposait par la force (pression contre le conducteur ou rupture du tourniquet) l'ouverture de la porte à l'arrière pour ne pas payer le trajet. Les blocages sont devenus tellement effectifs et généraux que le « *Systema Integrado de Transporte* » que le pouvoir avait tant défendu, resta bancal et que l'Etat renonça sur toute la ligne aux mesures d'augmentation du ticket qu'il avait décrétées.

Durant la seconde révolte des « catracas » en 2005, la contradiction entre le mouvement et les partis, les syndicats et les supposés représentants du mouvement est encore plus claire.

Le pouvoir coopte en tant que représentants ceux qui défendent ses intérêts ; le fonctionnement même de la représentation démocratique crée l'illusion que ces agents du pouvoir sont les représentants du mouvement.

Avant même que le mouvement ne débute, les militants conséquents et les agitateurs du mouvement pour le « passe livre » dénonçaient le fait que tous les candidats à la Préfecture prétendaient prendre en marche un train qui en réalité les mettait en cause. En effet, aux élections de 2004, tous s'étaient emparés d'un petit drapeau du grand mouvement de cette année-là, comme la fameuse ouverture des caisses noires des compagnies de transport (il s'agit bien évidement de revendications de simple contrôle ouvrier de la gestion, c'est-à-dire bourgeoises !). Alors que les candidats de tous les partis, les syndicats, le Préfet et l'opposition annoncèrent que le mouvement avait triomphé et que l'on adopterait l'une ou l'autre petite réforme, le mouvement pour le « passe livre » s'avéra imparable. Cette fois la répression de la police militaire contre le mouvement d'action directe et de rupture des tourniquets fut encore plus violente, tentant de paralyser ce dernier par la terreur pour compléter l'action des réformistes. Mais rien n'y fit, la révolte se radicalisa et les manifestants (plus personne ne parle de bons et compréhensifs « étudiants » mais de « masses en furie ») prirent le centre de la ville, jetèrent des pierres sur le siège de la COTISA (Companhia Operadora de Terminais de Integração SA), attaquèrent les sièges bancaires, les grands commerces et incendièrent la Chambre des Conseillers municipaux. Une fois de plus, l'ensemble du pouvoir a dû s'aplatir et annuler l'augmentation des tarifs qu'il avait imposée ! La presse de Florianópolis commente : « *cette seconde grande révolte a réuni beaucoup plus de monde et bon nombre de segments de la population et a également obtenu que le tarif revienne à son prix antérieur* », même si à cause de la violence, il y eut plusieurs membres du MPL qui se sont retrouvés inculpés avec quelques procès sur le dos.

Depuis, et jusqu'en 2013, dans tous les mouvements contre les augmentations de tarif qui se répétèrent, le mouvement s'affirma dans l'action directe et dénonça expressément ceux qui se prétendaient ses représentants.

Voilà pourquoi il était tellement caricatural de voir divers personnages, au plus haut de la vague du mouvement de 2013, s'attribuer la représentation du MPL ainsi que le droit de dialoguer ouvertement avec l'Etat central brésilien (répondant de la sorte à l'appel de Dilma Roussef elle-même). Plus qu'une nomination de représentants, il s'agissait une fois de plus, comme cela s'était passé dans toute l'histoire du MPL, de fabrication et de cooptation d'agents pour arrêter le mouvement.

Il fallait s'attendre à ce qui allait se passer ensuite, comme cela s'était passé ailleurs : les supposés représentants appelèrent à arrêter le mouvement, à abandonner les rues, ils proclamèrent qu'il fallait passer à des formes différentes de protestation, qu'il ne fallait pas attaquer les partis politiques et, comme tout pouvoir, ils répétèrent le discours répressif contre les minorités actives du MPL en les traitant de « vandales ». Ce type de fonctionnement est quasi-invariant : le pouvoir coopte en tant que représentants ceux qui défendent ses intérêts ; le fonctionnement même de la représentation démocratique crée l'illusion que ces agents du pouvoir sont les représentants du mouvement.

De plus, Dilma Roussef donna l'ordre, à tous les niveaux de l'Etat, de caresser le mouvement dans le sens du poil et annonça le « dialogue » avec les « *jeunes manifestants qui enrichissent notre démocratie* », ce qu'elle cherche, c'est coopter pour diviser et paralyser. Depuis le début, les représentants du MPL autoproclamés et/ou cooptés parlent parfaitement la même langue que le pouvoir et fonctionnent en tant que liquidateurs

ouverts du mouvement. Cela s'est fait de façon si effrontée et ouverte que de partout on dénonce, notamment via les réseaux sociaux, les soi-disant représentants comme des « manipulateurs », des « traîtres», de « véritables infiltrés » dans le mouvement, comme cela s'était passé auparavant dans bon nombre d'autres villes du Brésil. C'est le cas de la dénonciation menée dans les matériaux de *Revolução Universal* que nous présentons dans la présente revue. Cela nous semble une saine réaction prolétarienne que nous comprenons et saluons avec affection même si cela ne nous semble pas correct de l'étendre à tout le MPL, à ses expressions à travers tout le Brésil, depuis son début historique et encore moins selon l'interprétation formelle qui considérerait tout militant du MPL comme un « infiltré ».

De plus, cette tendance concrète à liquider le MPL en tant que mouvement de lutte et sa transformation en frein du prolétariat, tendance que certains de ses dirigeants [36] ont toujours exprimée, a été renforcée par des faits concrets. A la suite de la marche du 20 juin à Sao Paulo à laquelle participèrent plus de 100.000 manifestants, certains individus ouvertement liés aux partis politiques de la bourgeoisie et au pouvoir d'Etat, déclarent à la presse au nom du MPL que ce « *mouvement a décidé de suspendre la tenue des mobilisations* » en justifiant cette mesure par le fait que « *la lutte contre l'augmentation des tickets a déjà atteint ses objectifs* ». C'est partir de ce moment là que le MPL apparaît fondamentalement à Sao Paulo comme une véritable force de contention du mouvement, en collaborant et en relayant les discours étatiques contre ceux qui persistaient dans la lutte, qualifiant les minorités actives de « vandales », tout comme le font la police et toutes les autres forces politiques et idéologiques. Des personnages comme Lucas Monteiro, Rafael Siqueira et d'autres vont même plus loin en dénonçant certains aspects les plus forts du mouvement, à savoir la dénonciation et la lutte contre les partis politiques gouvernementaux (PT et PSDB, *Parti de la Social-démocratie Brésilienne*), l'incendie de drapeaux et pancartes de ces derniers. Ces individus expliqueront à la télévision officielle que « *le MPL est sans-parti mais pas anti-parti* » et on parlera du fait que cela fait le « jeu de la droite », ce qui bien entendu suscite la sympathie de l'Etat et de toute la contre-révolution. Depuis le début, le pouvoir agite le spectre de la droite et du fascisme comme les instigateurs du mouvement !

La contradiction entre d'une part ces appels du MPL à la lutte, dans la rue, à l'action directe et d'autre part la reddition et la collaboration policière de ces « représentants officiels », qui eux sont omniprésents à la télévision, amène les médias à parler d'une « nouvelle génération de dirigeants du MPL » ! Voilà, par exemple, la biographie politique officielle qui apparait sur internet de Matheus Nordon Preis : *Il est étudiant de Sciences Sociales de l'USP (Université de Sao Paulo) et membre de la seconde génération du MPL. Négociateur récurrent du MPL de concert avec la Police militaire, il collabora, dans les récentes protestations, en tenant informée la Police Militaire de Sao Paulo des trajets que celles-ci prenaient. Le 24 juin 2013, il fut l'un des membres du MPL reçu par la présidente Dilma Roussef au Palais de Planalto à Brasilia (DF) »*. Comme on peut le constater, on ne cache même pas le rôle de flic pleinement assumé par ce type d'agent du pouvoir ! Rien de plus normal que dans bon nombre d'endroits, le prolétariat en lutte identifiera ces expressions du MPL comme des infiltrés et des agents de l'Etat.

3.2 Syndicalisme, partis politiques et rupture révolutionnaire

Cette tactique consistant à se mettre à l'avant d'un mouvement en simulant en avoir la direction fut la ligne générale adoptée par les partis et syndicats du pouvoir, ainsi que par tous les donneurs de leçons. Depuis le début, les syndicats et les partis au pouvoir font circuler des appels convergents.

- à leurs propres bases pour se joindre au mouvement afin de le « politiser », en réalité pour le contrôler ;

- à dénigrer le mouvement parce qu'apolitique, l'accusant de servir la droite ;

- à disqualifier le mouvement en disant qu'il n'est pas suffisamment prolétarien parce que les syndicats et les travailleurs n'ont pas été en grève.

Dans chacune de ces affirmations, répétées jusqu'à épuisement par les forces de la bourgeoisie, on trouve un axe de liquidation stratégique de l'autonomie du prolétariat et l'objectif est le même : le politiser veut dire le contrôler, ne pas « servir la droite » veut dire le soumettre à la politicaillerie bourgeoise, le rendre « plus prolétarien » veut dire le sortir de la rue, faire l'apologie du travail, le soumettre au syndicalisme et à ses grèves symboliques.

Il s'agit d'empêcher que le mouvement s'assume comme tel et se radicalise. Il s'agit dès le début de discipliner et d'organiser ses propres bases, de le rappeler à l'ordre pour qu'elles le contrôle et de la mise au pas du mouvement. Le politiser c'est exactement cela : un appel à donner la priorité aux structures idéologiques syndicales et de partis face à l'associationnisme basé sur les besoins sociaux.

C'est pour cela qu'on introduit toute cette tactique d'opposition entre la droite et la gauche, entre le néolibéralisme et les autres, entre la social-démocratie et les staliniens ou n'importe quelle autre idéologie contre-révolutionnaire, face à un mouvement qui en général est bien plus loin, qui a déjà compris que la droite et la gauche, c'est la même merde et qui était occupé à se battre dans la rue contre tout l'éventail politique et à se réaffirmer en même temps comme mouvement social *contre toute la politique de tous les partis*.

36. Nous nous référons à des individus tel que : Lucas Monteiro, Rafael Siqueira, Mayara Vivian, Jaqueline Toledo, Matheus Preis..

L'OBJECTIF EST LE MÊME : LE POLITISER VEUT DIRE LE CONTRÔLER, NE PAS « SERVIR LA DROITE » VEUT DIRE LE SOUMETTRE À LA POLITICAILLERIE BOURGEOISE, LE RENDRE « PLUS PROLÉTARIEN » VEUT DIRE LE SORTIR DE LA RUE, FAIRE L'APOLOGIE DU TRAVAIL, LE SOUMETTRE AU SYNDICALISME ET À SES GRÈVES SYMBOLIQUES.

En réalité, la bourgeoisie est assez consternée par ce manque de « politisation » : « *Le problème –pour ceux qui choisissent la voie électorale- est que la majeure partie des activistes qui occupent les rues des capitales et des villes de taille moyenne du pays, répudient cette forme de capital politique. Ensuite, porter des drapeaux rouges ou jaunes, associés à un sigle électoral est aujourd'hui une activité mal vue. Face à cet univers d'attitudes politiques, l'attaque des symboles des pouvoirs constitués, qu'ils soient étatiques ou privés, est quasi inévitable. L'avancée de ce mouvement peut inaugurer une autre manière de faire de la politique dans le pays* »[37].

Le point nodal de cette tactique de politisation est évidemment sa négation du prolétariat en tant que classe qui se défend dans la rue, à qui l'on oppose un prolétariat idyllique (pour la bourgeoisie) : le travailleur. Nous ne pouvons oublier une composante idéologique particulière à tous les partis gouvernementaux qui sont arrivés au pouvoir, consistant en l'apologie du travail et du travailleur syndicalisé. Le Parti du travail et de la Social-démocratie, au Brésil comme partout ailleurs, ont toujours convergé dans l'apologie du travail !

Le prolétariat en lutte remet justement tout cela en cause! C'est inacceptable pour les partis au pouvoir qui mobilisent leurs troupes pour montrer que leur base, « les travailleurs », sont également présents. Quand les syndicats appellent à un jour « National de Grève et de Protestation », c'est une caricature de lutte pour courir derrière le mouvement et tenter de l'arrêter. C'est contre cela que le mouvement s'est forgé et s'est organisé, tentant de leur opposer de véritables associations de prolétaires organisés en-dehors et contre les appareils d'État.

Comme le dit un tract signé EMANCIPACIÓN PROLETARIA : « *Durant la journée Nationale de Grève et de Protestation convoquée le 11 juillet, les syndicats et les partis qui nous contrôlent, agissent comme une sorte de valve de sécurité pour éviter que ne soit pulvérisée une réalité sociale qui est aujourd'hui une véritable casserole à pression prête à exploser. Rien ne fonctionne dans cette société et ce n'est pas avec un seul jour de protestation que ça va changer. Les syndicats ont pour objectif de nous présenter ces protestations, fausse opposition au système, comme une véritable réponse à la situation actuelle. Mais tout ce qui pourrait ressembler à une véritable grève viendra uniquement des travailleurs qui refusent de suivre le troupeau syndical* (voir encadré).

Vu de l'extérieur du Brésil, ce que nous décrivons dans ce chapitre semble exagéré et certains camarades qui ont lu le brouillon de cet article pensent que cette description est exagérée, qu'il est exagéré d'affirmer comme nous le faisons que, face à un tel mouvement social, les partis et syndicats de gauche continuent à nier que le prolétariat est dans la rue, qu'ils espèrent arrêter le mouvement en lançant une « grève ouvrière », qu'ils prétendent que « le mouvement fait le jeu de la droite » et espèrent ainsi le liquider... C'est pourtant leurs positions, que nous illustrerons dans la suite.

Pour que soit encore plus claires nos affirmations, nous citerons maintenant une figure importante de la gauche bourgeoise, un dirigeant du MST dit du Mouvement Sans Terre, lié au pouvoir et qui explicite tant les bases théoriques de ce qui est critiqué ici que le programme contre-révolutionnaire et liquidationiste que nous dénonçons comme stratégie des partis et syndicats de la gauche. Il s'agit des réponses à un reportage que donne Joao Pedro Stédile « *membre de la directive du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre* ».

Le titre même de l'article démontre son caractère liquidationiste du contenu du mouvement : « *Les Indignés du Brésil, il est l'heure pour le gouvernement de s'allier avec le peuple : MST* ». C'est tout un programme contre-révolutionnaire que de réduire le mouvement aux « indignés », véritable camisole de force contre tous les mouvements[38] et appeler le mouvement à s'allier

Extraits d'un tract diffusé le 10 juillet à propos de l'appel syndical à la grève générale et signé par Emancipaçao prolétaria

RUPTURE RÉVOLUTIONNAIRE AVEC LA GRÈVE SYNDICALE ORGANISONS-NOUS EN DEHORS ET CONTRE TOUS LES PATRONS, LEURS GOUVERNEMENTS ET LEURS APPAREILS

... partout dans le monde, les événements de ces dernières années, montrent que les personnes luttent non pour ce qu'elles savent mais

37. Bruno Lima Rocha dans Barómetro – 20 juin 2013.
38. Différents groupes révolutionnaires et internationalistes (dont le Groupe Communiste Internationaliste) ont affirmé cette position clé : il s'agit de réduire le mouvement de protestation sociale aux « indignés » qui était anticipativement un véritable cadre castrateur (démocratique, citoyen, pacifiste,...) qui avait été préparé à l'avance par l'Etat et ses médias pour liquider la protestation, le contenu prolétarien et anticapitaliste de celle-ci.

pour ce qu'elles ont besoin. C'est dans la lutte même et non dans la presse, la télévision ou à l'école que la majorité apprend quels sont ses intérêts et ses véritables amis… Le rejet des partis électoraux, des syndicats et des autres instruments du capital, ne doit pas se transformer en un rejet de notre part de toute organisation collective. Ce serait un terrible triomphe du capital. Nous devons nous unir et lutter unis contre le capitalisme, rompre avec tous les appareils bourgeois, patronaux, étatiques et sortir de l'individualisme, du confort individuel ou des intérêts mesquins et sans perspective. Il n'y a pas d'issue individuelle ou par petits groupes. Il est nécessaire d'unifier davantage sur base de nos drapeaux et non de ceux de nos ennemis… Les réclamations sont seulement le symptôme, la maladie c'est le capitalisme, qui les fait apparaître ou réapparaître. Tant qu'il existera, nous ne serons jamais en sécurité. C'est pourquoi notre véritable objectif doit être, en continuité avec toutes les luttes des travailleurs du passé, d'abolir le capitalisme et d'ériger sur ses ruines une société sans classes, sans Etat, sans patrons, sans concurrence, sans surconsommation, sans crime, sans corruption, sans misère, sans oppression. En dernière instance, une véritable communauté humaine, comme celle qui exista des centaines de milliers d'années avant le surgissement des classes sociales. A ces sociétés, certains donnent le nom de socialisme, d'autres de communisme, d'autres encore d'anarchie. Peu importe l'enseigne. L'ennemi s'efforce de falsifier et affaiblir ces noms et idéaux, qu'il craint mortellement, en les associant à des situations historiques qui n'ont rien à voir avec leur réelle signification. Mais nous n'avons d'autre issue que de lutter pour cela, et encore plus en ces temps de crise environnementale mondiale, de crise économique générale qui pousse à la misère jusqu'aux travailleurs des pays riches et aggrave la pauvreté et l'endettement partout, en ces temps où le capital prépare des guerres et des catastrophes prolongées et destructives.

Mais, pour cela, nous avons besoin de développer des associations prolétariennes libres et indépendantes ; consolider et renforcer les liens organisatifs que nous avons petit à petit créés, cristalliser et multiplier les différents niveaux d'organisation exigés par la lutte, assumer l'organisation des différentes tâches exigées par la bête capitaliste, ci-inclus l'organisation de l'autodéfense contre la répression. Il ne faut jamais faire confiance à la légalité ou agir de manière imprudemment ouverte, et particulièrement à l'ère… d'Internet et quand les rues sont super surveillées. Sans cela nous n'arriverons à rien…

ORGANISONS NOUS EN-DEHORS ET CONTRE LES PATRONS, LEURS GOUVERNEMENTS ET LEURS APPAREILS ! RENFORÇONS L'UNITÉ DE TOUS LES PROLÉTAIRES SUR BASE DE L'ORGANISATION, LA COORDINATION , EN NOUS FOCALISANT SUR LA LUTTE INTERNATIONALE CONTRE LE CAPITAL !

avec son ennemi le plus visible, l'Etat et en particulier le gouvernement.

Le sous-titre de l'article rend encore plus explicite qu'il s'agit bien de défendre l'Etat et le gouvernement : « *La droite cherche à user le gouvernement de Rousseff* »

Ensuite, monsieur Stedile reproduit la thèse dominante : « *C'est vrai ; la classe laborieuse n'est pas encore dans les rues. Ceux qui sont dans la rue sont les fils de la classe moyenne* (sic), *ceux de la classe moyenne basse et aussi quelques jeunes de ceux que André Singer appellerait sous-prolétariat* (sic), *qui étudient et travaillent dans le secteur des services, qui ont vu des améliorations des conditions de consommation mais qui en plus veulent être entendu. Ces derniers sont apparus dans certaines capitales d'Etats et dans les périphéries… La réduction de tarif du transport public intéressait tout le peuple et c'est ce qui fut la réussite du « Movimiento Passe Livre » qui a su convoquer des mobilisations au nom des intérêts les plus généraux. Et le peuple a soutenu ces manifestations et cela s'exprime dans l'indice de popularité des jeunes surtout quand ils ont été réprimés. La classe laborieuse* (sic) *tarde à bouger mais quand elle le fait, elle affecte directement le capital, ce qui n'est pas encore arrivé. Je crois que les organisations qui font les intermédiaires avec la classe laborieuse n'ont pas encore pris la mesure du moment et ils ont un comportement timide. Mais la classe, en tant que classe, je pense qu'elle est disposée à lutter. Rendons-nous compte que les grèves pour des questions de revendications salariales ont déjà récupéré le niveau de celles des années 80. Je comprends qu'il s'agit d'une question de temps pour que les délégués de la classe laborieuse ciblent les drapeaux qui la fasse bouger. Ces derniers jours, on perçoit que dans certaines villes moyennes et en périphérie des grandes, il commence déjà a y avoir des manifestations avec des drapeaux de revendications bien formalisées* (sic). *Ceci est très important.* »

Concrètement, il soutient que :

- le prolétariat (même s'il l'appelle « classe laborieuse) n'a pas encore commencé à bouger, il n'est pas encore dans la rue.

- que la mobilisation est le fait de « la classe moyenne » et du « sous-prolétariat », bref, toute une tactique de disqualification du mouvement même (on sait que la classe moyenne est oscillante et que le « sous-prolétariat » n'a pas de programme !)

- c'est pour cette raison qu'on brandit l'utilisation de la mobilisation par la droite et de la nécessité de défendre le gouvernement ;

- il conclut que le mouvement n'a pas de revendications bien formulées et qu'il les aura grâce aux « *organisations qui font les intermédiaires avec la classe laborieuse* », entendons les syndicats et les partis.

Voilà comment monsieur Stedile résume précisément l'action à mener :

« *Premièrement, nous devons avoir conscience de la nature de ces manifestations et nous en aller dans les rues secouer les cœurs et les esprits pour politiser cette jeunesse qui n'a pas d'expérience dans la lutte des classes. Deuxièmement, la classe laborieuse a besoin de se mobiliser, de sortir dans la rue, de se manifester dans les usines, les champs et les constructions, comme le dirait Geraldo Vandré. Poser ses demandes pour résoudre les problèmes concrets de la classe du point de vue politique et économique. Troisièmement, nous avons besoin d'expliquer au peuple qui sont ses principaux ennemis. Et maintenant oui, ce sont les banques, les entreprises transnationales qui se sont approprié nos économies, les latifundistes de l'agro-commerce/ le commerce agroalimentaire et les spéculateurs* ».

C'est clair comme de l'eau de roche ! Nous traduisons. Premièrement, sortir dans la rue pour gagner un mouvement qui leur est passé par-dessus et qui se bat contre eux. Pour cela, il faut « politiser », pour que soit abandonnée la radicalité de la lutte sociale. Deuxièmement, mobiliser les syndicats et les travailleurs soumis pour sortir dans la rue et tenter de s'imposer en tant que direction, transformant les revendications sociales en réformes politiques et économiques[39]. Troisièmement, dévoyer la lutte contre le capitalisme et la transformer en lutte contre les banques, les monopoles, les latifundistes, le néolibéralisme…, c'est-à-dire contre une fraction de la bourgeoisie en particulier, sans attaquer les fondements même du capital.

Cela confirme donc que tout ce bloc idéologique, qui continue à constituer des variantes secondaires de la social-démocratie et en général du parti du travail, agit effrontément contre le mouvement et pour sa récupération totale par les syndicats, les partis et l'Etat.

3.3. Coup de bâton contre la continuité du mouvement.

Il est certain qu'un mouvement d'une telle massivité ne peut pas continuer longtemps tel quel. Il arrive un moment où, malgré l'impressionnant rapport de force que constituent des millions de prolétaires dans la rue qui protestent contre tout ce que fait le capital et l'Etat, si le prolétariat ne passe pas au saut de qualité suivant en imposant son issue révolutionnaire (destruction de la dictature du taux de profit et organisation de la société sur base des besoins humains), ce que de toute évidence quelques minorités commencent à percevoir comme unique solution possible, il est logique que le mouvement décroisse.

Pour faire ce que le pouvoir a tant besoin pour respirer à nouveau et se réaffirmer, il existe toutes sortes de coups de bâtons brutaux tant physiques qu'idéologiques. Du terrorisme ouvert d'Etat, ils sont passés à tous les systèmes idéologiques possibles pour tenter d'arrêter le mouvement. Les discours généreux des membres de l'Etat, les appels à abandonner le mouvement, en provenance de ceux qui disaient le représenter, les appels de l'Eglise et particulièrement la spectacularisation de la venue du Pape, les promesses de réformes et les annonces de plébiscites et réformes constitutionnelles, ont été d'autres coups violents (même si idéologiques) contre le mouvement. Le terrorisme d'Etat à l'égard des prolétaires les plus conséquents ne s'est pas arrêté pour autant, bien au contraire, on a cherché à les isoler pour leur tomber dessus plus violemment. Face aux premiers symptômes de reflux du mouvement, le pouvoir perfectionne et utilise des combinaisons plus subtiles encore à coups de religion, de cirque et d'idéologie, de charité et de drogue contre les pauvres et contre les protestations en général.

Malgré cela, durant les mois qui ont suivi et malgré tous les coups-bas reçus, le mouvement a continué, évidement sans maintenir sa massivité antérieure. Résistances des favelas et luttes contre les industries minières et agrotoxiques, activités conséquentes des minorités qui font des bilans, qui envoient des informations et des mots d'ordre plus clairs et organisent des discussions partout, assemblées massives où l'on discute de tout ou groupes plus réduits qui tirent des leçons, manifestations massives et d'autres plus minoritaires. La violence de la répression et la violence de la résistance prolétarienne sont le quotidien au moment où nous achevons cette publication.

En septembre (et dans une certaine mesure en octobre 2013), il y a eu un autre sursaut de généralisation dans plus de 150 villes. Cela démarra le 7 septembre, jour de l'Indépendance Nationale. Même si la confrontation entre la protestation prolétarienne et ce qui était patriotique était plus un état de fait que réellement conscient, parce que la protestation arborait aussi des petits symboles nationaux, il n'y avait aucun doute sur l'antagonisme de classes

39. Cela ne vaut même pas la peine de continuer à citer in extenso Stedile quant au type de propositions « politiques et économiques » qu'il propose. Comme tous les autres réformistes réactionnaires, ce monsieur considère que pour « résoudre les problèmes concrets » il faut mettre en priorité les « investissements publiques dans la santé, l'éducation, la réforme agraire… », « la réforme fiscale », « la réforme politique »… « le plébiscite »… « la réforme urbaine »… « le contrôle des spéculations immobilières »… « la démocratisation des médias »… des mots, des mots et les sempiternelles promesses de tous les oppresseurs !

entre ceux qui assistaient aux festivités et ceux qui protestaient.

« La grande nouvelle de cette matinée a été que cette année, dans certaines villes, les défilés militaires ont été annulés par peur des manifestations. Dans celles où ils ont eu lieu, la présence du public a été de moindre importance et la durée des défilés a été écourtée. A Brasilia, on estime officiellement que 30.000 personnes ont manifesté et que seulement 5.000 ont assisté aux festivités, selon la police. A Sao Paulo, on voyait de grands vides dans les tribunes et, pour la première fois, dans la loge officielle et parmi les jeunes des écoles qui d'habitude défilent avec les militaires, des pancartes de protestation et des revendications sont apparues »[40].

« A Rio de Janeiro, la parade militaire a vécu un moment de grande tension quand un groupe de manifestants a réussit à l'envahir. A partir de ce moment des scènes dignes de Fellini ont été vécues. Des forces de polices en tous genres ont été appelées pour disperser les manifestants et empêcher qu'ils continuent à se mélanger avec ceux qui défilaient officiellement. Le défilé qui avait lieu dans l'Avenue Getulio Vargas continuait dans une direction tandis que dans la rue parallèle, des centaines de policiers armés munis de leurs boucliers et de leurs masques à gaz défilaient dans l'autre direction en dispersant les gens avec une grande profusion de gaz lacrymogènes qui finirent par blesser un reporter du journal « O Estado de São Paulo », pendant que d'autres qui étaient occupés à relater la scène pour TV Globo annonçaient qu'ils devaient interrompre leur communication parce qu'ils se sentaient en état d'asphyxie. Le contingent de la force de choc courrait en dispersant les manifestants au milieu d'un grand nuage de gaz pendant que sonnaient les sirènes des pompiers qui arrivaient pour secourir les blessés. Les gaz lacrymogènes s'élevaient vers ceux qui assistaient aux défilés militaires depuis les loges et qui commençaient, effrayés, à abandonner le lieu pendant que les corps de l'armée continuaient à défiler en ignorant la confusion qui régnait. En même temps, des voitures de la police militaire emmenaient en détention des jeunes qui s'étaient présentés masqués, chose qui est interdite dans divers villes dont Río de Janeiro. Les voitures de la police se sont vues cernées par les manifestants pendant que, tant bien que mal, ils tentaient d'y faire entrer les détenus qui résistaient. Depuis les prises de vue aériennes, transmises par les hélicoptères de la télévision, les scènes du défilé militaire officiel à côté des policiers courant littéralement derrière les manifestants au milieu de nuages de gaz, donnaient plutôt l'impression de scènes de théâtre de l'absurde éveillant parfois l'hilarité s'il ne s'était agi de moments de rude violence tant policière que de la part de groupes plus extrémistes de la manifestation formés par le collectif anarchiste des Black Blocs. Les manifestations dans plus de 150 villes étaient en cours au même moment, chacune avec ses caractéristiques et ses revendications, certaines minoritaires et d'autres plus massives… »[41].

En dehors de ce moment culminant où la protestation s'est affirmée une fois de plus dans toutes les villes importantes du Brésil, justement au moment où le pouvoir comptait déjà sur « l'essoufflement des protestations », celles-ci persistèrent. Dans les mois qui ont suivi, avec une moindre ampleur mais non moins de force, les prolétaires sont redescendus dans la rue dans bon nombre d'endroits et villes à travers tout le Brésil ! Ceci indique clairement que le

40. Rapport de l'Agence EFE de nouvelles (signé par Antonio Lacerda)
41. Agence EFE, idem.



Même ceci ne fonctionne plus!

prolétariat sait au plus profond de lui-même qu'en dehors de n'importe quelle réforme, annulation d'augmentation de prix du transport, rien d'important n'a été gagné, que tout continue comme avant, que **les raisons fondamentales de la protestation sont toujours en vigueur**, que la lutte entre la révolution et la contre-révolution est dans la rue.

La bourgeoisie aussi a tiré des leçons et des camarades dans différentes villes soulignent que la répression est plus brutale qu'avant mais plus intelligente et sélective. Les flics ne sautent plus sur le premier qui proteste, pour la simple raison qu'ils ne s'en sortent plus en procédant de cette manière, mais ils ont par contre pour ordre impératif de localiser les foyers d'action radicale et de les empêcher d'agir dans les manifestations mêmes. Sur le plus long terme, ils ont entamé un large programme de fichage et d'identification qui a pour objet de menacer, de terroriser, de paralyser les prolétaires les plus décidés et les plus conscients.

Les protestations sociales et plus généralement la critique prolétarienne de la société bourgeoise ont toutes les raisons de continuer, de se radicaliser et surtout d'acquérir plus de profondeur programmatique révolutionnaire. Les manifestations et protestations violentes continuent à se reproduire « en divers endroits » au moment ou nous clôturons ce numéro. Quels que soient les coups physiques et idéologiques qu'encaisse le prolétariat, il continuera la bagarre et ce n'est pas une option parmi d'autres, c'est la seule que lui laisse la catastrophe de la formation sociale bourgeoise, le capitalisme.

3.4. Forces et faiblesses du prolétariat au Brésil

Les forces et les faiblesses de cette grande lutte du prolétariat au Brésil sont évidement les mêmes que celles de toutes les grandes révoltes du prolétariat dans la phase actuelle : une énorme capacité à refuser tout ce que le capital et l'Etat lui impose et une incapacité à transformer cela en force destructrice de la société actuelle, à transformer en force organisatrice de la société future. C'est le même mouvement qui éclate ici et ensuite là-bas mais ce n'est que récemment qu'il commence à se reconnaître comme tel : le prolétariat au Brésil en explicitant l'identité de son mouvement avec celui de Turquie est occupé à pousser en ce sens et donne une **direction** exemplaire aux luttes prolétariennes dans tous les pays.

Dans tout ce texte, nous avons tenté de tracer les lignes de force de cet extraordinaire mouvement du prolétariat au Brésil, affirmant son contenu réel de classe et sa profondeur révolutionnaire. Il est vrai que nous ne nous sommes pas arrêtés beaucoup sur les faiblesses les plus importantes du mouvement même exprimées dans les idéologies patriotiques (triste spectacle que celui des petits drapeaux brésiliens qui proclament « ordre et progrès » du capital ! Ainsi que l'hymne national entonné par des milliers de personnes !), religieuses, des droites, des gauches…, qui limitent tout le mouvement aux idées dominantes, parce que nous l'avons fait tant d'autres fois en analysant des mouvements similaires et nous ne croyons pas qu'au Brésil il y ait des choses fort différentes en cette matière.

Nous voulons cependant mentionner le caractère exceptionnel en ce qui concerne l'histoire même du prolétariat de ce pays : c'est la première fois que s'y produit un mouvement de classe aussi général et profond. De part le gigantisme même du prolétariat au Brésil et son importance relative, continentale et internationale, le mouvement dans ce pays acquiert une **importance régionale et mondiale décisive**.

Dans les grandes luttes prolétariennes du passé qui embrasèrent tout le continent sud américain, le Brésil a toujours été considéré comme « le grand absent » endormi faute d'un mouvement social d'ampleur. Il y eut toutefois des luttes historiques importantes dans ce pays (durant la période 1917-1919 et dans les années 1960) mais même dans les moments culminants de ces luttes, le poids social des prolétaires et « militants sociaux »[42] en lutte ouverte était bien moindre que dans des pays tels que la Bolivie, le Pérou, l'Argentine, l'Uruguay, le Chili… où il y eut des mouvements sociaux généralisés. Cette grande absence était expliquée par certains comme le « produit d'un manque de culture (qui se mesurait à son tour par l'analphabétisme) », et d'autres part le « poids des religions », explications dans lesquelles on confond les causes avec les conséquences. Par exemple, ne serait-ce pas à cause du manque de mouvement social que les religions et sectes ont un tel poids dans ce pays ? Ou ne serait-ce pas le peu de développement de l'associationnisme en lutte, frein à un développement plus grand des publications des prolétaires, qui aurait été la cause de « l'inculture prolétarienne » ?

Mais au-delà de ces analyses et discussions (entre les brésiliens et les militants et d'autres pays), cela a toujours été considéré comme un fait que, dans les années 60/70, le mouvement autonome du prolétariat combatif a été moins important que dans les autres pays d'Amérique et que les minorités révolutionnaires au Brésil avaient été encore plus en minorité que dans les autres pays. Ce fut peut-être pour cela que le Brésil fonctionnait aussi comme un sous-impérialisme efficace parfaitement capable de réprimer ses propres prolétaires et de se permettre de surcroît le luxe de collaborer ouvertement à la répression des « combattants sociaux »[43] de tous les pays voisins[44].

42. A propos de cette expression « militants sociaux » ou « combattants sociaux », voir plus haut la note 29.

43. Idem.

44. C'est aussi le manque de réponse prolétarienne généralisée aux Etats-Unis qui a conféré à cet Etat son statut de puissance impérialiste.



Face aux mouvements sociaux plus radicaux, l'armée brésilienne dans sa lutte contre le communisme et la subversion a menacé et même planifié l'invasion d'autres pays tel que le petit Uruguay. C'est en ce sens que l'on parle du géant endormi. Voilà pourquoi le réveil soudain et totalement généralisé du prolétariat au Brésil en 2013 a été ressenti partout comme « le réveil du géant ».[45]

Dans ce réveil de révolte au Brésil sont contenus d'autres sentiments qui valent la peine d'être soulignés de par leur contraste brutal avec ce que le prolétariat supporte quotidiennement dans le monde d'oppression et misère qu'est le système marchand.

Face à la question : qu'est-ce que tu as senti dans la lutte et les manifestations ? Voici quelques-unes des réponses des plus jeunes :

- « irrévérence et liberté »
- « joie et enthousiasme »
- « énergie et vie »
- « sagacité et audace »
- « créativité et sourire aux lèvres »[46].

Ces sentiments exprimés par les prolétaires en lutte, qui ne sont possibles que dans la rupture avec l'exploitation et la soumission au quotidien, **enthousiasment et illuminent le monde** : ils appellent à cette même lutte tous les exploités et les opprimés des pays voisins ou plus lointains (comme nous l'avons mis en parallèle avec insistance, cette lutte et celle de Turquie sont un seul mouvement).

Tant le prolétariat que la bourgeoisie savent que c'est bien plus probable que la généralisation de la révolution sociale prolétarienne vienne d'un pays comme le Brésil, à partir duquel elle embraserait de sa flamme tout un continent, que d'un pays beaucoup plus petit. Les exemples de la manière

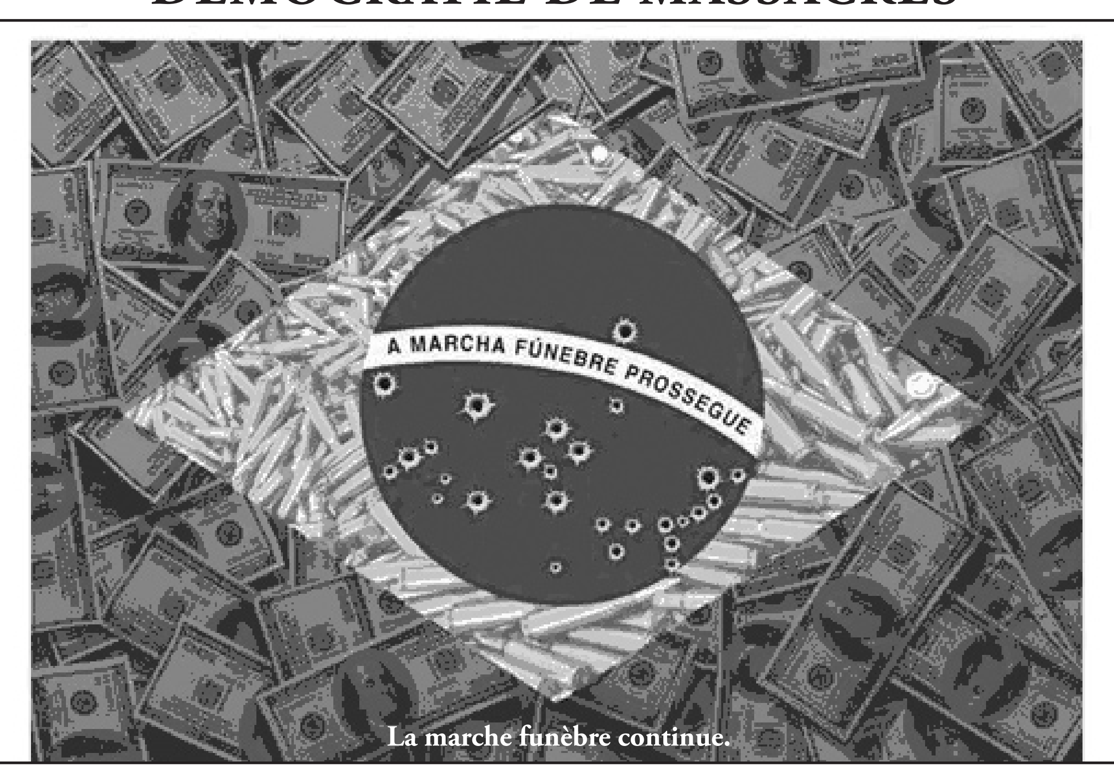
45. L'expression « réveil totalement généralisé du prolétariat au Brésil » n'est pas à prendre au sens strictement quantitatif. Nous ne nous situons pas sur le terrain d'un recensement des secteurs du prolétariat qui seraient diversement engagés dans la lutte, non pas que cette question soit en elle-même totalement dénuée de sens (nous avons nous-mêmes souligné la mobilisation multiforme du prolétariat dans ce mouvement) mais parce que c'est sur ce terrain que l'idéologie de notre ennemi de classe s'emploie à égarer toute analyse et toute perspective, à nous démobiliser (« le prolétariat n'a pas encore bougé, c'est la classe moyenne » etc). Ce qui nous importe, c'est la « totalité qualitative » qui s'affirme ici. Pour nous, fondamentalement, l'affirmation du prolétariat en classe se produit dans la lutte, c'est dans le mouvement même que le prolétariat se définit comme totalité. Dans le mouvement dont nous parlons ici, le prolétariat dit « non » de manière très puissante. Le saut de qualité que pourrait effectuer un tel mouvement dans un sens insurrectionnel n'a rien à voir avec une plus grande massivité, en l'occurrence assez exceptionnelle ainsi que nous l'avons déjà souligné, mais dans le sens de sa propre direction politique, dans le sens de la clarification et de l'affirmation de ses propres buts et perspectives, et conséquemment vers l'établissement d'une structure de pouvoir prolétarien. En parlant de ce mouvement comme « totalement généralisé », nous ne perdons pas pour autant de vue que ce saut de qualité, nécessité révolutionnaire, ne bénéficie aujourd'hui d'une visibilité qu'extrêmement minoritaire, parmi les groupes et fractions les plus déterminées du mouvement.

46. Extrait d'un travail réalisé par Ana Paula Carvalho et coordonné par Júlia Ribeiro de Oliveira, « A revolta do Buzu – Salvador (BA) Manifestações dos estudantes secundaristas contra o aumento da tarifa de ônibus », dans lequel est résumé ce qui a été le plus ressenti par les manifestants de l'enseignement secondaire durant ces jours.

avec laquelle la bourgeoisie a senti cette terreur abondent. Du côté du prolétariat, la manifestation plus importante du sentiment internationaliste du prolétariat s'est exprimée dans les démonstrations de sympathie et les nouvelles d'action organique concordante -qui ne peut se réduire à une simple coïncidence dans le temps- qui sont arrivées de Turquie mais aussi le fait que dans d'autres pays de la région sud-américaine, les gens sont sortis dans la rue. Durant les jours culminants de la lutte, dans différentes villes du Paraguay, le prolétariat a manifesté contre sa propre bourgeoisie et son propre Etat en explicitant en même temps que son mouvement était LE MÊME que celui qui se produisait au Brésil. Mais il y eu bien plus comme le souligne les camarades de *Révolution Universelle,* « *les protestations et rébellions qui commencèrent en juin, allument le feu de la lutte dans d'autres endroits : la lutte est arrivée au Paraguay, en Colombie et touche aujourd'hui le Chili et le Pérou* ». Il suffit de regarder une carte d'Amérique du sud pour voir que le Brésil est une clef de la généralisation de la lutte au continent. Il n'est pas étonnant que la flamme de la révolte du prolétariat brésilien, tant attendu ailleurs, ait illuminé et radicalisé les révoltes qui se produisaient déjà ailleurs. C'est ainsi que se préparent les futures révoltes prolétariennes du continent et de la planète entière. Sans le géant, il était impossible que, par exemple, le prolétariat se soulève en même temps en Colombie et au Chili, maintenant il est clair que **c'est possible** et que le prolétariat au Brésil occupera une place centrale pour rendre possible et participer à la généralisation continentale et planétaire.

Le problème de la généralisation ne se trouve déjà plus dans la géographie mais dans le contenu, dans le programme, dans la constitution du prolétariat en classe internationale et l'affirmation d'une véritable force destructive de toute la société capitaliste. Le problème de la généralisation est un problème de théorie et de direction qui rompe avec les idéologies qui agissent en tant que force de contention de la protestation prolétarienne en l'enfermant dans la simple protestation et sa cooptation par l'Etat capitaliste sous la forme de réformes, d'élections, de plébiscites… Aujourd'hui, alors que plus personne ne peut nier l'importance de la protestation en cours en Amérique du Sud et en particulier au Brésil, toute la stratégie du pouvoir est justement l'institutionnalisation de celle-ci.

DEMOCRATIE DE MASSACRES



La marche funèbre continue.

CONSTITUTION "CITOYENNE": 25 ANS POUR QUI?
QUAND VA SE TERMINER LA MILITARISATION?



D'un autre côté, contre cette institutionnalisation, nous sommes de ceux qui crions ouvertement que seule une véritable **révolution sociale radicale** peut solutionner les problèmes posés dans toutes les protestations en cours. Seule la destruction sociale du capitalisme peut arrêter tout court la catastrophe que nous sommes occupés à vivre.

La révolution sociale radicale, la destruction du capitalisme exige beaucoup plus que toutes les protestations du monde. Il faut de la coordination, de la centralisation, l'affirmation de la révolution sociale comme objectif pour que ces protestations, dans lesquelles le prolétariat recommence à se configurer comme classe porteuse de l'antagonisme total au monde capitaliste, se transforment en puissance destructrice des bases mêmes de cette société. Aucune réforme ne peut solutionner les problèmes de fond de l'humanité dans son ensemble ; il est indispensable de détruire les bases mêmes de la société capitaliste !

Concrètement, il faut aller à la racine de ce mode de production universel qu'est le capitalisme et le faire éclater, le détruire, le démolir, l'arracher à la racine. Et la racine du capitalisme c'est l'accumulation du profit, le fait que le contenu, la forme et le mode de production du capital soient dirigés par la dictature du profit du capital. Cette dictature, qui ne tombera pas toute seule, est celle qu'il faut détruire.

Toute la difficulté que rencontre le prolétariat sur cette question est qu'il a la force de questionner, de protester, de faire reculer, de terroriser l'ennemi et de l'acculer à faire mille réformes pour temporiser, mais il n'arrive pas encore à affirmer ce qui est en réalité son unique perspective (l'unique perspective de l'humanité) : **la révolution sociale destructrice de la société bourgeoise.**

Ce n'est pas que les réformes et autres stupidités avec lesquelles on prétend freiner le mouvement, autrement que par la seule force brute, soient convaincantes. Même ça elles n'y arrivent pas. Ce dont il s'agit c'est qu'il reste encore des milliers d'illusions sur le fait qu'on pourrait changer le monde sans révolution, sans imposer un pouvoir contre le pouvoir actuel du profit capitaliste.

Pourtant on sait parfaitement que sans imposition violente, nous n'obtenons jamais rien. Quasiment toutes les véritables protestations sociales prennent les rues par la force justement parce que l'on sait que c'est la seule manière de le faire. Ce dont il s'agit, c'est d'organiser et de centraliser cette force pour qu'elle détruise la dictature universelle de l'argent, du taux de profit du capital qui est celle qui prend toutes les décisions contre l'humanité.

Ce n'est pas non plus une croyance dans la comédie de la démocratie ou les élections qui pourrait changer quelque chose, parce que les prolétaires en lutte savent que la dictature qu'ils supportent dans leur vie de tous les jours (celle qui affame, qui fait souffrir, celle qui contamine l'eau, l'air, la nourriture, la terre…) ne dépend pas d'un gouvernement particulier, d'un régime politique ou autre… Ce dont il s'agit c'est que cette force qui s'exprime dans les rues, dans les ruptures des *catracas*, dans les assemblées, dans les blocages… dirige le monde entier et détruise la dictature de l'argent. C'est ce que les révolutionnaires ont de tout temps appelé la dictature du prolétariat, la dictature révolutionnaire et même la dictature de l'anarchie[47].

En réalité, ce qui manque le plus c'est de faire le pas suivant : le saut de qualité qui fera d'une force qui est capable de dire NON, de résister comme le fait le prolétariat aujourd'hui dans beaucoup d'endroits dans le monde, **devienne une force mondiale d'action révolutionnaire consciente, de DICTATURE DES BESOINS HUMAINS CONTRE LA DICTATURE DU PROFIT DU CAPITAL.**

47. Si le prolétariat a toujours été nié et falsifié, le concept de dictature prolétarienne l'a été bien plus encore en l'assimilant aux dictatures politiques bourgeoises comme celle de Lénine, Staline, Pinochet ou Pol-Pot. En réalité, de tels dictateurs n'ont rien été de plus que des exécutants d'une dictature bien plus grande : la dictature du capital, au même titre que Kennedy, Obama, Mitterrand… La dictature du prolétariat est une dictature sociale justement opposée à la dictature du capital pour sa liquidation historique ; c'est la dictature des besoins humains contre la dictature de l'argent et du marché jusqu'à sa propre abolition.

ANNEXE 1

ÉMEUTES ET AFFRONTEMENTS À LEBLÓN, UN DES QUARTIERS LES PLUS BOURGEOIS DE RIO.

Les manifestants ont monté des barricades en face de la maison du gouverneur de l'État[1].

Voici ce que dit la presse : « *Dans son histoire récente, Leblón, le quartier noble de Rio, n'avait jamais vécu de scènes de guerre comme celles qui eurent lieu la nuit de mercredi, avec des barricades, destruction de bureaux, de banques et de magasins de luxe. Connu pour être le lieu le plus coté par la classe aisée, celui de plus vieille souche, où le mètre carré d'habitation est le plus cher au monde et les restaurants les plus recherchés par les amateurs de gastronomie, Leblón a été pris par un groupe de quelques cent manifestants* ». D'autres informations parlent de milliers.

Pour être réellement représentatif de la bourgeoisie et du pouvoir actuel, des groupes de manifestants décidèrent d'*« escracher »* Sergio Cabral, gouverneur de l'État de Rio de Janeiro, en assiégeant sa maison durant des semaines. Les jours passant, au plus on apprenait sur cet individu répugnant au plus la protestation s'est accentuée se faisant chaque fois plus violente.

En général, cela ne nous plaît pas d'entrer trop dans la corruption de l'un ou l'autre bourgeois, dans la scandaleuse richesse de personnages de cette troupe, ou l'insultante vie dispendieuse d'un homme de pouvoir… nous donnerons une information seulement pour donner une idée de ce qui est dénoncé durant ces « escraches » : le combustible que dépensent les hélicoptères (au service de cet important monsieur, sa famille et ses employés) est de quelques **8.000 litres mensuels** (soit 42.000 reals équivalant à 17.500 dollars!). Bien sûr, cette dépense n'est pas seulement le fait de ce monsieur qui se rend à son supposé « travail » (10 kilomètres de distance en voiture, quotidiennement, c'est trop pour son rang social !)… mais du service complet d'hélicoptères mis au service de sa famille et de sa suite, ce qui représente l'équivalent de ce que consommeraient plus ou moins 300 voitures. Ajoutons que ce montant ne tient pas compte de l'entretien des hélicoptères qui est plus élevé que ce qui est dépensé en combustible. Dénoncé et sous enquête pour de telles dépenses, Sergio Cabral s'est défendu publiquement dans le Red Globo en disant : « *ce n'est aucunement une espièglerie de ma part, je ne suis pas le premier à faire cela au Brésil, d'autres avant moi l'ont fait, je le fais en fonction de la tâche que j'occupe* ».

Durant des jours les « escracheurs » ont mesuré leurs forces au Bataillon de Choc, jusqu'à ce que ceux-ci se jettent sur eux. Suite à cela et sur base des appels lancés via les réseaux sociaux, la bataille s'est généralisée à tout le quartier.

Voilà comment la presse a rendu compte des affrontements : « *des groupes d'encapuchonnés ont commencé à créer la panique dans le quartier en s'en prenant à la police, qui tenta de les disperser avec des gaz lacrymogènes. Ceux-ci arrivèrent jusqu'aux restaurants bondés à ces heures et dont les convives fuyaient effrayés. Les groupes violents qui se répartirent dans les différentes rues de Leblón, commencèrent à lancer des pierres contre les bureaux, les banques et les magasins de luxe ainsi que contre un des bâtiments de la télévision Globo dont la porte fut détruite. Les jeunes arrivèrent à monter des barricades et des feux au milieu de la nuit avec pour résultat cinq policiers blessés. Il était assez surprenant que les voitures qui transitaient à ces heures là par Leblón fassent sonner leur klaxon en signe de soutien aux manifestants pendant que ces derniers brûlaient une poupée à l'effigie du gouverneur et criaient : « Dehors Cabral ! »*.

Cette même presse reconnaît que le contenu même de la lutte s'est étendu de plus en plus clairement à la venue du pape *: Ils mirent également le feu à une des affiches géantes qui annonçaient la Journée Mondiale de la Jeunesse (JMJ) qui se célébrerait la semaine prochaine avec la venue du pape François et exhibèrent des pancartes qui disaient : « **Nous pouvons nous passer du Pape mais pas des hôpitaux** »*.

Cette confrontation radicale entre les besoins humains et l'idéologie du Pape est évidement un moment très fort d'affirmation révolutionnaire du prolétariat.

Dans les journées qui suivirent, en fonction de la venue du Pape, Cabral « *convoqua une réunion d'urgence avec les principales forces politiques et policières de l'État et de la ville de Rio pour faire une évaluation de ce qui s'était passé à Leblón* ».

La presse publie des nouvelles alarmantes : « *Selon ce qu'il ressort des principaux journaux du pays ce jeudi, les altercations de Leblón sont,*

1. Informations extraites d'un article de Juan Arias, El País Espagne du 18/7/2013



Emeutes pres de la maison du gouverneur de Rio. / T. MARCELO (AFP)

en effet, un symptôme de ce qui pourrait arriver avec la venue du pape François. Profitant de sa présence et de celle de près de 6.000 journalistes du monde entier, on s'attend à des manifestations qui tenteraient de rendre plus visibles les protestations qui agitent le pays depuis le début du mois de juin. Aux revendications sociales et politiques pourraient s'en ajouter d'autres contre certaines doctrines de l'Église telle que sa position concernant le mariage de couples du même sexe, l'avortement ou la demande de sacerdoce féminin. A Sao Paulo, pour la première fois, avec pour motif également la visite du pape, un groupe d'athées déclarés, un cas étrange au Brésil, a décidé d'organiser une débaptisation en masse avec une cérémonie qui symbolise qu'ils veulent se libérer des liens du baptême reçu enfants: ils utiliseront des sèches cheveux pour éliminer, disent-ils, « l'eau du baptême ».

Indépendamment des discussions que peut susciter la réalisation de ce type de débaptisation[2], ce que marquent l'ensemble de ces manifestations, c'est que la lutte dans la rue a développé une irréductible confrontation avec toute l'idéologie dominante surtout dans le pays d'Amérique le plus dominé par les différentes sectes religieuses.

La presse internationale rendait compte de la situation de cette manière : **La sécurité du pape François à Rio augmente la tension entre Rome et le Brésil** « *Les mots sont marqués par la douceur du langage diplomatique, mais ce n'est pas pour cela qu'ils ne laissent pas transparaître une tension réelle entre Rome et le Brésil concernant la sécurité du pape François durant sa visite la semaine prochaine à Rio de Janeiro. Le pape argentin arrive à un moment particulier.* ***Le Brésil vit une espèce de révolution sociale*** (en gras dans l'original NDR) *et politique marquée par des manifestations de protestations contre les politiques dans les rues et sur les places*[3] ».

C'est la bourgeoisie internationale même qui souligne la crainte de la révolution sociale et qui la nomme de cette manière ! Il ne faut donc pas s'étonner que le Pape, déjà avant de rendre visite au Brésil annoncera : « *j'appuie les revendications sociales des jeunes* » et qu'il ait dédié la majorité de ses discours à faire les louanges du mouvement (« *faites du grabuge* ») et à donner des leçons critiques de domination de classe à toute la classe politique brésilienne ainsi qu'aux curés et autres idéologues de ce pays et du monde. Lamentablement, le prolétariat n'arrive pas encore à trouver la voie pour transformer tous ces mouvements de lutte et de révolte en réelle révolution sociale et ces tactiques de la classe dominante obtiennent un résultat réel dans le rétablissement de l'oppression.

Malgré cela, les flics et autres appareils répressifs internationaux craignaient le pire : « *Les services brésiliens ont détecté que la présence du premier pape des Amériques en Amérique Latine amènera à nouveau dans la rue des milliers de personnes pour revendiquer des droits sociaux et ils considèrent les manifestations qui sont déjà convoquées par les réseaux sociaux comme 'le plus grand danger pour sa sécurité'* ».

2. Des camarades comparent ces débaptisations massives à la pratique des anabaptistes et également à l'incendie des cartes d'affiliation ou lettres de convocation au service militaire.
3. El País Internacional – 17 juillet 2013

ANNEXE 2

GÉNÉRALISER LES COMBATS ! MORT À LA PAIX SOCIALE !

Extraits de Révolution Universelle – (juin - juillet 2013)[1]

Il est possible de transformer la société ! Les combats actuels au Brésil le prouvent. La bataille brésilienne de la guerre sociale contre le capitalisme mondial explose enfin de manière ouverte et sans déguisement : piquets, blocages, protestations, rues et avenues incendiées, pillage et dernièrement grèves. La lutte des travailleurs pour la liberté contre l'État et le capitalisme est vigoureuse et vit dans chacun de ces épisodes ! Il est nécessaire d'examiner les avancées, les limites et les possibles propositions pour que le mouvement actuel contre l'ordre régnant puisse continuer.

Avant tout, il est important de rappeler :

- La vagues de luttes, révoltes, blocages de route (« piquetes »), a été préparée par des grèves et rébellions qui constituèrent des tentatives de libération des travailleurs par rapport à la dictature capitaliste.
- La terreur policière a été déployée dans tout le pays contre toute opposition, contre les « indésirables sociaux » qui croisent le chemin des bourgeois et de l'État. Depuis 2005 (massacre dans Baxada-Fluminense) et 2006 (mai, juin et août : massacres et couvre-feu à Sao Paulo), la terreur policière a été brutale et généralisée dans les favelas et contre les protestations/occupations. C'est ainsi que depuis 2006, il y eut les incendies dans les favelas, en janvier 2012 le massacre de Pinheirinho et également les couvre-feux imposés par des trafiquants et groupes policiers d'extermination, et/ou ceux imposés par des juges (« couvre-feu contre des mineurs »). La terreur narco-policière imposée est toujours destinée à défendre les intérêts touristiques, commerciaux, immobiliers et portuaires.
- Le démasquage croissant des élections, des partis et de l'État…
- Autre chose encore est le scénario économique mondial commencé en 2007/2008… Au Brésil, la détérioration des conditions de vie est indéniable : inflation, précarisation dans le travail et des pensionnés, augmentation du prix des aliments et en particulier des immeubles et du transport urbain (détonateur des luttes)…
- Et l'on ne peut pas séparer la lutte rebelle des travailleurs au Brésil, de la série mondiale de luttes contre les gouvernements, contre les mesures de misère et d'esclavage imposées aux travailleurs, comme l'on ne peut pas séparer ces luttes des massacres et répressions de ceux qui luttent. France (2006-2007), Grèce (2008 et 2012), Birmanie/Myanmar (2007), Mexique (2007), Cote d'Ivoire (2007), Moyen-Orient (2011),… et ce qui se passe en ce moment en Suède, en Bulgarie, en Turquie, en Égypte. C'est la même bataille contre le même ennemi qui est combattu aujourd'hui au Brésil. Les protestations et les rébellions qui ont commencé le 17/20 juin allument le feu de la lutte en d'autres endroits. La lutte est arrivée au Paraguay, en Colombie et maintenant au Chili et au Pérou. Ce lien qui se produit dans les faits est toujours censuré par les médias.

Il est nécessaire de définir le pour et le contre de cette lutte pour définir que faire :

Pour :

1. Pour la première fois dans toute l'histoire du Brésil, une série de rébellions, protestations, blocages de routes, explosent en même temps et sont le fait des travailleurs eux-mêmes…
2. Le mouvement s'est développé de manière assez spontanée, sans suivre d'ordres détaillés tracés par les vendeurs de la classe laborieuse (tel que les partis et les syndicats…).
3. Les travailleurs mobilisés dans le combat, en répondant aux attaques économiques (prioritairement l'augmentation du coût de la vie, mesures de misère et de sacrifices) et policières du système, redécouvrent les armes que les syndicats, les partis,

1. NDR : Ce document est très important même s'il garde les marques d'une rédaction en plein milieu du combat par des camarades qui affirment les positions révolutionnaires. Souvent, cela peut être difficile de comprendre quand on est en-dehors de la bataille et plus encore pour ceux qui sont en-dehors du Brésil. Nous aurions voulu publier tel quel tout le matériel que ces camarades ont diffusé mais cela nous est impossible et ce, également pour des raisons d'espace. Voilà pourquoi nous publions des extraits. De plus, nous nous sommes vu obligés pour diverses raisons d'opter pour une version plutôt qu'une autre (il faut souligner que les camarades ont rédigé deux versions du même document), de prendre certaines parties d'une version en fonction de sa clarté. Nous avons bien évidement voulu souligner le meilleur et le plus transcendant, internationalement, de ce que les camarades affirment. Nous croyons l'avoir fait le mieux possible et nous prenons nos responsabilités quant aux erreurs que nous pourrions avoir commises dans la sélection et la traduction.

les médias et l'oppressant régime démocratique leur avaient interdites et censurées durant des décennies : blocages, paralysies de grandes (et petites) villes…

4. La rapidité avec laquelle le mouvement a grandi par l'imitation, la force de l'exemple et l'agilité des communications…

Contre :

1. La force du mouvement peut aussi se transformer en faiblesse : l'initiative des travailleurs (dont nombre d'entre eux sont en âge scolaire) se passe d'une manière un peu désorganisée, sans être conduite par des objectifs et des forces révolutionnaires. Sous le prétexte de combattre les partis électoraux, l'organisation dénommée MPL (« Movimiento Passe Livre »), que la presse exalte comme étant l'une de celle qui, « à la tête » de la lutte, fait tout son possible pour empêcher qu'une quelconque force révolutionnaire dirigent les luttes. Le MPL fait cela pour diriger les protestations et les vendre à la police, pour être reconnu par les autorités ou parce que ça leur donne le droit de « négocier » à portes fermées avec elles. Cela leur donne le droit de conclure des négociations avec les gouvernants en passant par-dessus nos têtes tout en disant que c'est « en notre nom ». Pour cela, ils iront jusqu'à ouvrir les protestations aux forces fascistes, conservatrices et patriotiques d'extrême-droite pour calmer les protestations et les rendre inoffensives, telle qu'ils l'ont arrangé avec les autorités en échange d'un espace à la Télévision et pour quelques centimes en moins sur les tarifs des bus. Nombre des dirigeants du MPL ont des relations avec le PT ou sont membres du PSol (Parti Socialisme et liberté). Autrement dit, des partis et des syndicats peuvent être écartés des protestations mais cela n'empêche pas que des groupes sous couverture de « sans parti », restent tenus en laisse par les partis et les syndicats, soient en fait leurs substituts et jouent le même rôle.



Pour une vie sans tourniquets

2. Malgré que l'expansion spontanée du mouvement réponde à une série de mécontentements transformés en action suite à la mise en application de la part de la bourgeoisie de ses mesures de misère et de terreur policière, toute la classe laborieuse ne s'est pas engagée dans la lutte. Les syndicats et les organisations des travailleurs ruraux (dans leur grande majorité dirigés par le PT, par Dilma et par des fractions liées à eux), sous prétexte que les manifestations étaient une « conspiration de la droite contre le gouvernement », ont constitué un cordon sanitaire dans les industries, les lieux de travail, les grands établissements et les espaces ruraux. C'est pour cela que jusqu'à présent, aucune usine ne s'est arrêtée, aucun local de lieu de travail n'a été occupé, aucune grève hors de leur contrôle n'a été réalisée. Le soutien des ouvriers et des travailleurs ruraux est fondamental pour traquer la bourgeoisie…

3. A partir de la troisième semaine de manifestations (21-28 juin), la tactique des ennemis infiltrés dans les protestations a été : a) Empêcher les grandes manifestations en les brisant en petites manifestations, toutes petites et sans lien entre elles dans divers quartiers et villes. Pour ce faire, les syndicats lancent des appels à des « grèves » localisées et à un jour de spectacle théâtral de « grève générale », pour qu'ensuite, plus personne ne lève la tête. b) Chercher à disqualifier socialement les secteurs sociaux les plus avancés qui prennent l'initiative dans les affrontements. La presse, le MPL, les groupes arriérés et patriotiques, les syndicats ont commencés une campagne de diffamation contre ces derniers qu'ils qualifient de « vandales »… Tous ceci, pour empêcher la solidarité entre manifestants, pour les isoler les uns des autres, arrangent les manifestations avec la police en les transformant en défilés inoffensifs et vulnérables dans le genre de celui du 7 septembre qui n'incommodent en rien le pouvoir. Ils encouragent et pratiquent également la délation des manifestants, facilitant le travail de terreur policière contre ceux qui s'opposent au système… Les véritables infiltrés sont les canailles qui crient « non violence », qui livrent les manifestants (principalement de la périphérie, des banlieues), qui préparent les protestations avec les autorités…

4. Une expansion rapide mais désorganisée des manifestations favorise à long terme les objectifs de l'ennemi intérieur du mouvement (MPL, les forces démagogiques et patriotiques) et extérieur (la presse, la police, les partis, les syndicats)… Tous

les gouvernants et les spécialistes en répression de tout le pays (ci-inclus les vétérans de la dictature militaire) sont d'accord et sont conseillés par les services secrets européens, nord-américains et israéliens qui sont assez préoccupés par ce qui se passe actuellement au Brésil.

Propositions :

1. L'unique manière de garantir la continuité du mouvement est qu'il soit transformé et qu'il fortifie et garantisse les contacts et articulations entre les groupes plus avancés qui s'orientent contre l'État, les partis, les syndicats, etc. Le MPL et les patriotes doivent être expulsés des manifestations (ils doivent être attaqués) comme la police, les gouvernants et les responsables de la misère des travailleurs, les mafias des transports et les secteurs commerciaux directement intéressés par l'augmentation du coût de la vie (les banques, les sociétés financières, les compagnies d'électricité et d'eau, les grands grossistes et les réseaux de petite distribution). C'est seulement par une lutte autonome, menée par la classe laborieuse et en son intérêt, appuyée par les contacts/rapprochements entre groupes avancés, qu'il y a un futur. Identifier/combattre/dénoncer/isoler à l'intérieur et à l'extérieur d'internet tout groupe ou force qui veut dépouiller les protestations, qui fait des arrangements avec les autorités sur le trajet de celles-ci, qui empêche que les manifestations arrivent jusqu'au portes des usines, jusqu'aux périphéries –banlieues- ou qui l'enferment ou la détournent vers les intérêts des patrons. Dénoncer les chefs et les candidats chefs qui tentent de vendre les protestations et qui prétendent parler en notre nom et font des arrangements avec le système [suivent divers noms de « représentants » du MPL – NDR]…

2. Les protestations doivent être conduites vers des lieux décisifs : routes importantes, portes d'usines et de raffineries, grands établissements commerciaux et périphéries. En son temps, il faut faire des sabotages de l'économie (blessure ouverte pour la bourgeoisie qui durant les protestations constate que la bourse est tombée plusieurs fois)… La meilleure manière de promouvoir des grèves spontanées (libre de patrons et de syndicats) dans les entreprises c'est de mener les marches jusqu'à leurs portes, d'appeler les travailleurs à arrêter le travail, en leur transmettant de la confiance dans un mouvement dont la force les soutient et qu'ils intensifient dans la mesure où ils y participent… Une fois de plus : jeter des pierres aux manipulateurs qui tentent d'enfermer les protestations pour gagner l'appui des autorités. Le 20 juin, ce sont les vendus du MPL qui ont empêché qu'une colonne de manifestants approche et envahisse le local du *Globo de Sao Paulo*… Dénoncer les ennemis internes/externes des protestations.

Personne ne nous représente ni ne parle ou ne négocie en notre nom !

3. La lutte ne se déroule pas selon les rêves de ses participants mais en conformité avec la réalité dont elle fait partie et contre la violence de l'État, contre les intérêts de celui-ci (toutes les protestations sont violentes, au sens où mêmes celles qui sont pacifiques incommodent aujourd'hui l'État). Opposer à la terreur gouvernementale la violence organisée des travailleurs. Le gouvernement et la bourgeoisie craignent l'augmentation de la force et la violence des protestations…

4. Avant que la lutte ne soit liquidée par le vide que le système veut lui imposer et avant que le MPL ne l'encadre, mettant en avant partis et syndicats sous prétexte de « combattre la droite », il est nécessaire de réunir et de regrouper les éléments et les groupes les plus avancés, capables d'organiser la lutte dans les lieux de travail, de vie et d'étude, capables de maintenir la flamme allumée, capables de lancer des actions de protestation par les réseaux sociaux en appelant à se passer du MPL et d'« Anonymous » et réaliser des actions fréquentes de propagande, des interventions offensives, fortifiant la lutte en tant qu'exemple et incitation qui démoralisent l'État et son système. Il est nécessaire de favoriser l'échange, le dialogue, la discussion entre tous les éléments avancés et combatifs, démontrant l'indépendance vis-à-vis du MPL, des partis, des syndicats, de la droite, d'« Anonymous » et de leurs semblables pour identifier/combattre les ennemis de la classe laborieuse et de la lutte, s'engageant dans la clarification théorique militante entre eux et avec le reste de la classe laborieuse, assumant un agenda révolutionnaire qui vise à outrepasser la société actuelle, centraliser/coordonner les efforts et les secteurs plus avancés (évitant la division/affaiblissement que l'ennemi veut imposer)…

La lutte ne se résume pas au transport, nous voulons tout parce que nous avons un monde à gagner !
Aucun pas en arrière ! Ni partis, ni syndicats, ni droite, ni MPL !
En dehors de la révolution, tout est illusion !
Être patriote c'est être idiot !
Boycott de tout plébiscite du gouvernement !
Lever les drapeaux universels de la classe laborieuse : drapeau rouge et drapeau noir de la révolution mondiale !
Que vivent les flammes de la révolte qui embrasent le monde entier !

Ne laissons pas s'éteindre la flamme de la révolte !

Les travailleurs au Brésil livrent une bataille historique contre le système capitaliste, contre l'Etat. Les patrons et les dirigeants tentent d'éteindre notre lutte en diminuant de quelques centimes les tickets de bus, annonçant le piège du plébiscite pour acheter ceux qui s'opposent au système.

Il est urgent d'étendre la rébellion, en expulsant les infiltrés (partis, syndicats, Ongs, MPL – Mouvement " Passage Libre " – les patriotes et la droite du " Acorda Brasil –réveille toi Brésil ") qui cherchent à favoriser les objectifs bourgeois : appuyer/dénoncer l'une ou l'autre politique, mendier de nouvelles lois, faire des traités avec les autorités, entraver la lutte contre le système. Le mouvement s'est déclenché suite aux effets de la crise économique (inflation, augmentation du coût de la vie, de la nourriture, des transports) et suite à la violence policière – attaque à la manifestation du 13 juin à Sao Paolo, sans parler de la vague de « couvre-feus » narco-policiers, boucheries, incendies dans les favelas, exécutions de travailleurs ruraux/indigènes – qui a produit une réponse de cette envergure.

★La révolte qui s'intensifie après le 17 juin a été initiée par les travailleurs eux-mêmes, sans partis ou syndicats. Il est nécessaire d'identifier les groupes qui vont dans le sens de vendre le mouvement aux flics – qui poussent à suivre des politiciens/syndicats et se substituent à eux pour diriger/dévier la lutte pour la liberté, pour une société sans patrons, sans gouvernement et sans inégalité. Autonomie totale des travailleurs en lutte !

★La révolte s'étend à travers le pays et éclate partout au même moment. Elle ne pourra vaincre que si elle est menée par des organisations révolutionnaires de travailleurs, sans implication de bourgeois et de gouvernants. Ce doit être une révolte organisée depuis les lieux de travail, de logement et d'études. Il faut paralyser et prendre les usines, les « fazendas » (grandes exploitations agricoles), les universités, les grands centres commerciaux, en organisant des piquets, des marches, des blocages, en appelant à la participation de tous. Il faut renforcer et impulser des manifestations dans les banlieues, unir les marches de protestations dans les centres urbains et les banlieues !

★Ceux qui combattent l'Etat, la police, les entreprises (celles des transports inclus), les partis, les syndicats et les grands magasins SONT DES TRAVAILLEURS CONSCIENTS luttant contre le système. **Gouvernement, presse, MPL, droite patriotico-fasciste sont des infiltrés** : ils incriminent, accusent, livrent des manifestants pour diviser le mouvement, ils attaquent les travailleurs des banlieues/favelas dans les manifestations. Ils tentent de bloquer/dévoyer l'offensive contre l'Etat. **Les dirigeants n'ont été intimidés que lorsque le mouvement a grandi en nombre et en violence.** Donc il faut organiser la défense armée des piquets (bloquer les entreprises/autoroutes, SABOTER L'ECONOMIE !) et organiser les récupérations (travailleurs reprenant à nouveau ce que patrons et gouvernements leur volent), mais en choisissant leurs cibles, en n'attaquant pas d'autres travailleurs). Il faut attaquer des zones et aux heures les moins surveillées étant donné que dans les manifestations sont tendus des pièges. Il faut organiser les manifestations, les grèves sans donner de préavis aux autorités.

★Le mouvement a grandi avec l'appui des travailleurs utilisant les nouvelles technologies. Mais celles-ci se transforment aussi en moyens de surveillance – le 20/21 juillet le gouvernement a bloqué Facebook ; une nuit avant la « grève générale » des syndicats, il a éteint internet (10 juillet). Les ennemis veulent que le mouvement grandisse et qu'il s'achève rapidement, sans avoir eu le temps de devenir une lutte durable, consciente et organisée. Les groupes les plus révolutionnaires et combatifs doivent créer des liens et unir leur force : c'est ce qui maintient les manifestations et ce qui fait que, même si elles diminuent, la lutte survit. Il faut cultiver la solidarité avec les luttes dans les autres pays (ce que ne veulent pas les patriotes) : les luttes en Turquie, en Bulgarie, en Suède, au Moyen-Orient et dans le nord de l'Afrique sont contre le même ennemi : la dictature capitaliste et l'Etat. Il faut contacter les manifestants des autres pays, d'autant plus que la révolte a atteint le Paraguay, le Chili, la Colombie, et le Pérou (pourquoi la presse ne parle pas de ça ?)

COMBATTONS LES PARTIS, SYNDICATS, MPL, PATRIOTES, « ACORDA BRASIL », ET AUTRES MENTEURS !

NI PLEBISCITE THEATRAL, NI FAUSSE GREVE GENERALE
ORGANISÉE PAR LES SYNDICATS POUR ÉTEINDRE LA CONTESTATION !

PRENONS LES RUES, LES « FAZENDAS », LES LIEUX DE TRAVAIL ! MOBILISONS LES BANLIEUES !
MORT À L'ETAT ET AU CAPITALISME ! LA REVOLUTION EST LA SOLUTION !

Révolution Universelle juillet 2013 - **revolucaouniversal@yahoo.com**

ANNEXE 3

ARMES, COMMERCE ET RÉPRESSION

Au Brésil, le montant des exportations d'armes légères a triplé en cinq ans. Il est passé de 109,6 millions en 2005 à 321,6 millions de dollars (US) en 2010. Aujourd'hui, il est le quatrième exportateur mondial d'armes légères, avant la Russie, Israël et la France, et derrière les États-Unis, l'Italie et l'Allemagne. Le commerce a le vent en poupe aussi grâce à la préparation de la Coupe du Monde de Football en 2014 et son budget en sécurité. En effet, après avoir acquis, par l'intermédiaire de l'entreprise brésilienne Cóndor, 1,5 millions de real (près de 500.000 mille euros) d'armes dites « légères » en avril 2012 (500 grenades au poivre GM 102, plus de 1.125 grenades explosives et lumineuses, 700 grenades lacrymogènes GL 310 – qui ont été utilisées en Turquie…), le gouvernement brésilien a acheté approximativement 49 millions de real (quelques 16,5 millions d'euros) de matériel à la même société pour la sécurité de la Coupe du Monde de Football et ses préparatifs. L'entreprise Cóndor de Rio de Janeiro (Nova Iguaçu) fabrique tous types de grenades lacrymogènes qu'elle exporte ensuite dans une quarantaine de pays. Cóndor, comme d'autres multinationales en armement, expose ses armes au salon de l'armement Eurosatory près de Paris. Parmi ses produits, nous trouvons le GL 310 « Ballerina » (danseuse) qui rebondit de manière aléatoire quand elle touche le sol en dispersant des gaz lacrymogène ; le « Seven Bang » qui produit sept explosions de forte intensité ; le GL 311 qui provoque une forte détonation associée à l'effet du gaz ; le projectile de longue distance GL 202…

Zeinab al-Khawaja a dénoncé dans la presse brésilienne que l'entreprise Cóndor exporte des armes chimiques à agents toxiques qui ont servi à réprimer la révolte dans le monde arabe et en particulier au Bahreïn. L'entreprise Cóndor, qui s'est sentie attaquée par de telles accusations, a nié l'exportation de tels gaz directement au Bahreïn mais a dû reconnaître qu'elle envoie son matériel criminel aux Emirats-Arabes-Unis qui ont justement contribué directement au terrorisme de l'État au Bahreïn. Elle n'a pas pu non plus démentir le caractère hautement nocif de ces gaz.

BRÉSIL ET TURQUIE, COMMERCE, TERREUR BOURGEOISE ET RÉSISTANCE PROLÉTARIENNE

La grande révolte au Brésil a éclaté quand la rébellion en Turquie était en plein développement et s'affrontait directement au terrorisme d'État. Depuis des pays aussi éloignés géographiquement et culturellement, des minorités courageuses de prolétaires en révolte, conscients de l'identité des intérêts et des perspectives de la lutte, ont tenté de créer des liens et développer des réseaux qui donneraient une perspective commune à leur combat de classe. Des affiches, des manifestes et des réseaux tentèrent d'unifier et d'impulser la conscience universelle de la lutte pour la destruction du même système social : le capitalisme.

Mais nous devons reconnaître que la bourgeoisie a un énorme avantage en ce qui concerne la conscience internationale de sa lutte contre la révolution. Ce n'est pas aussi paradoxal qu'il n'y parait que le terrorisme de l'État turc aie été possible aussi grâce à l'appui de l'entreprise modèle du lulisme brésilien : les armes chimiques de l'entreprise *Cóndor* du Brésil répriment et tuent en Turquie (nous ne savons pas si ce nom, terriblement évocateur du terrorisme international d'État à cause du *Plan Cóndor,* a été utilisé en honneur à ce système international de répression !). La terreur d'État et le commerce capitaliste du gouvernement de gauche au Brésil marchent main dans la main.

Les différents gaz chimiques qui sont utilisés en Turquie sont importés des États-Unis (*Defense Technology* ou *Non Lethal Technologies of USA*) et du Brésil (de l'entreprise *Cóndor*).

Des combattants et diverses organisations ont dénoncé partout dans le monde l'usage frénétique des grenades lacrymogènes en Turquie considérées internationalement comme des « armes chimiques ». Ces armes ont fait perdre la vue à bon nombre de manifestants et en ont tué certains suite à leur exposition au gaz ou à cause du choc du projectile. Par exemple, Adbullah Cömert, 22 ans, a été assassiné à Hatay par l'impact d'une grenade lacrymogène dans la tête le 3 juin 2013 ; Irfan Tuna est décédé à Ankara le 6 juin d'une crise cardiaque suite à une surexposition au gaz. « *Le gaz lacrymogène a été utilisé dans des espaces fermés et la police a également fait un usage abusif de balles en caoutchouc* » a indiqué la Haute Commissaire des Nations Unies pour les Droits Humains, Navi Pillay, le 18 juin 2013.

Selon les derniers bilans, après trois semaines de mobilisation, la répression policière en Turquie a provoqué au moins six morts et près de 7.500 blessés dont 59 blessés graves. Selon la Human Rights Foundation of Turkey, les forces de police ont effectué 3.224 détentions jusqu'au 19 juin 2013. Après avoir utilisé près de 130.000 grenades lacrymogènes en 20 jours de manifestations, la Turquie doit faire face à une pénurie et tente de s'approvisionner de 100.000 grenades lacrymogènes et de 60 tanks à eau.

La campagne internationale Facing Tear Gas, lancée début 2012 par l'organisation War Resisters League aux États Unis, dénonce le gaz lacrymogène en tant qu'arme de guerre, un outil de répression et de torture contre les peuples.

Les morts récents par tirs de grenades lacrymogènes, Ali Jawad al-Sheikh (adolescent de 14 ans assassiné le 31 août 2011 au Bahreïn), Mustafa Tamini (28 ans assassiné en décembre 2011 en Cisjordanie) et Dimitris Kotzaridis (ouvrier de 53 ans, mort devant le parlement grec par asphyxie provoquée par des gaz lacrymogènes en 2011) ne semble pas avoir perturbé ce complexe militaro-industriel en pleine expansion.

Au milieu des « révoltes arabes », les entreprises d'armes étasuniennes ont exporté quelques 21 tonnes de munitions, l'équivalent de près de 40.000 unités de gaz lacrymogènes. Plus récemment, l'Égypte et la Tunisie ont augmenté leurs achats de matériel « anti-émeute », pendant qu'ils négocient avec le FMI un nouveau plan d'endettement accompagné d'un sévère programme d'austérité. Serait-ce une soudaine crainte de nouvelles « émeutes contre le FMI » ?

En 2013, le ministre de l'Intérieur égyptien a commandé 140.000 cartouches de gaz lacrymogènes aux États-Unis. Selon l'institut de Stockholm Sipri, « les importations [d'armes conventionnelles] des états du nord de l'Afrique ont augmenté de 350 pour cent entre 2003-2007 et 2008-2012 ». En Espagne, alors que le gouvernement de Rajoy coupe dans quasi tous les postes budgétaires et réduit de 6,3% celui du Ministère de l'Intérieur, les dépenses en nouveaux investissements et rénovation de « matériel anti-émeute et équipements spécifiques de protection et défense » passent de 173.670 euros à plus de trois millions en 2013.

Il ne reste au capitalisme que le terrorisme généralisé d'État et les commerces liés à la Guerre et à la lutte contre-insurrectionnelle.

Nous faisons ici aussi abstraction du fait que ces “ besoins ” ne sont pas des besoins humains mais des besoins atrophiés par le capital ou dit autrement des besoins d'être humains aliénés qui prennent pour “ leurs ” besoins ce que le capital leur impose et qui en réalité, sont les besoins du capital. La consommation de hamburgers ou de “ poissons” d'aquaculture n'est pas, en tant que telle, un besoin humain mais le résultat de siècles de dictature de la valeur sur la valeur d'usage qui fait que ces derniers dégénèrent et que ce qui fonctionne aujourd'hui en tant qu'objets de consommation “ humains ” ne sert pas à remplir la fonction humaine de nutrition, sauf en apparence, étant donné que ce qui se nourrit de cette mutilation et déshumanisation généralisée est en réalité la valeur en procès de valorisation, le capital !

ANNEXE 4

Guerre impérialiste et luttes prolétariennes

La Turquie en tant que puissance de l'OTAN, en tant que sous-gendarme répressif local et en tant qu'angle de pénétration de l'action impérialiste dans cette région.

Le capitalisme c'est la guerre impérialiste et son unique frein, c'est la lutte humaine pour les besoins vitaux. Le capitalisme ne peut exister sans guerres impérialistes, seule la révolution sociale paralyse la guerre et ouvre la perspective à la révolution sociale.

Et réciproquement, face à la révolution sociale, quand dans une région où la lutte prolétarienne révolutionnaire s'affirme, le capitalisme tente toujours de transformer cette guerre sociale en lutte inter bourgeoise, en antifascisme, en guerre impérialiste. Pour ce faire, le capital n'hésite pas à envahir et surtout bombarder depuis les airs ou sur base d'attentats terroristes ou une quelconque autre méthode de guerre inter bourgeoise, pour canaliser la haine du prolétariat contre les gestionnaires locaux du capitalisme au nom de telle ou telle autre démocratie. L'objectif est toujours la transformation de la guerre sociale en guerre impérialiste.

En ce sens, l'exemple le plus emblématique est la mal dénommée guerre civile espagnole. C'est en réalité une importantissime confrontation historique entre révolution sociale et contre-révolution qui a été transformée par des forces locales et internationales en guerre impérialiste « entre fascistes et antifascistes » (le rôle répressif et impérialiste de l'État russe a été encore plus décisif que les bombardements nazis et fascistes !). Au sein du prolétariat, cette contradiction secondaire à l'intérieur des forces de l'État bourgeois a été adoptée comme décisive par l'idéologie social-démocrate (socialoïde, « libertaire », « marxiste »,…) contribuant de la sorte au processus qui conduisit le prolétariat à la boucherie généralisée dénommée Seconde Guerre Mondiale.

Face à l'accentuation permanente de toute la catastrophe capitaliste et la résistance révolutionnaire contre celle-ci, la contradiction entre la lutte prolétarienne et la guerre impérialiste explose à chaque instant dans l'actualité, comme nous l'avons souligné dans d'innombrables textes.

Hier, face à la passivité du prolétariat international qui n'est pas arrivé à arrêter l'agression impérialiste contre l'ensemble de la population[1] dans la région d'Irak (au-delà des frontières de ce pays !), on a détruit par la terreur d'État internationale (bombes, bombardements, tortures, disparitions, massacres, prisons,...) le prolétariat en tant que sujet autonome dans ce pays. Aujourd'hui encore, après que les principales forces mondiales aient imposé leur ordre de mort et de terrorisme d'État et malgré une certaine ré émergence d'expressions sociales de protestation, c'est la guerre impérialiste et la lutte entre fractions bourgeoises qui continuent à dominer dans cette région.

Aujourd'hui, avec la catastrophe généralisée du capitalisme et sa menace permanente contre la survie de l'humanité, la contradiction entre l'impérialisme et les intérêts de l'humanité, entre le capitalisme et la révolution, entre la guerre et la révolution est toujours présente. Dans toutes les régions de guerre inter impérialiste, on résiste toujours contre elle et quand le prolétariat émerge contre la guerre, la tendance à arrêter la guerre et la révolution s'affirme simultanément parce que cette dernière s'affirme en dernière instance en tant que défaitisme révolutionnaire[2].

1. Le bombardement d'un pays attaque toute la population de celui-ci et ce n'est pas pour cela qu'il n'y a plus de forces bourgeoises qui collaborent avec les envahisseurs et avec le terrorisme imposé par l'envahisseur, particulièrement quand on cherche à rayer les minorités révolutionnaires de l'histoire. Dans le cas de l'Irak, différentes fractions bourgeoises ont été complice des envahisseurs, parmi elles (pas aussi) paradoxalement les fractions nationalistes Kurdes dirigées alors par Talabani qui termina intronisé en tant que président d'Irak par les yankees ou Barzani qui profita de la présidence du Kurdistan (et continue d'être l'allié préféré du Pentagone comme l'avait été son père).

2. Voir : « Invariance de la position des révolutionnaires face à la guerre. La signification du défaitisme révolutionnaire » dans Communisme n°49, septembre1999.

Turquie et Brésil : l'unique opposition aux guerres impérialistes est la lutte prolétarienne.

Dans l'antagonisme général entre guerre et révolution, ces deux pays ont eu et sont appelés à tenir un rôle prépondérant.

Est-ce par un hasard historique que les révoltes du prolétariat dans ces deux pays aient/ont été aussi simultanées et que, malgré des cultures et idéologies dominantes aussi différentes, le prolétariat dans ces deux pays se soient affirmé quasi en même temps ?

Quelle autre chose peut avoir ou avoir eu historiquement en commun ces deux pays avant 2013 ?

Maintenant, il nous semble évident qu'il y a un autre grand point commun entre ces deux pays. Mais il est vrai que nous qui écrivons ces notes, nous ne nous étions pas rendu compte de cet autre point jusqu'à ce que des camarades du Moyen Orient (de Turquie et d'Irak) ne nous explique en détail le rôle historique de la Turquie en tant que puissance de l'OTAN, en tant que sous-gendarme répressif local et en tant qu'angle de pénétration de l'action impérialiste dans cette région. Effectivement, l'État turc a joué, depuis des années (des siècles) un important rôle répressif qui débordait ses frontières nationales, non seulement de par sa tradition de terrorisme d'État interne contre les luttes sociales mais également en tant que gendarme historique face au prolétariat des pays frontaliers ainsi que sous la forme de répression des minorités « nationales » : kurdes, arméniennes, grecques, juives, balkaniques, caucasiennes…

Le Brésil a aussi fonctionné en tant que sous-gendarme historique répressif dans toute l'Amérique du sud et en tant qu'angle de pénétration impérialiste dans la région (il en arrive à être le centre formel de l'Empire portugais !), d'abord pour le compte de l'État d'Angleterre et ensuite des États-Unis. A l'instar de la Turquie, le Brésil a une longue histoire de massacres sociaux et impérialistes en fonction des intérêts du capital impérial. Depuis la guerre de la Triple Alliance[3], l'État brésilien a toujours été le sous-gendarme régional le plus important, constamment contre le mouvement social, plus spécifiquement en faveur des intérêts de l'impérialisme en faction. Dernièrement et précisément en tant que sous-gendarme impérial, le Brésil a assumé les tâches les plus sales tel que l'invasion et la répression à Haïti. En effet, après que les puissances impériales centrales (États-Unis et France) décidèrent de réaliser le coup d'État contre Aristide en 2004, ils attribuèrent au Brésil (pour ne pas aiguiser les contradictions déjà grandes entre les États de la région et les États-Unis) ce rôle indispensable de sous-impérialisme et sous-commandement régional : « *C'est une distribution de tâches, l'imposition de l'ordre par la force revient aux pays centraux, le maintien postérieur de l'ordre déjà instauré se délègue de préférence à des pays « plus semblables » à celui qui a été occupé. La possibilité d'insérer ici un projet sous-impérialiste chargé de la gestion locale de l'ordre mondial a aussi des avantages. En premier lieu, c'est la base d'une* ***possible continuité.*** *Cela installe de plus un mécanisme de hiérarchie par cooptation qui fait tampon. Cela atténue la contradiction du centre impérial avec sa périphérie proche et c'est le médiateur des contradictions avec la périphérie de la périphérie. La participation de différents pays latino-américains dans la MINUSTAH, sous le commandement du Brésil est une tentative de longue haleine de structuration de l'ordre impérial dans la périphérie à moindre coût pour le centre* »[4].

En Haïti, on supposait que les militaires brésiliens allaient être plus dans leur «milieu» (du moins c'est ce que les forces militaires internationales pensaient), c'était un pays «plus semblable », on mettait en priorité des noirs brésiliens pour réprimer des noirs haïtiens et au passage, on formait des militaires noires/métisses pour mieux réprimer dans les favelas (dans lesquelles prédominaient les noirs et métis). Le terrorisme d'État interne/national va toujours de pair avec le terrorisme d'État international ; l'entraînement et la répression des flics brésiliens en Haïti et dans les favelas a été appuyé par toutes les forces impériales en tant que modèle à suivre: « la population les recevra mieux ».

Aujourd'hui, nous ne doutons plus du rôle sous-impérialiste majeur des États du Brésil et de la Turquie qui concourt avec plus ou moins de succès dans leurs politiques terroristes d'État avec des puissances régiona-

---

3. Génocide de la population paraguayenne mené à bien par trois États nationaux, le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay, pour le compte du capitalisme mondial et de l'impérialisme européen (principalement l'Angleterre). Si nous prenons cet exemple pour affirmer le rôle sous-impérialiste du Brésil, c'est pour l'importance historique de l'exemple mais cela ne doit pas être interprété comme si la bourgeoisie pro impérialiste d'Argentine ou d'Uruguay auraient été moins collaborationnistes ou génocidaires que la bourgeoisie brésilienne ; mais parce que c'est notre sujet aujourd'hui et parce que les autres États n'ont pas eu cette importance militaire et répressive pour arriver à maintenir ce rôle à long terme. Cependant, cela n'a pas empêché non plus que ces trois mêmes États (Brésil, Argentine et Uruguay), avec le Chili, le Paraguay, le Pérou, la Bolivie… aient /ont joué ce même rôle criminel face à la lutte prolétarienne dans la décennie des années 60 et 70 dont l'opération Cóndor fait partie.

4. Extrait d'un article en espagnol de Fernando Moyano « Pauvre Mercenaire. Les clés géopolitiques du 'Gibraltar d'Amérique' » paru dans Posta Porteña 1065

les comme, respectivement, la Colombie[5] et Israël ; ils se distinguent comme de grands sous-gendarmes nationaux, que les différentes structures de l'empire (OTAN, Traité de Atlantique Sud, Pentagone,...) qui dirigent. Les études sur l'importance militaire de ces États mettent toujours au premier plan le Brésil, la Turquie, Israël et la Colombie en tant que puissances régionales et bras armés du terrorisme international de l'État du capital mondial. Du point de vue du bloc impérialiste occidental et judéo-chrétien (même si les principales monarchies pétrolières islamiques sont aussi de ce côté), le rôle géostratégique et inter impérialiste qui est attribué et exigé de l'État Turc est central dans la lutte mondiale pour les trois ressources essentielles pour lesquelles se développent toutes les luttes impérialistes de la région : le pétrole, l'eau et le gaz. Nous ne pouvons pas ici faire une étude plus approfondie sur ce sujet mais nous constatons que pour des motifs propres et sous l'impulsion des autres puissances impérialistes (OTAN, États-Unis, Israël, Arabie Saoudite, les États Européens...), l'État turc avait durant les dernières années été extrêmement offensif autour de tout ce qui concerne son rôle dans la région. Cependant, les autres puissances impérialistes avaient toujours réclamé davantage de contribution de l'État turc et pour cela ils l'avaient doté des meilleurs armes dans la région (seulement comparable à Israël) et dans les invasions de l'Irak, ils ont toujours exigé de lui d'accomplir un rôle plus important.



Si la Turquie n'a pas participé plus directement à la répression et aux invasions de l'Irak, c'était uniquement à cause de la résistance prolétarienne interne, à cause de la difficulté à imposer en interne l'unification nécessaire pour passer à l'attaque, à cause de la peur des rebellions dans la région kurde et la résistance concrète ; parce que face à la préparation de l'invasion de l'Irak, coordonnée par les États-Unis et l'OTAN, il y eut d'importantes résistances prolétariennes contre la politique guerrière de l'État turc.

Ces derniers temps, une fois de plus l'État Turc a été extrêmement actif dans sa pression sous-impérialiste contre la Syrie, l'Iran, l'Irak, dans les différentes régions incontrôlées kurdes, etc. Les forces armées n'ont pas arrêté de mobiliser et participer à tout type de manœuvres dans la région, préparant des guerres en tout genre. Dans la mesure où les États-Unis, Israël, les puissances Européennes commencèrent à armer les oppositions bourgeoises en Syrie, l'État turc a accentué toutes sortes d'agressions contre le régime de Syrie (également terroriste ouvert d'État). Il y eut des affrontements frontaliers à connotation guerrière importante entre la Syrie et la Turquie qui arrivèrent à leur expression maximum en octobre 2012 avec différentes actions militaires ouvertes des deux États : ***réf internet.

Tout allait comme sur des roulettes jusqu'à la guerre générale dans la région, impulsée à la fois par le **commandement suprême du terrorisme général d'État** : États-Unis, Israël, les États d'Europe qui complétaient ses attentats permanents avec des drones et des bombes qui explosaient dans les villes (auquel la Turquie participait) et l'armement de mercenaires envoyés en Syrie, avec un soutien à l'État turc pour donner le saut de qualité à ses attaques frontalières et passer à la guerre ouverte avec occupation du terrain.

Ali Akbar Velayati, haut fonctionnaire iranien représentant affiché du bloc impérialiste opposé à l'occident, n'est pas tellement à côté de la plaque (même s'il est unilatéral) quand il déclare que « *l'actuelle tension entre la Turquie et la Syrie est un complot monté par les États-Unis... Les États-Unis veulent détruire le front anti-israélien en Syrie en envoyant des groupes terroristes tel qu'Al-Qaïda et Blackwater* (principale entreprise de mercenaires yankees NDR) *dans le pays... Quand les États-Unis et ses alliés arabes ne purent pas atteindre leurs objectifs au travers de la politique et au moyen de l'émission de résolutions contre Damas dans différentes organisations internationales, ils déployèrent des forces de l'OTAN à la frontière syrienne* »[6]. « *La Turquie se trompe si elle croit qu'au travers de l'aide des États-Unis, du Qatar, d'Israël et d'Al-Qaïda, elle pourrait renverser le gouvernement syrien et installer une personne telle que Mohamed Morsi en Syrie* » rajoute ce même individu à une autre occasion. Les représentants de l'État iranien n'hésite pas à ajouter à ce genre d'éclaircissements des éléments de défi et de guerre impérialiste : « *Renverser le gouvernement syrien ne sera pas possible quels que soient les fonds utilisés par le Qatar et les armes envoyés des États-Unis et quel que soi l'appui de la France et du réseau d'Al-Qaïda* »[7].

Cependant, l'État turc n'a pas été plus loin ! Plus encore, la militarisation généralisée qu'on était occupé à vivre en Turquie et dont le point culminant se situe en octobre 2012 a fortement diminué. Cette fois, nous n'avons pas de nouvelles directes de la résistance prolétarienne à la guerre en termes de matériaux de propagande qui irait en ce sens. Cependant, nous affirmons sans crainte de nous tromper que la vague de

5. La Colombie est aujourd'hui le pays d'Amérique Latine dans lequel les forces des États-Unis se meuvent avec le plus de facilité et celui qui bénéficie du plus grand nombre d'officiers qui s'entraînent en contre-insurrection aux États-Unis et en Israël.

luttes en Turquie qui se produit à partir de mai et juin 2013 a constitué un frein objectif additionnel face à la militarisation et à l'impérialisme turc/OTAN/occidental. La lutte prolétarienne, en déstabilisant le régime et en faisant perdre confiance dans la puissance de l'État et de ses flics, empêche que ces derniers se lancent dans une offensive en terrain ennemi.

Nous ajoutons que la résistance à la politique militariste du sous-impérialisme turc n'a pas commencé là mais que depuis les prémisses de la guerre, il y eut comme dans le passé un grand mouvement de résistance contre celle-ci que différentes organisations et groupes turcs et kurdes ont exprimé au niveau international, même si nous devons souligner que dans ces organisations, un mélange important de positions de la gauche bourgeoise sont présentes, dont divers nationalismes.

Mais il y eut aussi des éléments bien plus concrets. A Diyarbakir qui est un centre historique du militarisme occidental (les États-Unis ont inauguré en 1956 ce qui deviendra une très importante base militaire de l'OTAN) et un point clé pour les prétentions impérialistes de l'occident et de l'État kurde, il y a eu beaucoup de manifestations et d'actes de protestation contre la guerre, contre/en la Syrie, durant l'année 2012 et 2013. Ce n'est évidement pas par hasard que la collaboration occidentale obtient les mêmes résultats qu'ailleurs : c'est dans la zone de Turquie que le terrorisme d'État contre les (prolétaires) kurdes a été la plus loin : des milliers de disparus, de torturés, de morts... Ce qu'ils appellent « guerre sale » en Turquie a duré plus de 30 ans et dans la zone, on continue à dénoncer, en 2011, les massacres provoqués par des avions qui « se trompent » et la répression contre les manifestants qui protestent[8]. Dans cette zone et depuis 50 ans, on proteste contre la guerre, contre le rôle criminel de l'État turc (et de l'OTAN).

S'il n'y a pas d'éléments pour affirmer que les manifestations et actes contre la préparation de la Turquie à la guerre contre la Syrie aient causé des effets directs, il n'y a pas de doute sur le fait que la résistance historique du prolétariat est le frein objectif à cette guerre. D'autre part, le mouvement même du prolétariat en mai-juin 2013 a freiné objectivement les actions militaires et les préparatifs de guerre qui étaient en marche. Les discours des politiciens et des militaires changèrent et se firent bien moins guerriers, ce qui pour nous indique une crainte, également **objective,** à déclarer la guerre généralisée et être rayé du pouvoir pour ne pas avoir d'arrière-garde, c'est-à-dire pour ne pas arriver à maintenir la guerre faute de chair à canon à envoyer. Le réveil du prolétariat en Turquie a envoyé un signal fort, non seulement aux militaires turcs mais à toutes les puissances impérialistes qui menaient une politique plus fermement guerrière.

L'articulation entre ce frein objectif et les nouvelles tentatives nord-américaines de bombarder la Syrie pour consolider une alliance qui serait conséquente avec le terrorisme d'État qu'ils avaient décidé d'imposer dans la région et en même temps, le fait qu'ils n'aient pas fait en sorte de le mener à bien (malgré l'escalade militariste entre les États-Unis et la Russie/Chine), devrait faire l'objet d'une bonne analyse que nous ne sommes pas capables d'assumer actuellement.

Retournons maintenant en Amérique pour continuer notre comparaison entre la Turquie et le Brésil en tant que gendarmes répresseurs et sous-impérialistes ; disons que les luttes en Haïti contre l'invasion et les luttes dans certains des pays qui envoient des troupes impérialistes dans ce pays (Brésil, Colombie, Chili, Argentine, Uruguay[9]) constituent un frein à la guerre et la répression. Ces derniers temps, c'est une fois de plus la lutte du prolétariat en Haïti même qui a aidé à la détérioration de l'image mondiale de la force criminelle de l'ONU, mais la lutte prolétarienne dans les autres pays intervenants a aussi beaucoup aidé, luttes parmi lesquelles ressort celle au Chili. Sans aucun doute, la révolte au Brésil en 2013 constitue une autre contribution dans cette lutte.

Actuellement (fin 2013), grâce à toutes les luttes prolétariennes, il ne subsiste aucun doute sur le fait que la position impérialiste en Haïti est intenable. Le Brésil n'arrive plus à assumer son rôle de sous-gendarme de manière adéquate et les troupes ne peuvent pas se maintenir beaucoup plus longtemps dans leur répugnante mission parce que l'unité de ces forces est rompue et l'on parle de manière insistante d'États qui ne contribueront plus et même de certains qui retireront leurs troupes. De cette image idyllique de « faiseur de paix » (c'est ainsi qu'est nommé l'ONU dans le jargon militaire yankee), il ne reste rien : ils sont venus pour frapper, pour réprimer, ils ont amené la prostitution, des violeurs, la corruption,… et surtout la pire épidémie infectieuse de l'histoire du pays (le choléra) qui continue à décimer la population, soit quelque chose de similaire à la grippe que les colonisateurs européens ont amenée en Amérique avec leurs épées, leurs bibles, leurs bûchers et leurs inquisitions !

Tel était le rapport de force que nous voulions mettre en évidence au Brésil et en Turquie en tant qu'exemples importants de sous-gendarmes impérialistes et souligner que seule la lutte prolétarienne freine la tendance généralisée à la guerre inter impérialiste.

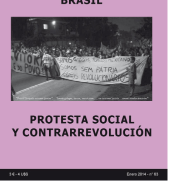
6. ANA (Agence Nationaliste de nouvelles)
7. Diario Octubre le 20/01/2013
8. Par exemple, le 29 septembre 2011, on peut lire dans WWW.EUROPAPRESS.es : « Diyarbakir (Turquie) – Policiers et manifestants s'affrontent à Diyarbakir ». Ankara affirme que l'attaque était contre le PKK mais les autorités locales assurent que les morts étaient des civiles et les Kurdes parlent de « crime contre l'Humanité ». Pour plus d'informations : Policiers et manifestants s'affrontent à Diyarbakir.
9. Nous ne mentionnons ici que les pays pour lesquels nous avons connaissance d'expressions de dénonciation et de lutte contre la participation militaire de « leurs » États dans la force répressive de l'ONU mais nous devons rappeler que les militaires latino-américains représentent « uniquement » 45% du total (quelques 5.300 sur 12.000, chiffres approximatifs qui changent régulièrement).

NOS PUBLICATIONS



Organe central du GCI en français nº 64

- Révolution
- Crise de la valorisation et mouvement révolutionnaire
- Le léninisme contre la révolution
  Partie 1: social-démocratie, léninisme, stalinisme
- Afrique du Sud:
  Le prolétariat met une raclée au syndicat officiel»



Organe central du GCI en espagnol nº 63

- Brasil, protesta social y contrarrevolución

Organe central du GCI en anglais nº 15

- Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes
- ça continue: Grèce…



Organe central du GCI en turc nº 2

- Contre l'État
- Présentation des "gloses marginales"
- Gloses critiques marginales (Marx)
- A propos de l'état libre de la social-démocratie
- L'état, la politique, la démocratie… défendus par la social-démocratie

Organe central du GCI en hongrois nº 7

- Guerre ou révolution
- Voyage en Iraq
- Lutte de classe en Iraq – interview d'un vétéran
- Iraq – chronolgie de la lutte de classe au 20ème siècle
- Action directe et internationalisme
- Contre la guerre impérialiste :
  la seule alternative c'est la guerre contre le capital



Organe central du GCI en portugais nº 5

- Tentatives bourgeoises de canalisation des luttes prolétariennes à l'échelle internationale et lutte invariante pour la rupture prolétarienne
- Gênes 2001: le terrorisme démocratique en pleine action
- Prolétaires de tous pays: la lutte de classe en Algérie est la nôtre!
- Un bon citoyen



Organe central du GCI en arabe nº 6

- Editorial sur le progrès
- Caractéristiques générales des luttes actuelles
- Quelle réduction du temps de travail?
- "Ils nous parlent de paix…
  ils nous font la guerre!" Tracts du GCI

Organe central du GCI en allemand nº 6

- Revolution
- Aufwertungskrise und revolutionäre Bewegung
- Der Leninismus gegen die Revolution



Organe central du GCI en kurde nº 5

- Eléments contradictoires de la révolte en Tunisie
- Contre la dictature de l'économie: vive la révolte internationale du prolétariat !
- La vague de manifestations atteint aussi l'Irak et le Kurdistan
- Appel aux manifestants de Soulemania et d'autres villes du Kurdistan et d'Irak
- Les émeutes de la faim sont des luttes prolétariennes.
- L'anti-terrorismem c'est le terrorisme de l'Etat.
- En Egypte, les luttes prolétariennes s'affaiblissent et la bourgeoise se réorganise
- Haïti: Sauvez les meubles!
- Notes sur les actuels mouvements prolétariens en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.
- Regard sur les idéologies conseillistes réformistes.






Organe central du GCI en grec nº 3

- Notes contre la dictature de l'économie
- A propos de l'apologie du travail
- Valorisation/dévalorisation: l'insurmontable contradiction du capital



Organe central du GCI en russe nº 1

- Présentation du groupe - présentation de la revue
- Contre le mythe des droits et libertés démocratiques
- Notes contre la dictature de l'économie
- Vers une synthèse de nos positions + différents tracts



Organe central du GCI en tchèque nº 3

- Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes
- L'antiterrorisme est le terrorisme de l'Etat.
- Qui sont derrière les révoltes en Afrique du Nord?
- Contre la dictature de l'économie: vive la révolte internationale du prolétariat !

LISEZ EGALEMENT LA COMPILATION DE NOS ARTICLES



Si vous voulez prendre connaissance
de nos approfondissements programmatiques,
nous vous proposons la formule d'abonnement
suivante à nos revues :
Communisme, Comunismo, Communism...
5 numéros : 20 $ / 15 €

Il vous est également possible de prendre mieux
connaissance des positions de notre groupe
en vous procurant nos
Thèses d'orientation programmatique
en français, en espagnol, en anglais, en allemand
ou en arabe, au prix de 4 $ / 3 €



POUR LA REVOLUTION SOCIALE



http://gci-icg.org
info@gci-icg.org
http://gcinfos.canalblog.com

De plus, dans la lutte pour la généralisation contre l'ennemi commun se concentre la revanche de beaucoup de luttes partielles perdues ou abandonnées à cause d'un rapport de force défavorable, à cause de la même bestialité de la terreur d'Etat qui profite de cet isolement. Dans chacune de ces luttes, dans chaque secteur, dans chaque ville… le prolétariat a senti qu'il ne pouvait pas gagner si la lutte n'était pas plus générale, dans chacune d'elles, on avait « perdu » (le délogement, les coups reçus, l'augmentation imposée malgré la bagarre…) et, même si dans certaines de ces luttes on était arrivé à casser l'une ou l'autre politique ponctuelle, la vie était toujours plus catastrophique. C'est pour cela que lorsque le mouvement pour le « passe livre » s'est généralisé, pas mal de vieilles frustrations l'ont rejoint mais aussi des forces qui luttaient contre le même ennemi et qui débordaient non seulement les vieux partis et syndicats mais aussi les « organisateurs » et bureaucrates qui se prétendaient les représentants du mouvement.